

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

F



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

REP16/CAC  
Juillet 2016

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Trente-neuvième session*

*Siège de la FAO, Rome (Italie)*

*27 juin – 1<sup>er</sup> juillet 2016*

**RAPPORT**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé</b>	page v
<b>Rapport de la trente-neuvième session de la Commission du Codex Alimentarius</b> .....	page 1
	<b>Paragraphes</b>
<b>Introduction</b> .....	1
<b>Ouverture de la session</b> .....	2 - 4
<b>Adoption de l'ordre du jour (Point 1)</b> .....	10 - 11
<b>Rapport du Président sur la soixante et onzième session du Comité exécutif (Point 2)</b> ....	12 - 14
<b>Adoption finale de textes du Codex aux étapes 8, 5/8 et 5A (Point 3)</b> .....	15 – 78
Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV) .....	17 - 21
Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) .....	22 - 30
Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH) .....	31 - 39
Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) .....	40 - 45
Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) .....	46 - 47
Comité sur les additifs alimentaires (CCFA) .....	48 - 57
Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF) .....	58 - 74
Comité sur les résidus de pesticides (CCPR) .....	75 - 76
Normes et textes apparentés maintenus par la Commission à l'étape 8 .....	77 - 78
<b>Adoption de textes du Codex à l'étape 5 (Point 4)</b> .....	79 - 93
Comité sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH).....	80 - 85
Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV).....	86 - 91
Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS).....	92 - 93
<b>Révocation de textes du Codex (Point 5)</b> .....	94
<b>Propositions de nouveaux travaux (Point 6)</b> .....	95 - 113
Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV).....	96 - 97
Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP).....	98 - 99
Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH).....	100 - 101
Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU).....	102 - 107
Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL).....	108 - 111
Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (CCAFRICA).....	112 - 113
<b>Interruption de travaux (Point 7)</b> .....	114 - 120
Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP).....	115 - 117
Autres questions .....	118 - 120
<b>Modifications à apporter à des normes du Codex et à des textes apparentés (Point 8)</b> .....	121
<b>Gestion des travaux du Codex et fonctionnement du Comité exécutif (Point 9)</b> .....	122 - 136
<b>Liens entre les politiques, stratégies et directives de la FAO et de l'OMS et les travaux du Codex (Point 10)</b> .....	137 - 145
<b>Travaux du Codex sur la résistance aux antimicrobiens (Point 11)</b> .....	146 - 164

**Questions soumises à la Commission par les comités et les groupes de travail du Codex (Point 12)**

Intégrité / authenticité des produits alimentaires.....	165 - 168
Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP).....	169 - 181
Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP).....	182 - 183
Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS).....	184 - 190
Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL).....	191 - 196
Comité sur le lait et les produits laitiers (CCMMP).....	197 - 199
Comité sur les sucres (CCS).....	200 - 203
Questions d'apparition récente: Proposition d'approche de la gestion des risques concernant la détection dans les aliments de produits chimiques très peu préoccupants pour la santé publique.....	204 - 207
<b>Planification du budget du Codex (2016-2017 et 2018-2019) et rapport sur les dépenses (2014-15) (Point 13).....</b>	<b>208 - 211</b>
<b>Appui scientifique FAO/OMS au Codex (rapport d'activité) (Point 14.1).....</b>	<b>212 - 213</b>
<b>Appui scientifique FAO/OMS au Codex (budget et dépenses) (Point 14.2).....</b>	<b>214 - 216</b>
<b>Appui scientifique FAO/OMS au Codex (renforcement de la durabilité) (Point 14.3).....</b>	<b>217 - 221</b>
<b>Activités FAO/OMS de renforcement des capacités (rapport d'activité) (Point 15).....</b>	<b>222 - 225</b>
<b>Projet et Fonds fiduciaire FAO/OMS à l'appui de la participation au Codex (rapport final sur le projet précédent, achevé en 2015) (Point 16.1).....</b>	<b>226 - 229</b>
<b>Projet et Fonds fiduciaire FAO/OMS à l'appui de la participation au Codex (rapport intérimaire sur la nouvelle initiative, débutée en janvier 2016) (Point 16.2).....</b>	<b>230 - 234</b>
<b>Relations entre la Commission du Codex Alimentarius et d'autres organisations internationales (Point 17).....</b>	<b>235 - 249</b>
Organisation mondiale de la santé animale (OIE).....	236 - 238
Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV).....	239 - 240
Agence de l'énergie atomique (AIEA).....	241 - 244
Organisation mondiale du commerce (OMC).....	245
Organisation internationale de normalisation (ISO).....	246
<b>Élection du Président et des Vice-Présidents (Point 18).....</b>	<b>249</b>
<b>Désignation des pays chargés de nommer les présidents des comités du Codex (Point 19).....</b>	<b>250 - 253</b>
<b>Intégrité / authenticité des aliments (Point 20.1).....</b>	<b>254</b>
<b>Délivrance des visas pour la participation aux sessions du Codex (Point 20.2).....</b>	<b>255 - 258</b>
<b>Questions diverses (Point 21).....</b>	
Mesures visant à promouvoir la visibilité du Codex (proposition du Costa Rica).....	259 - 264
Disponibilité tardive des documents (proposition de l'Uruguay).....	265
Migration de la page web du Codex au domaine de la FAO (proposition du Chili).....	266

**ANNEXES**

	Page
Annexe I: Liste des participants	42
Annexe II: Amendements relatifs au Manuel de procédure	90
Annexe III: Liste des normes et textes apparentés	91
Annexe IV: Liste des projets de normes et textes apparentés adoptés à l'étape 5	95
Annexe V: Liste des normes et textes apparentés révoqués	96
Annexe VI: Liste des nouveaux travaux approuvés	97
Annexe VII: Liste des travaux interrompus	98
Annexe VIII: Mandat du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens	99
Annexe IX: Présidence des organes subsidiaires du Codex	100

## RÉSUMÉ

### La Commission:

- a) a adopté les normes nouvelles et révisées en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et les textes apparentés en vue de leur application par les gouvernements;
- b) a adopté les amendements aux textes du Manuel de procédure du Codex;
- c) a approuvé l'objet de nouveaux travaux, notamment des listes prioritaires de pesticides devant faire l'objet d'évaluations ou de réévaluations des JMPR;
- d) a approuvé des propositions relatives à l'interruption de travaux et des propositions de révocations de normes existantes et de textes apparentés;
- e) est convenue de créer un groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens qui serait accueilli par la République de Corée;
- f) est convenue de suspendre le débat sur le mandat de l'examen interne conduit par le Secrétariat et a demandé au Secrétariat d'examiner régulièrement la gestion des travaux du Codex dans le cadre du suivi du Plan stratégique du Codex et de communiquer régulièrement au Comité exécutif et à la Commission ses conclusions et ses recommandations quant aux mesures à prendre;
- g) a pris note du rapport sur les dépenses de l'exercice 2014-2015, ainsi que du projet de budget pour l'exercice 2018-2019, a adopté le nouveau plan de travail et budget élaboré par le Secrétariat pour l'exercice 2016-2017 et a fait part de sa gratitude aux gouvernements des États hôtes et à ceux qui détachent du personnel auprès du Secrétariat du Codex;
- h) a remercié la FAO et l'OMS de leur appui financier constant au renforcement des capacités nationales en matière de planification, d'évaluation et de gestion des questions de sécurité sanitaire des aliments et de protection des consommateurs;
- i) a remercié la FAO et l'OMS pour les avis scientifiques fournis et a réaffirmé sa confiance dans la rigueur et l'indépendance des avis scientifiques de la FAO et de l'OMS, qui constituaient le fondement scientifique principal des travaux du Codex; a demandé à la FAO de continuer à préserver le budget consacré à la fourniture d'avis scientifiques et à l'OMS de trouver des mécanismes adaptés pour accroître l'enveloppe de son programme de fourniture d'avis scientifiques au titre du budget ordinaire et a engagé les membres à fournir des ressources supplémentaires, afin d'accroître le financement du programme de fourniture d'avis scientifiques d'une manière qui soit prévisible, jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée;
- j) a renouvelé ses remerciements à la FAO et à l'OMS ainsi qu'au Secrétariat pour la gestion efficace du premier Fonds fiduciaire sur la période 2004-2015 et a exprimé sa gratitude pour les importantes contributions financières et en nature apportées par les donateurs, a pris note du rapport reçu concernant les premières activités du deuxième Fonds fiduciaire et a pris acte des travaux entrepris;
- k) a réélu à la présidence Mme Awilo Ochieng Pernet (Suisse) et aux vice-présidences, M. Guilherme Antonio da Costa Jr. (Brésil), Mme Yayoi Tsujiyama (Japon) et M. Mahamadou Sako (Mali);
- l) a ajourné *sine die* le Comité sur le poisson et les produits de la pêche et fait part de sa gratitude à la Norvège;
- m) a proposé qu'à sa soixante-treizième session, le Comité exécutif procède à un nouvel examen du document sur les liens entre les politiques, stratégies et directives de la FAO et de l'OMS et les travaux du Codex; enfin, est convenue de se pencher lors de sa prochaine session sur les changements de domaine de la page web du Codex.

## INTRODUCTION

1. La Commission du Codex Alimentarius a tenu sa trente-neuvième session à Rome (Italie) du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Mme Awilo Ochieng Pernet (Suisse), Présidente de la Commission, a présidé la session, assistée des vice-présidents suivants: M. Guilherme Antonio da Costa Jr. (Brésil), M. Yayoi Tsujiyama (Japon) et M. Mahamadou Sako (Mali). Étaient présents les délégués de 123 États membres, d'une organisation membre, et les observateurs de 38 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, notamment des organismes du système des Nations Unies. Une liste complète des participants, y compris des membres de la FAO, de l'OMS et du Secrétariat du Codex, figure à l'Annexe I.

## OUVERTURE DE LA SESSION

### Allocutions de bienvenue du Directeur général de la FAO et du Représentant du Directeur général de l'OMS<sup>1</sup>

2. Le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, a ouvert la session en souhaitant la bienvenue aux participants, en particulier les nouveaux membres du Codex, à savoir le Soudan du Sud et Saint-Marin. Il a reconnu l'importance du Codex Alimentarius dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a par ailleurs informé les participants qu'un colloque sur la nutrition aurait lieu à la FAO en décembre 2016 et s'est félicité du lancement récent de la Décennie d'action en faveur de la nutrition. Le Directeur général a rappelé que lors de la récente réunion du G7 au Japon, l'accent avait été mis sur la nécessité de se pencher d'urgence sur la question de la résistance aux antimicrobiens et il s'est félicité du fait que cette question figurait en bonne place à l'ordre du jour de la trente-neuvième session de la Commission du Codex. Il a souligné qu'il était indispensable de renforcer le fondement scientifique des textes du Codex sur la résistance aux antimicrobiens afin d'apporter une réponse crédible et efficace face aux causes complexes de ce problème d'ampleur mondiale et qu'il fallait renforcer les capacités et les compétences spécialisées dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens pour préparer les pays, quel que soit leur niveau de développement.
3. Le Directeur général a invité la Commission à réfléchir également à la manière d'améliorer les travaux du Codex sur les protéines animales (par exemple, en créant un comité spécial) soulignant que l'accès aux protéines animales produites de manière durable était un défi de taille nécessitant une action visionnaire. Il a souligné qu'il importait d'assurer un financement pour les avis scientifiques qui sous-tendent les travaux du Codex et d'obtenir un consensus s'agissant des travaux du Codex, insistant sur le fait qu'il était impératif de prendre des décisions dans des délais raisonnables afin d'empêcher la prolifération de normes privées. Enfin, le Directeur général a informé les délégués que l'OMS et la FAO avaient renforcé leur collaboration en matière de sécurité sanitaire des aliments et il a remercié tous ceux qui avaient participé aux efforts visant à garantir des aliments sains et nutritifs.
4. M. Bruce Aylward, Directeur général adjoint de l'OMS, Directeur exécutif par intérim à l'OMS du Groupe Flambées épidémiques et urgences sanitaires et Représentant spécial du Directeur général pour la lutte contre Ebola, a souhaité la bienvenue aux participants au nom de Mme Margaret Chan, Directeur général de l'OMS, et a déclaré que l'OMS considérait le Codex comme l'une des plus extraordinaires initiatives communes de l'ensemble du système des Nations Unies. Il a mis en lumière quatre éléments récents d'importance majeure pour l'OMS et ses États Membres: i) les perspectives offertes par la publication, en décembre 2015, des estimations de l'OMS sur la charge mondiale des maladies d'origine alimentaire, qui contribuera à rendre systématique l'inscription de la sécurité des produits alimentaires à l'ordre du jour politique et à catalyser la mobilisation de ressources dans le but d'alléger cette charge; ii) la nécessité d'assurer un financement durable du deuxième Fonds fiduciaire, successeur du Fonds fiduciaire pour le Codex, qui existe depuis janvier 2016; iii) l'adoption par l'Assemblée mondiale de la santé, en mai 2015, d'un Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens, le Codex étant appelé à envisager de nouveaux travaux dans ce domaine; et iv) l'appui que le Codex pourrait fournir pour faire reculer la malnutrition sous toutes ses formes et promouvoir la sécurité sanitaire des aliments dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies en faveur de la nutrition, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée mondiale de la santé. M. Aylward a aussi souligné que tous les membres du Codex devaient de toute urgence assurer un appui financier durable à la fourniture conjointe d'avis scientifiques par la FAO et l'OMS.

---

<sup>1</sup> Enregistrements audio disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/meetings-reports/audio/fr/>.

5. Mme Jane Ruth Aceng, Ministre ougandaise de la santé, a exprimé sa gratitude et son plein appui au Codex, qu'elle continuerait de promouvoir aux niveaux national et régional. Elle a informé les délégués des efforts déployés par l'Ouganda pour rationaliser le système national de contrôle des aliments et créer une autorité nationale de contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques et a conclu en invitant tous les pays africains à assurer un financement adéquat des travaux portant sur les questions traitées par le Codex.
6. La Présidente a souligné qu'il était important que la Commission mène à son terme le processus d'élaboration des normes du Codex en adoptant les projets de normes et textes apparentés pertinents durant la présente session, ajoutant qu'il fallait centrer les débats tenus devant la Commission sur les travaux essentiels. Elle a souligné l'importance des avis scientifiques qui sont le fondement des normes alimentaires du Codex, à l'heure où le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) célébrait son sixième anniversaire. Faisant remarquer que les maladies d'origine alimentaire étaient un problème de santé publique d'envergure mondiale et une cause importante de morbidité et de mortalité, ainsi qu'un obstacle considérable au développement socioéconomique dans le monde entier, la Présidente a invité toutes les parties prenantes concernées à contribuer à assurer la sécurité sanitaire des aliments tout au long de la chaîne alimentaire: depuis la production primaire jusqu'à la consommation. Faisant observer que les maladies d'origine alimentaire peuvent être prévenues, la Présidente a exhorté les membres à appeler davantage l'attention sur la sécurité sanitaire des aliments et ce, à l'échelle planétaire, en y accordant une place de choix dans l'ordre du jour politique. Elle a en outre appelé les membres à accroître la visibilité du Codex et à sensibiliser toutes les parties prenantes à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments. Enfin, elle a encouragé les membres à apporter leur appui financier au deuxième Fonds fiduciaire.

### **Cérémonie de lancement du nouveau Fonds fiduciaire FAO/OMS pour le Codex**

7. Le nouveau Fonds fiduciaire FAO/OMS pour le Codex (deuxième Fonds fiduciaire) a été lancé. Le deuxième Fonds fiduciaire a remplacé le Fonds fiduciaire pour le Codex en janvier 2016. Les résultats obtenus par l'intermédiaire de l'ancien Fonds fiduciaire pour le Codex ont été présentés dans une séquence vidéo. Mme Maria-Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, a souligné l'importance que continue d'avoir le Fonds fiduciaire pour le Codex, qui contribue à rendre les normes du Codex applicables universellement et à les faire utiliser dans le monde entier. Le Directeur général adjoint de l'OMS a appelé l'attention sur le grand nombre de demandes qui avaient été présentées, qui témoignaient de l'intérêt suscité par cette initiative. La majorité des demandes étaient très solides, ce qui laissait augurer du succès d'un nombre accru de demandes solides dans les cycles à venir. Afin que toutes les demandes futures puissent être prises en compte durant les douze ans de vie du deuxième Fonds fiduciaire, un financement accru et soutenu de la part des donateurs s'avérerait indispensable.
8. Les premiers pays dans lesquels la mise en œuvre aurait lieu étaient les suivants: Ghana, Kirghizistan, Madagascar et Sénégal. Le Ghana et le Sénégal ont brièvement indiqué aux membres du Codex les résultats qu'ils souhaiteraient voir au terme des trois années de soutien du Fonds fiduciaire pour le Codex. La Présidente de la Commission du Codex Alimentarius a remercié tous les pays donateurs qui avaient déjà fait preuve d'un engagement constant et elle a invité tous les pays membres à envisager de soutenir le Fonds fiduciaire pour le Codex.

### **Répartition des compétences<sup>2</sup>**

9. Conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, la Commission a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres, telle que présentée dans le document [CRD1](#).

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1)<sup>3</sup>**

10. La Commission a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session, en procédant aux ajouts suivants qui seront examinés au titre du point 21:
  - i) Mesures visant à promouvoir la visibilité du Codex (proposition du Costa Rica)<sup>4</sup>;
  - ii) Disponibilité tardive des documents de travail (proposition de l'Uruguay);
  - iii) Migration de la page web du Codex au domaine de la FAO (proposition du Chili).
11. La Commission a en outre noté que:
  - Le point 8 de l'ordre du jour serait examiné dans le cadre de l'examen des normes du Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) concernées, au titre du point 3 de l'ordre du jour.

<sup>2</sup> [CRD1](#) (Ordre du jour provisoire annoté: Répartition des compétences).

<sup>3</sup> [CX/CAC 16/39/1](#).

<sup>4</sup> [CRD37](#) (proposition du Costa Rica).

- Le point 20.1 de l'ordre du jour ne serait pas examiné car le document correspondant n'avait pas été distribué, et que la République islamique d'Iran ferait un point sur les débats relatifs à l'intégrité/l'authenticité des aliments dans le cadre du point 12 de l'ordre du jour ([CRD26](#)).

### **RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF (Point 2)<sup>5</sup>**

12. Conformément à l'article V.7 du Règlement intérieur, la Présidente a rendu compte des conclusions de la soixante et onzième session du Comité exécutif et a indiqué que les recommandations relatives à certains sujets précis seraient examinés au titre des points de l'ordre du jour pertinents. Il s'agissait notamment des sujets suivants: l'examen critique, l'examen de la gestion des travaux du Codex, la résistance aux antimicrobiens, les questions financières et budgétaires, les liens entre les travaux du Codex et les politiques de la FAO et de l'OMS, et l'initiative succédant au Fonds fiduciaire du Codex (deuxième Fonds fiduciaire).
13. À sa soixante et onzième session, le Comité exécutif avait procédé à l'examen critique portant sur le suivi de l'élaboration des normes et formulé un certain nombre de recommandations à l'intention de différents comités. Il s'était également penché sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan stratégique 2014-2019 et de la Stratégie de communication pour la période 2015-2017, avait débattu de l'élaboration du plan et de la stratégie suivants et avait recommandé de les fonder sur le plan et la stratégie actuels.
14. Enfin, le Comité exécutif avait également examiné les demandes et la situation d'organisations non gouvernementales internationales s'agissant du statut d'observateur au Codex et avait adressé des recommandations à ce sujet aux Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS.

### **ADOPTION FINALE DE TEXTES DU CODEX AUX ÉTAPES 8, 5/8 ET 5A (Point 3)<sup>6</sup>**

15. La Commission a adopté les projets et avant-projets de normes et de textes apparentés soumis par ses organes subsidiaires à l'étape 8 (y compris ceux soumis à l'étape 5/8 avec pour recommandation d'omettre les étapes 6 et 7), ainsi que d'autres normes et textes apparentés soumis pour adoption tels qu'approuvés par les comités s'occupant de questions générales compétents, à la lumière des conclusions de l'Examen critique mené par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session (annexes II et III).
16. Outre les corrections d'ordre rédactionnel apportées aux textes dans les autres langues, la Commission a noté les observations et décisions énoncées ci-après.

#### **Autres observations et décisions**

##### **Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV)**

##### *Norme sur l'aubergine<sup>7</sup>*

17. La Commission a pris note des recommandations découlant de l'examen critique réalisé par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>8</sup>.

##### **Débat**

18. Les délégations qui étaient d'avis qu'il convenait d'adopter l'avant-projet de norme à l'étape 5 et non à l'étape 5/8 ont fait part des opinions suivantes:
  - i) l'insertion d'une tolérance pour la dégradation dans la catégorie «Extra» est contraire à la nature même de cette catégorie, dont les produits doivent être d'une qualité exceptionnelle;
  - ii) si la tolérance pour la dégradation est la même (un pour cent) dans la catégorie «Extra» et la catégorie I, il n'y a pas de véritable distinction entre ces deux catégories;

<sup>5</sup> [REP16/EXEC](#).

<sup>6</sup> [CX/CAC 16/39/2](#); [CX/CAC 16/39/2 Add.1](#); [CX/CAC 16/39/3](#) (observations de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de la République dominicaine, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Union européenne, du Ghana; de l'Indonésie, du Japon, du Kenya, du Mexique, du Maroc, de la Norvège, du Paraguay, de Sainte-Lucie, et de la Fédération internationale du lait); [CX/CAC 16/39/3 Add.1](#) (observations de l'Union européenne, du Kenya, de la Malaisie, de la Norvège et de la Thaïlande); [CRD2](#) (observations de l'Union européenne, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Nigéria, des Philippines et du Sénégal); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD16](#) (observations du Mali); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD19](#) (observations du Bénin); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD22](#) (observations de la Guinée); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone); [CRD29](#) (observations de la Guinée-Bissau).

<sup>7</sup> [REP16/FFV](#), par. 51, annexe III.

<sup>8</sup> [REP16/EXEC](#), par. 12.



- iii) plus généralement, la question de l'insertion d'une tolérance pour la dégradation dans la catégorie «Extra» est en cours d'examen par le Comité sur les fruits et légumes frais et il est judicieux de prendre une décision à ce sujet qui s'appliquera au modèle de norme du Codex pour les fruits et légumes frais avant d'intégrer des marges de tolérance dans des normes en particulier;
- iv) les dispositions techniques concernant le calibrage, les tolérances et les mélanges de variétés/types commerciaux dans un même conteneur sont en cours d'examen.
19. Les délégations favorables à l'adoption de l'avant-projet à l'étape 5/8 ont exprimé, quant à elles, les avis ci-après:
- i) l'insertion de tolérances pour la dégradation dans la catégorie «Extra» est réaliste et reflète les pratiques actuelles de la profession et du commerce des fruits et légumes frais;
- ii) l'absence de tolérance pour la dégradation dans la catégorie «Extra» implique une tolérance zéro, ce qui est irréaliste en ce qui concerne les produits périssables comme les fruits et légumes qui doivent être transportés et stockés avant d'atteindre leur destination finale. En outre, une marge de tolérance nulle pourrait constituer un obstacle technique au commerce allant à l'encontre de l'objectif des normes du Codex;
- iii) l'insertion de tolérances pour la dégradation dans la catégorie «Extra» empêche le rejet ou le déclassement d'un lot entier, ce qui est en accord avec les *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CAC/GL 47-2003);
- iv) les marges proposées (un pour cent pour la catégorie «Extra» et pour la catégorie I) s'appliquent à différents pourcentages de tolérance selon la catégorie pour l'ensemble du lot, ce qui permet d'établir une distinction entre la tolérance pour la dégradation concernant la catégorie «Extra» et celle concernant la catégorie I;
- v) le Comité sur les fruits et légumes frais avait examiné toutes les questions techniques de façon approfondie et l'avant-projet de norme est le compromis qui en découle.
20. Le Mexique, pays hôte du Comité sur les fruits et légumes frais, a indiqué qu'il convenait de soumettre les questions techniques au Comité afin qu'il les examine de nouveau.

### Conclusion

21. La Commission a fait remarquer que le processus relatif à l'avant-projet de norme était en avance sur le calendrier et qu'il restait suffisamment de temps pour régler les questions techniques. Elle est convenue d'adopter l'avant-projet à l'étape 5 et a demandé que toutes les observations formulées à la présente session soient transmises au Comité sur les fruits et légumes frais afin qu'il mette la dernière main au texte avant la prochaine session.

### Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)

#### *Code d'usages pour la préparation de sauce de poisson*<sup>9</sup>

### Conclusion

22. La Commission a adopté le Code d'usages pour la préparation de sauce de poisson, en prenant note du fait que:
- le Pérou émettait une réserve quant à la taille des poissons non éviscérés servant de matière première à la fabrication de sauce de poisson (qui *ne devait pas dépasser* 15 centimètres, selon lui, plutôt que 12 cm comme il est indiqué dans le Code d'usages);
  - la Fédération de Russie estimait qu'il fallait indiquer les organismes utilisés dans la préparation de la sauce de poisson afin de réduire les risques.

#### *Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche (section sur le caviar d'esturgeon)*<sup>10</sup>

23. La Commission a pris acte des inquiétudes de la Chine quant à l'utilisation d'hormones et de la nécessité d'évaluer l'innocuité de cette pratique avant de l'autoriser. Il a été indiqué que le Comité sur le poisson et les produits de la pêche s'était penché sur la question et que le Code d'usages était en accord avec la *Norme pour le caviar d'esturgeon* (CODEX STAN 291-2010), qui permettait l'emploi des hormones.

<sup>9</sup> [REP16/FFP](#), annexe III.

<sup>10</sup> [REP16/FFP](#), annexe V.

**Conclusion**

24. La Commission a adopté la section relative au caviar d'esturgeon.

*Modification des dispositions relatives aux additifs alimentaires qui figurent dans les normes pour les poissons et les produits de la pêche [Norme pour le thon et la bonite en conserve (CODEX STAN 70-1981) et Norme pour la chair de crabe en conserve (CODEX STAN 90-1981)]<sup>11</sup>*

25. La Commission a pris note du fait que la limite maximale de diphosphate disodique [INS 450(i)] et d'acide phosphorique (INS 338) était de 10 grammes par kilogramme et non de 10 milligrammes par kilogramme (voir le document portant la cote CX/CAC16/39/9). À la lumière de cette rectification, elle a examiné une suggestion visant à modifier la limite proposée pour ces deux additifs alimentaires (de cinq grammes par kilogramme à 4 400 milligrammes par kilogramme) sur la base d'une conversion plus juste du P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> en phosphore.

**Conclusion**

26. La Commission a adopté la limite de 4 400 milligrammes par kilogramme (sous la forme de phosphore).

*Modification de la section 7.4 («Estimation de la proportion de poisson dans la partie centrale») de la Norme pour les bâtonnets, les portions et les filets de poisson surgelés – panés ou enrobés de pâte à frire (CODEX STAN 166-1989)<sup>12</sup>*

27. Une délégation a demandé des éclaircissements à la FAO sur la manière dont elle entendait maintenir à jour le tableau des facteurs de conversion de l'azote et dont les pays pouvaient participer à ce processus. Le Représentant de la FAO a indiqué que l'Organisation avait lancé récemment un appel à transmission de données, qui avait obtenu très peu de réponses, et qu'elle avait l'intention de le réitérer. Le tableau des facteurs de conversion de l'azote continuerait d'être actualisé périodiquement grâce à des appels lancés par l'intermédiaire du Codex ainsi que des réseaux de la FAO sur les pêches.

**Conclusion**

28. La Commission a adopté les modifications en notant que la FAO maintiendrait à jour le tableau des facteurs de conversion de l'azote.

*Modification de la section 11 («Transformation du poisson salé et du poisson salé séché») du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche (CAC/RCP 52-2003)<sup>13</sup>*

29. Une délégation a proposé d'étoffer la liste des espèces concernées par cette modification. Il a été précisé que le Comité sur le poisson et les produits de la pêche n'avait pas examiné la liste. La modification de la section 11 était l'aboutissement des travaux relatifs au Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche en ce qu'elle a consisté à intégrer dans le corps du texte du Code d'usages les aspects essentiels concernant la sécurité sanitaire et la qualité qui figuraient auparavant dans différentes annexes. Par ailleurs, le Comité était convenu d'interrompre les travaux sur ces annexes étant donné que les partenaires commerciaux ne s'accordaient pas sur les spécifications facultatives (ou les exigences) qu'elles contenaient et que celles-ci ne devaient donc pas faire partie d'un texte du Codex.

**Conclusion**

30. La Commission a adopté la modification.

**Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH)**

*Directives sur la maîtrise des Salmonella spp. non typhiques dans la viande de bœuf et la viande de porc<sup>14</sup>*

31. La Commission a noté qu'une délégation s'inquiétait du fait que certaines substances, telles que le chlore, y figurent sans qu'une évaluation des incidences de leur utilisation ait été réalisée. La Commission a constaté que les directives présentaient des exemples ou des types de mesures permettant de lutter contre les *Salmonella* non typhiques, qui pourraient être appliquées par les pays en fonction de la situation nationale.

**Conclusion**

32. Le Comité a adopté les directives.

<sup>11</sup> [REP16/FFP](#), annexe VI.

<sup>12</sup> [REP16/FFP](#), annexe VII.

<sup>13</sup> [REP16/FFP](#), annexe VIII.

<sup>14</sup> [REP16/FH](#), annexe II.

*Directives sur l'application des principes généraux d'hygiène alimentaire à la lutte contre les parasites d'origine alimentaire*<sup>15</sup>

33. La Norvège a fait part de ses préoccupations concernant le paragraphe 43 de la section 3.1 relative à l'hygiène environnementale, car la mesure indiquée n'était pas fondée sur l'évaluation du risque. La Norvège a rappelé que le texte portait sur la pêche de capture du poisson de mer sauvage, or il était habituellement admis que les lieux de pêche concernés ne pouvaient pas, en règle générale, être considérés comme exempts de parasites présentant un danger pour la santé publique, de sorte que la mesure n'entraînerait pas de réduction notable de la biomasse de ce type de parasite. La délégation estimait que la référence à l'infection pouvait concerner n'importe quelle larve de parasite et a donc proposé de modifier le paragraphe en remplaçant le terme «infection» par l'expression «poisson présentant des signes de maladie parasitaire».
34. La Commission a observé que ce point avait été débattu de manière exhaustive au sein du Comité sur l'hygiène alimentaire. La Commission a noté, en outre, que les directives étaient souples, qu'un consensus s'était dégagé et que le soutien des autres membres de la Commission était acquis.

**Conclusion**

35. La Commission a adopté les directives en notant les vives préoccupations de la Norvège concernant le paragraphe 43, pour les raisons exposées ci-dessus.

*Annexe I: «exemples de critères microbiologiques à appliquer aux aliments à faible teneur en eau lorsque leur application est jugée nécessaire conformément aux Principes et Directives pour l'établissement et l'application de critères microbiologiques relatifs aux aliments (CAC/GL 21-1997)»*<sup>16</sup>

36. La Colombie, appuyée par le Costa Rica, a proposé la suppression des critères microbiologiques, car elle jugeait que de tels exemples n'avaient guère leur place dans un texte du Codex mais pouvaient être publiés comme un document d'information sur le site web du Codex. La délégation a également demandé des indications sur le recours à des exemples dans les textes du Codex, afin que les différentes normes soient harmonisées.
37. L'Union européenne et ses États membres étaient favorables à l'adoption de l'annexe mais étaient préoccupés par l'insertion d'exemples de critères microbiologiques à appliquer aux aliments à faible teneur en eau, dans la mesure où ces aliments présentaient un risque relativement plus faible que d'autres types d'aliment et où l'application de critères microbiologiques n'était donc pas justifiée. L'application de critères microbiologiques alourdirait excessivement le fardeau des producteurs.
38. Il a été précisé que le Comité sur l'hygiène alimentaire avait longuement débattu sur l'insertion d'exemples de critères microbiologiques, en notant que ces exemples pouvaient être utiles pour les pays et qu'ils devaient faire l'objet d'une annexe au Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments à faible teneur en eau (CAC/RCP 75-2015). Il a aussi été établi clairement que l'insertion de critères microbiologiques dans l'annexe ne rendait pas ces derniers obligatoires.

**Conclusion**

39. La Commission a adopté l'annexe I en prenant note des préoccupations de la Colombie, du Costa Rica, de l'Union européenne et de ses États membres.

**Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU)**

*Valeurs nutritionnelles de référence supplémentaires ou révisées aux fins d'étiquetage dans les Directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CAC/GL 2-1985)*<sup>17</sup>

Vitamine E

40. La Malaisie, avec l'appui de l'Indonésie, a proposé de renvoyer le projet de Valeurs nutritionnelles de référence (VNR) pour la vitamine E à l'étape 3 jusqu'à l'achèvement des travaux relatifs au facteur de conversion. Ces délégations ont fait valoir que les avis divergeaient et qu'il n'y avait pas de consensus dans le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime quant à savoir s'il fallait identifier toutes les formes d'isomères de la vitamine E ou seulement les alpha-tocophérols du fait qu'ils présentaient une activité de vitamine E. Les délégations ont souligné que les travaux devaient suivre un ordre logique et que la première partie de la tâche consistait à adopter le facteur de conversion applicable à la vitamine avant de passer à l'adoption de la VNR pour la vitamine E. Le renvoi du projet de VNR à l'étape 3 permettrait de conduire l'examen de la VNR parallèlement à celui du facteur de conversion. Les délégations ont aussi proposé que l'on demande aux

<sup>15</sup> [REP16/FH](#), annexe III.

<sup>16</sup> [REP16/FH](#), annexe IV.

<sup>17</sup> [REP16/NFSDU](#), annexe II, deuxième partie.

Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition de se pencher sur la VNR pour la vitamine E et sur son facteur de conversion.

41. Deux observateurs ont également indiqué que la VNR proposée pour la vitamine E ne reposait pas sur les dernières données scientifiques; que la vitamine E était composée de huit isomères et pas seulement d'alpha-tocophérol et que la VNR devait être plus élevée que la valeur proposée (9 mg).
42. Le Représentant de la FAO a précisé que la FAO accueillerait favorablement toute demande d'avis scientifique mais que les demandes adressées aux Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition devaient émaner du comité technique pertinent.
43. Le Président du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime a fait savoir qu'à la dernière session du Comité, celui-ci avait examiné la VNR de manière approfondie et était convenu de présenter la VNR pour adoption tout en notant les réserves émises par trois pays. Le Comité avait aussi décidé de repousser à plus tard les débats sur le facteur de conversion et les équivalents alimentaires. Cependant, notant les préoccupations exprimées et le fait que le facteur de conversion devait faire l'objet d'un accord avant que la VNR ne soit fixée, le Président a proposé que la VNR soit adoptée à l'étape 5, à titre de compromis. À sa prochaine session, le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime examinerait les équivalents alimentaires et le facteur de conversion de la vitamine E et, dans ce contexte, en analyserait les incidences sur la valeur de la VNR.

### Conclusion

44. La Commission a adopté la VNR pour la vitamine E à l'étape 5, en notant que toute demande d'avis scientifique adressée aux Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition devait être transmise par l'intermédiaire du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.

*Modification de l'annexe des Directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CAC/GL 2-1985): définition des organismes scientifiques compétents reconnus (OSCR)<sup>18</sup>*

### Conclusion

45. La Commission a adopté la modification de l'annexe résultant de l'apport des changements recommandés par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius à sa soixante et onzième session<sup>19</sup>.

### Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)

*Méthodes d'analyse: préparations pour nourrissons et préparations pour nourrissons destinées à des usages médicaux particuliers<sup>20</sup>*

46. La Commission a observé que le Comité exécutif avait approuvé l'adoption de trois méthodes d'analyse lors de son examen critique (les méthodes d'analyse relatives à la vitamine A, aux nucléotides totaux et à l'acide panthoténique), mais que deux autres méthodes, également avalisées par le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, avaient été omises par inadvertance au cours du processus d'examen alors qu'elles étaient prêtes à être adoptées. Il s'agissait des méthodes d'analyse relatives à l'iode, approuvées comme méthode de type II, et relatives au chrome, au sélénium et au molybdène, approuvées comme méthodes de type III. Il a aussi été noté que la proposition de critères à appliquer aux méthodes d'analyse du chrome, du sélénium et du molybdène soumise à l'examen du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime n'avait pas de répercussion sur l'approbation de ces méthodes par le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage.

### Conclusion

47. La Commission a adopté les méthodes d'analyse telles que proposées par le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime et approuvées par le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage.

### Comité sur les additifs alimentaires (CCFA)

*Spécifications relatives à l'identité et à la pureté des additifs alimentaires<sup>21</sup>*

48. L'Union européenne et la Norvège ont réitéré les réserves qu'elles avaient déjà émises, lors des trente-sixième et trente-septième sessions de la Commission du Codex, s'agissant de l'insertion de références dans les spécifications aux additifs alimentaires utilisés dans les préparations d'additifs (additifs secondaires); selon elles, les spécifications devaient porter sur les substances et non sur les préparations.

<sup>18</sup> [REP16/NFSDU](#), annexe II, deuxième partie.

<sup>19</sup> [REP16/EXEC](#), par. 17.

<sup>20</sup> [REP16/NFSDU](#), annexe V, deuxième partie.

<sup>21</sup> [REP16/FA](#), annexe III, partie A.

## Conclusion

49. La Commission a adopté les spécifications et a pris note des réserves générales émanant de l'Union européenne et de la Norvège.

*Révision de la catégorie d'aliment 01.1 «Lait et boissons lactées» (intitulée désormais «Lait liquide et produits laitiers») de la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA), et modifications qui en découlent<sup>22</sup>*

50. La Commission a pris note de plusieurs observations d'ordre rédactionnel concernant la version espagnole du document, par exemple la traduction de «plain» et de «ultra-high temperature». La Commission a pris note des préoccupations de l'Équateur exposées en détail dans le document [CRD21](#).
51. S'agissant des observations formulées par une délégation au sujet des descripteurs de plusieurs catégories d'aliments de la NGAA, le président du Comité sur les additifs alimentaires a précisé qu'à sa quarante-huitième session, le CCFA était convenu que tous les produits appartenant à la catégorie d'aliment 01.1 étaient destinés à une transformation ultérieure; que les laits concentrés et les laits évaporés appartenaient à la catégorie 01.3.1 et ne devaient donc pas être intégrés dans la catégorie 01.1.2; que l'expression «produit laitier composé» était définie dans la *Norme générale pour l'utilisation de termes de laiterie* (Codex STAN 206-1999); et que rien n'indiquait que le babeurre était stérilisé à ultra haute température (traitement UHT).

## Conclusion

52. La Commission a adopté la révision de la catégorie d'aliment 01.1 de la NGAA et a noté que les observations d'ordre rédactionnel concernant la version espagnole du document seraient prises en compte lors de la publication de la version révisée de la NGAA.

*Dispositions relatives aux additifs alimentaires dans la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA)<sup>23</sup>*

## Conclusion

53. La Commission a adopté les dispositions relatives aux additifs alimentaires et a noté ce qui suit:
- i) les réserves émises par l'Union européenne et la Norvège au sujet de l'arginate d'éthyle laurique (SIN 243) et de la nisine (SIN 234), en raison d'inquiétudes potentielles suscitées par leur ingestion;
  - ii) la préoccupation de l'Union européenne et de la Norvège due au fait que la limite maximale du benzoate fixée à 250 mg/l dans la catégorie d'aliment 14.1.4 était encore excessive et, partant, qu'il était nécessaire de poursuivre l'examen de la limite maximale convenant aux benzoates dans cette catégorie d'aliment.
  - iii) la préoccupation d'autres délégations due au fait que la limite maximale du benzoate dans la catégorie d'aliment 14.1.4 était trop faible et qu'il pourrait être nécessaire de la relever pour assurer efficacement la conservation des produits appartenant à la catégorie 14.1.4, compte tenu des disparités entre les climats et les conditions de transport dans les différentes régions du monde ainsi que d'une période de grâce envisagée pour la reformulation.

*Révision des sections 4.1.c et 5.1.c de la Norme générale pour l'étiquetage des additifs alimentaires vendus en tant que tels (CODEX STAN 107-1981)<sup>24</sup>*

## Conclusion

54. La Commission a adopté la révision de la norme générale et a noté la réserve émise par l'Argentine s'agissant de l'utilisation du terme «artificiel» qui, de l'avis de cette délégation, n'est pas cohérente avec les dispositions des *Directives pour l'emploi des aromatisants* (CAC/GL 66-2008) et, de manière générale, n'améliore pas la cohérence des textes du Codex.

*Section révisée sur les additifs alimentaires dans les normes pour le beurre de cacao (CODEX STAN 86-1981), le chocolat et les produits à base de chocolat (CODEX STAN 87-1981), le cacao en pâte (liqueur de cacao/chocolat) et le tourteau de cacao (CODEX STAN 141-1983) et les cacaos en poudre et les mélanges secs de cacao et de sucres (CODEX STAN 105-1981)<sup>25</sup>*

55. Une délégation a indiqué que les dispositions relatives à l'or (SIN 175) et à l'argent (SIN 174), qui figuraient dans le texte original de la Norme pour le chocolat et les produits à base de chocolat (CODEX STAN 87-1981), n'avaient pas été insérées dans la NGAA lors de l'alignement des dispositions de la norme avec les dispositions pertinentes de la NGAA.

<sup>22</sup> [REP16/FA](#), annexe XII.

<sup>23</sup> [REP16/FA](#), annexe VII, parties A-F.

<sup>24</sup> [REP16/FA](#), annexe XV.

<sup>25</sup> [REP16/FA](#), annexe V.

56. S'agissant de l'or et de l'argent, la Commission a noté que le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires avait conclu que l'emploi de l'or pas présentait pas de risque compte tenu de la faible quantité ayant des probabilités d'être ingérée, et a noté aussi que ce comité n'avait pas été en mesure de mener à son terme l'évaluation de l'argent faute de données suffisantes.

### **Conclusion**

57. La Commission a adopté les sections révisées sur les additifs alimentaires des normes pour le chocolat et les produits cacaoés et a accepté de demander au Comité sur les additifs alimentaires d'examiner l'emploi de l'or (SIN 175) et de l'argent (SIN 174).

### **Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF)**

#### *Limite maximale pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué<sup>26</sup>*

58. La Commission a noté que les avis différaient quant à l'adoption d'une limite maximale de 0,35 mg/kg pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué.
59. Les délégations favorables à une limite maximale inférieure à 0,35mg/kg ont signalé que la limite maximale proposée n'entraînerait pas une réduction notable de l'ingestion d'arsenic inorganique et ne serait pas cohérente avec la limite maximale fixée pour le riz poli.
60. Les délégations favorables à la limite maximale de 0,35 mg/kg ont rappelé que le riz était un produit commercialisé à l'échelle internationale et un aliment de base dans un grand nombre de pays et de régions. C'est pourquoi il fallait établir une limite maximale pour l'arsenic inorganique dans ce produit, afin de protéger la santé publique et de garantir des pratiques commerciales équitables. Ces délégations ont souligné aussi que la limite maximale était fondée sur les données actuellement disponibles; qu'elle permettait d'assurer un équilibre satisfaisant entre: réduction de l'exposition à l'arsenic inorganique, protection de la santé des consommateurs et incidence minimale sur le commerce (disponibilité de riz décortiqué); qu'elle était cohérente avec la limite maximale dans le riz poli; et qu'elle correspondait aux pratiques de production actuelles.
61. La délégation indienne a indiqué qu'il fallait recueillir plus de données avant de décider d'une limite maximale pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué (notamment produit à différentes saisons) afin de disposer d'une image plus exhaustive de la variation des concentrations d'arsenic dans le riz. On éviterait ainsi d'établir une limite maximale rigoureuse, susceptible de devenir un obstacle technique au commerce. La délégation a également fait savoir que l'Inde avait présenté des données sur la contamination du riz par l'arsenic au Comité mais que toutes les données relatives à la concentration, qui auraient pu justifier une limite maximale moins rigoureuse, n'avaient cependant pas été prises en compte.
62. La délégation sri-lankaise a réservé sa position s'agissant de l'adoption de la limite maximale car, le riz étant un aliment de base dans le pays, elle aurait préféré une limite maximale moins élevée. La délégation philippine a aussi réservé sa position, estimant qu'il n'y avait pas suffisamment de données représentatives sur le plan géographique pour justifier la détermination d'une limite maximale applicable à l'échelle mondiale.
63. La Présidente de la Commission a noté que le comité avait longuement débattu de cette question au cours de plusieurs sessions. Elle a également observé que la limite maximale proposée constituait une solution de compromis entre les délégations favorables soit à une limite maximale plus faible, soit à une limite maximale plus élevée et que la seule autre option possible serait l'interruption des travaux. Il a été noté toutefois que l'interruption des travaux n'avait pas été une solution retenue par le Comité parce qu'il était indispensable de déterminer une limite maximale pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué, afin d'assurer la protection de la santé des consommateurs et de favoriser les pratiques commerciales équitables. La Présidente a aussi rappelé à la Commission que la proposition avait été formulée par le Comité sur les contaminants dans les aliments, étant entendu que celui-ci réviserait la limite maximale après la mise en œuvre du Code d'usages pour la prévention et la réduction de la contamination du riz par l'arsenic dont l'élaboration serait achevée à la session suivante du Comité en 2017.
64. Deux organisations ayant le statut d'observateur ont fait valoir que, selon leur point de vue, la limite maximale proposée ne constituait pas une solution de compromis car elle ne représentait pas la valeur moyenne entre les limites maximales supérieure et inférieure (de la gamme de limites maximales examinées par le Comité sur les contaminants dans les aliments) mais plutôt la valeur la plus élevée. Elles se sont aussi rangées à l'avis des délégations favorables à une limite maximale plus faible (voir le paragraphe 59).

---

<sup>26</sup> [REP16/CF](#), annexe II.

## Conclusion

65. La Commission a adopté la limite maximale de 0,35 mg/kg pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué, étant entendu que la limite maximale serait révisée trois ans après la mise en œuvre du Code d'usages, comme en était convenu le Comité, et que toutes les données disponibles de toutes les régions seraient prises en compte.
66. L'Égypte, l'Union européenne, la Norvège (par. 59), l'Inde (par. 61), Sri Lanka (par. 62) et les Philippines ont exprimé leurs réserves quant à cette décision. Consumers International et la National Health Federation ont fait part des vives préoccupations suscitées par cette décision, pour les raisons indiquées aux paragraphes 59 et 64.

*Limites maximales pour le plomb dans les jus de fruits et les nectars prêts à boire (insertion des fruits de la passion); les fruits en conserve (insertion des baies et autres petits fruits); les légumes en conserve (insertion des légumes feuillus en conserve et des légumineuses en conserve); les confitures, gelées et marmelades (LM inférieure et insertion des marmelades); les cornichons (LM inférieure), les tomates en conserve (LM inférieure et retrait de la note sur l'application d'un facteur de concentration) et les olives de table (LM inférieure)<sup>27</sup>*

67. La Commission a noté que l'adoption de LM concernant les tomates en conserve et les confitures, gelées et marmelades suscitait des préoccupations au sein de plusieurs délégations. Ces délégations ont fait remarquer qu'il était clairement indiqué dans le paragraphe 74 du document REP16/CF que l'on ne disposait pas de données suffisantes pour permettre d'examiner les limites proposées pour ces produits. Elles demandaient davantage de temps pour recueillir des données et examiner les LM existantes dans l'optique de la protection des consommateurs et du respect des pratiques commerciales équitables, et proposaient d'adopter les nouvelles LM à l'étape 5 uniquement.
68. La Présidente de la Commission a rappelé que des LM relatives à des fruits et légumes avaient fait l'objet de débats dans le cadre du Comité sur les contaminants dans les aliments à partir de 2013. Leur achèvement avait été repoussé jusqu'en 2015 afin de donner aux pays concernés la possibilité de communiquer des données pertinentes au Programme mixte PNUE/FAO/OMS de surveillance de la contamination alimentaire (GEMS/Aliments), étant entendu que le Comité devait mettre la dernière main aux LM en vue de leur adoption par la Commission à sa trente-huitième session (2015). Cependant, aucun pays n'avait transmis de données supplémentaires ou nouvelles à l'heure où le Comité, à sa dixième session (2016), établissait les LM définitives (à l'exception de celles concernant quelques fruits et légumes, sur lesquelles il se pencherait de nouveau à sa onzième session, en 2017) et le document portant la cote REP16/CF ne contenait aucune réserve quant à la décision prise au sujet de toutes les LM dans des fruits et légumes qui étaient présentées à la trente-neuvième session de la Commission pour adoption finale.
69. Par conséquent, la Présidente a suggéré d'adopter les LM telles que proposées par le Comité sur les contaminants dans les aliments, de prendre acte des préoccupations de certains membres s'agissant des LM dans les tomates en conserve et les confitures, gelées et marmelades, de demander au Comité d'envisager une révision si des données supplémentaires ou nouvelles lui étaient communiquées à l'avenir et d'encourager les membres à s'employer de toute urgence à produire et à transmettre des données afin que les LM puissent être revues sur la base de toutes les informations disponibles.
70. Le Secrétariat a fait remarquer que, faute d'engagement net et de date butoir pour la transmission de données supplémentaires ou nouvelles, il n'était pas utile de renvoyer les LM devant le Comité afin qu'il les examine de nouveau.
71. Les délégations souhaitant adopter les LM pour les tomates en conserve et les confitures, gelées et marmelades à l'étape 5 estimaient que: l'abaissement des LM (0,1 milligramme par kilogramme au lieu d'un milligramme pour les confitures, gelées et marmelades et 0,05 milligramme par kilogramme au lieu d'un milligramme pour les tomates en conserve)
- i) n'était pas une mesure applicable immédiatement ni à court terme et aurait donc un effet négatif sur le commerce, sans qu'il soit prouvé scientifiquement qu'il permettrait de mieux protéger la santé publique, notamment pour les groupes vulnérables comme les enfants;
  - ii) le nombre d'échantillons disponibles n'était pas suffisant pour réaliser une analyse statistique de la production mondiale. En outre, dans le cas des confitures, gelées et marmelades, l'analyse se fondait sur les informations fournies par un pays dont les échantillons provenaient de denrées qui n'étaient pas produites localement mais importées de différentes régions et non sur des données d'occurrence brutes. Par conséquent, ces échantillons n'étaient pas acceptables car les chiffres avaient pu être ajustés de manière à satisfaire les exigences techniques du pays importateur;

<sup>27</sup> [REP16/CF](#), annexe III.

- iii) il était impossible de réaliser une évaluation des risques puisque les données disponibles ne respectaient pas un certain équilibre géographique et empêchaient ainsi toute analyse statistique, d'où l'absence de base scientifique solide pour étayer une réduction des LM; si les LM étaient adoptées telles que proposées par le Comité sur les contaminants dans les aliments, il serait difficile de justifier une hausse des LM à la lumière de données nouvelles.
72. Le Secrétariat du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires a indiqué que la procédure d'analyse des risques avait été suivie. À la suite de l'évaluation des risques qu'il avait réalisée à sa soixante-treizième session, il avait créé un groupe de travail électronique chargé d'analyser, après un appel public à la communication de données, toutes les données disponibles afin de proposer des LM révisées pour le plomb dans différentes denrées relevant de la Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale.
73. Les délégations favorables à l'adoption des LM ont fait part des avis suivants:
- i) les LM révisées se fondent sur les données disponibles actuellement;
  - ii) elles ont fait l'objet de débats approfondis pendant plusieurs sessions du Comité sur les contaminants dans les aliments;
  - iii) le plomb est un produit chimique extrêmement toxique qui a une forte incidence sur la santé publique, en particulier chez les enfants en bas âge; il convient donc de prendre, dès que possible, des mesures visant à réduire le risque d'exposition dans tous les produits visés (en réduisant les LM, par exemple) et le niveau doit être fixé le plus bas possible;
  - iv) si davantage de données sont disponibles ultérieurement, les LM pourront être modifiées conformément aux procédures du Codex applicables à la révision des normes; toutefois, il n'est pas utile à ce stade de renvoyer les LM devant le Comité sur les contaminants dans les aliments afin qu'il les examine de nouveau car aucun pays ne s'était engagé à communiquer des données supplémentaires ou nouvelles au moment où le Comité parachevait les LM en vue de leur adoption à la présente session de la Commission.

### Conclusion

74. La Commission a fait sienne la proposition de la Présidente relative à l'adoption des LM à l'étape 5/8, émanant du Comité sur les contaminants dans les aliments, à l'exception de celles concernant les tomates en conserve et les confitures, gelées et marmelades, qui seraient adoptées à l'étape 5, étant entendu que les pays concernés communiqueraient des données pertinentes en réponse à l'appel qui serait lancé sous peu, ce qui permettrait au Comité de mettre la dernière main à ces LM à sa onzième session (2017).

### Comité sur les résidus de pesticides (CCPR)

#### *LMR pour les pesticides<sup>28</sup>*

75. L'Union européenne et la Norvège, faisant mention du document [CRD2](#), ont réitéré les réserves qu'elles avaient émises à la quarante-huitième session du CCPR sur les différentes combinaisons de pesticides et de produits.

### Conclusion

76. La Commission a adopté les LMR pour les différentes combinaisons de produits et de pesticides à l'étape 5/8, en prenant acte des réserves émises par l'Union européenne et la Norvège.

### Normes et textes apparentés maintenus par la Commission à l'étape 8

#### *Projets de limites maximales de résidus (LMR) pour les somatotropines bovines<sup>29</sup>*

77. La Commission a noté les observations de l'Équateur présentées dans le document [CRD21](#), qui soulignaient encore une fois qu'il était important que le Codex fonde sa décision sur des données scientifiques et qu'il respecte et reconnaisse les travaux du Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires. C'est pourquoi, à son avis, il n'était pas nécessaire de continuer à maintenir les projets de LMR pour les somatotropines bovines à l'étape 8.

### Conclusion

78. La Commission a noté qu'aucune demande n'avait été reçue au sujet d'un changement de statut des projets de LMR pour les somatotropines bovines.

<sup>28</sup> [REP16/PR](#), annexe II.

<sup>29</sup> [ALINORM 95/31](#), annexe II.



## ADOPTION DE TEXTES DU CODEX À L'ÉTAPE 5 (Point 4)<sup>30</sup>

79. La Commission a adopté les avant-projets de normes et textes apparentés soumis par ses organes subsidiaires à l'étape 5 et les a avancés à l'étape 6, notant que les observations techniques devaient être soumises à nouveau à l'étape 6 pour examen par les comités compétents, à la lumière des conclusions de l'Examen critique mené par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session (annexe IV).

### Observations complémentaires

#### **Comité sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH)**

##### *Norme sur le cumin<sup>31</sup>*

80. La Commission a examiné la norme et a noté les observations techniques ci-après:
- Les propriétés physiques et chimiques requises pour le cumin concassé et moulu (c'est-à-dire l'arôme, la classification, les matières étrangères, etc.) devraient figurer dans la norme;
  - La référence à la méthode d'essai ISO 939 devrait être modifiée comme suit: ISO 938;
81. Concernant la proposition relative au renvoi de la norme à l'étape 2, le Secrétariat a expliqué que les questions soulevées pourraient être traitées par le CCSCH et rendre ainsi inutile le renvoi de la norme à l'étape 2.

### **Conclusion**

82. La Commission a adopté la norme sur le cumin à l'étape 5.

##### *Norme sur le thym<sup>32</sup>*

83. Une délégation a fait observer que le nom du produit ne devrait pas être «thym séché» qu'il devait être conforme au système de nomenclature d'usage régissant les normes sur les fruits et les légumes.
84. La Commission a pris note des observations de l'Équateur relatives aux méthodes d'analyse dans les normes pour le cumin et le thym, qui sont présentées dans le document [CRD21](#).

### **Conclusion**

85. La Commission a adopté la norme sur le thym à l'étape 5.

#### **Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV)**

##### *Norme sur l'ail<sup>33</sup>*

86. La Commission a pris note des préoccupations concernant l'insertion de l'ail «fumé», sachant que l'ail «fumé» était un produit traité plutôt qu'un produit frais car le processus de «fumage» modifiait les caractéristiques organoleptiques du produit. Le produit devrait donc relever du mandat du Comité sur les fruits et légumes traités.
87. Le Secrétariat a informé la Commission que cette question avait fait l'objet d'amples débats au sein du Comité et qu'elle faisait partie des questions en suspens à résoudre au moment de la mise au point définitive de la norme à la prochaine session du CCFFV. Le Secrétariat a en outre fait observer que le CCFFV avait compétence technique pour déterminer si ce produit pouvait être considéré comme de l'ail «frais» et donc être pris en compte dans le champ d'application de la norme.
88. La Commission a noté également les observations sur la nécessité de clarifier les dispositions relatives au type commercial, à la présentation, au calibre et aux tolérances.

### **Conclusion**

89. La Commission est convenue d'adopter la norme à l'étape 5.

<sup>30</sup> [CX/CAC 16/39/4](#); [CX/CAC 16/39/4 Add.1](#); [CX/CAC 16/39/4 Add.2](#); [CX/CAC 16/39/5](#) (observations de l'Argentine, de la Colombie, du Costa Rica, d'El Salvador, de l'Union européenne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay); [CX/CAC 16/39/5 Add.1](#) (observations de l'Iran); [CRD3](#) observations de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines et du Sénégal); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD16](#) (observations du Mali); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD18](#) (observations de la Gambie); [CRD19](#) (observations du Bénin); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone); [CRD29](#) (observations de la Guinée-Bissau).

<sup>31</sup> [REP16/SCH](#), annexe III.

<sup>32</sup> [REP16/SCH](#), annexe IV.

<sup>33</sup> [REP16/FFV](#), par. 70, annexe IV.

*Norme sur les kiwis*<sup>34</sup>

90. La Commission a noté que:
- i) certaines questions techniques liées aux exigences de maturité (°Brix / teneur en matière sèche), au calibre et aux tolérances, devaient faire l'objet d'un examen supplémentaire par le CCFFV;
  - ii) la tolérance de pourriture dans la catégorie «Extra» pourrait être examinée dans le cadre des travaux sur la présentation des normes du Codex sur les fruits et légumes frais plutôt que dans le cadre de normes prises séparément (voir aussi aubergines);
  - iii) l'insertion des hybrides n'était pas une pratique courante dans le cadre des normes du Codex sur les fruits et légumes frais.

**Conclusion**

91. La Commission est convenue d'adopter la norme à l'étape 5.

**Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS)***Orientations pour le suivi de la performance des systèmes nationaux de contrôle des aliments*<sup>35</sup>

92. La Commission a noté que le texte serait utile pour le suivi de la performance des systèmes nationaux de contrôle des aliments et a suggéré de réfléchir à la possibilité d'élaborer des orientations sur l'établissement d'indicateurs et de méthodes pour la mesurer.

**Conclusion**

93. La Commission a adopté le texte à l'étape 5.

**RÉVOCACTION DE TEXTES DU CODEX (Point 5)**<sup>36</sup>

94. La Commission a révoqué les textes figurant dans les documents [CX/CAC 16/39/6](#) et [CX/CAC 16/39/6 Add.1](#), à l'exception de ce qui suit:
- les spécifications pour les esters glycériques de gomme-résine (SIN 445 i), qui n'ont jamais été adoptées par le Codex;
  - les LM pour le plomb dans les tomates en conserve et dans les confitures (conserves de fruits) et gelées, pour lesquelles des révisions n'ont été adoptées qu'à l'étape 5 (voir point 3 de l'ordre du jour).

**PROPOSITIONS DE NOUVEAUX TRAVAUX (Point 6)**<sup>37</sup>

95. La Commission a approuvé l'élaboration de normes et textes apparentés nouveaux compte tenu de l'examen critique réalisé par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session (annexe V).

**Autres observations et décisions****Comité sur les fruits et légumes frais (CCFFV)***Norme sur les dattes fraîches*<sup>38</sup>

96. La Commission a pris note de la demande des délégations visant à définir plus précisément le champ d'application et d'autres questions techniques et a encouragé les pays concernés à participer activement à l'élaboration de la norme.

<sup>34</sup> [REP16/FFV](#), par. 76, annexe V.

<sup>35</sup> [REP16/FICS](#), annexe III.

<sup>36</sup> [CX/CAC 16/39/6](#); [CX/CAC 16/39/6 Add.1](#); [CRD4](#) (observations d'El Salvador, de l'Indonésie et du Sénégal); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD19](#) (observations du Bénin); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD22](#) (observations de la Guinée); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone); [CRD29](#) (observations de la Guinée-Bissau).

<sup>37</sup> [CX/CAC 16/39/7](#); [CX/CAC 16/39/7 Add.1](#); [CX/CAC 16/39/7 Add.2](#); [CRD5](#) (observations d'El Salvador, de l'Indonésie, du Nigéria, des Philippines, du Sénégal et de Singapour); [CRD12](#) (observations de la Norvège); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD18](#) (observations de la Gambie); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD23](#) (observations de l'Inde); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone); [CRD29](#) (observations de la Guinée-Bissau).

<sup>38</sup> [REP16/FFV](#), par. 95; [CX/CAC 16/39/7](#), annexe I.

**Conclusion**

97. La Commission a approuvé les nouveaux travaux.

**Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)**

*Lignes directrices pour la maîtrise de l'histamine dans le Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche (CAC/RCP 52-2003) et plans d'échantillonnage de l'histamine pour les normes concernant les poissons et les produits de la pêche<sup>39</sup>*

98. La Commission a noté que les nouveaux travaux bénéficiaient d'un large soutien et qu'ils devaient être confiés au Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH). Les délégations ont noté en particulier que l'attribution des travaux au CCFH était préférable à l'option consistant à travailler par correspondance (proposée par le CCFFP), étant donné notamment l'absence de procédures pour ce mode de travail. La Commission a aussi noté que le Président du CCFH avait confirmé que ce Comité pourrait entreprendre ces travaux.

**Conclusion**

99. La Commission a approuvé les nouveaux travaux et elle est convenue d'attribuer ces nouveaux travaux au CCFH, comme l'avait recommandé le Comité exécutif. La Commission est par ailleurs convenue de recommander que le CCFH fasse démarrer ces travaux immédiatement, c'est-à-dire qu'ils soient inscrits à l'ordre du jour de la quarante-huitième session du CCFH, et qu'il examine le calendrier pour l'achèvement des travaux en fonction de son plan de travail prospectif.

**Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH)**

*Révision des Principes généraux d'hygiène alimentaire (CAC/RCP 1-1969) et de leur annexe HACCP<sup>40</sup>*

100. Une délégation, tout en étant favorable aux travaux, a souligné qu'il fallait que le texte révisé tienne compte de toutes les parties prenantes, en particulier des petites et moyennes entreprises.

**Conclusion**

101. La Commission a approuvé les nouveaux travaux.

**Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU)**

*Ligne directrice pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi<sup>41</sup>*

102. La Commission a pris note du large soutien apporté à ces nouveaux travaux, compte tenu notamment du fait qu'il était nécessaire de définir des lignes directrices à l'intention des gouvernements et des producteurs sur les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi utilisés pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère. Des délégations ont indiqué que ces aliments étaient déjà produits dans certains de leurs pays et/ou utilisés pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère non seulement parmi les populations de réfugiés, mais aussi chez les nourrissons souffrant de malnutrition et les personnes âgées, et donc que des orientations en la matière seraient utiles.
103. La délégation indienne n'a pas soutenu la proposition, estimant que les données scientifiques en faveur de l'utilisation d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère étaient insuffisantes, et a fait observer que l'étude de l'OMS sur la sécurité sanitaire et l'efficacité de ces produits n'était pas encore disponible.
104. La Représentante de l'OMS a expliqué que les examens systématiques entrepris actuellement par l'OMS ne fourniraient pas d'indications quant à la composition nutritionnelle des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Elle a indiqué que l'OMS préférerait la proposition dans sa forme actuelle, maintenant qu'elle ne contenait plus les suppléments nutritionnels prêts à consommer, dont l'efficacité dans le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë modérée n'était guère établie.
105. Elle a aussi noté que la FAO et l'OMS avaient collaboré étroitement avec l'UNICEF pour présenter cette proposition au CCNFSDU pour examen et a indiqué qu'elle était favorable au démarrage de ces travaux.
106. L'Inde a pris bonne note des précisions apportées par l'OMS et s'est dite favorable à ce que les nouveaux travaux soient engagés.

**Conclusion**

107. La Commission a approuvé les nouveaux travaux.

<sup>39</sup> [REP16/FFP](#), par. 72 et 80, annexe II du document [CX/CAC 16/39/7](#).

<sup>40</sup> [REP16/FH](#), annexe V.

<sup>41</sup> [REP16/NFSDU](#), annexe IV.

### Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL)

#### *Orientations pour l'étiquetage des emballages non destinés à la vente au détail*<sup>42</sup>

108. Une délégation a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer des orientations pour l'étiquetage des emballages non destinés à la vente au détail étant donné que ces informations étaient traitées en fonction de l'approvisionnement du client, et qu'elles risquaient de créer des obstacles au commerce, et que si les travaux devaient être effectués, il devrait s'agir de lignes directrices très générales. Cette délégation a proposé que le groupe de travail électronique (GTE) créé par le CCFL travaille également en espagnol et s'est proposée pour le coprésider.
109. Le Président du CCFL a précisé que ces travaux avaient bénéficié d'un fort soutien au sein du CCFL. D'autres travaux devaient être réalisés pour déterminer ce qu'il était raisonnable de faire figurer dans les orientations.
110. Concernant le groupe de travail électronique, le Secrétariat a précisé que le groupe de travail créé par le CCFL devait être dirigé par l'Inde et travailler uniquement en anglais, mais que, si le Costa Rica souhaitait que les travaux soient menés également en espagnol, il pouvait prendre des dispositions pour accueillir ce groupe de travail conjointement avec l'Inde et adopter l'espagnol comme seconde langue de travail.

#### Conclusion

111. La Commission a approuvé les nouveaux travaux.

### Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (CCAFRICA)

#### *Norme régionale pour la viande séchée*<sup>43</sup>

112. La Commission a adopté les recommandations formulées par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>44</sup>, à savoir que la norme régionale couvre uniquement:
- la viande séchée exclusivement produite et commercialisée dans la région Afrique, tandis que les produits comme le biltong qui sont actuellement commercialisés sur les marchés internationaux seraient exclus de la norme;
  - les aspects ayant trait à la qualité, tandis que les aspects ayant trait à la sécurité sanitaire (c'est-à-dire l'hygiène et la présence de contaminants et de résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires) seraient traités par référence aux textes du Codex existants.

#### Conclusion

113. La Commission a approuvé les nouveaux travaux.

### INTERRUPTION DE TRAVAUX (Point 7)<sup>45</sup>

114. La Commission a approuvé l'interruption des travaux (annexe VI) sur les questions présentées dans les documents [CX/CAC 16/39/8](#) et [CX/CAC 16/39/8 Add.1](#) et noté les points ci-après.

### Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)

#### *Annexes 1 à 11 du Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche (CAC/RCP 52-2003)*<sup>46</sup>

115. Une délégation s'est déclarée opposée à l'interruption des travaux sur les annexes au *Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche*, les informations qu'elles contiennent étant utiles pour le commerce.
116. La Commission a pris note des précisions apportées précédemment au sujet de l'interruption des travaux sur les annexes (paragraphe 29) et noté par ailleurs que la FAO, à la trente-quatrième session du CCFFP, avait offert de faire figurer sur son site web toute spécification technique nécessaire.

#### Conclusion

117. La Commission a approuvé l'interruption des travaux.

<sup>42</sup> [REP16/FL](#), annexe III.

<sup>43</sup> [CX/CAC 16/39/7 Add.1](#), annexe 1

<sup>44</sup> [REP16/EXEC](#), par. 48.

<sup>45</sup> [CX/CAC 16/39/8](#); [CX/CAC 16/39/8 Add.1](#); [CRD6](#) (observations du Kenya et de l'Indonésie); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone).

<sup>46</sup> [REP16/FFP](#), par. 66b.

### Autres questions

118. La Commission a noté le point de vue exprimé par la Colombie, et qui a reçu l'appui d'autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, à savoir qu'il fallait débattre d'une norme sur le pirarucú dans le cadre du CCFFP. Ces délégations estimaient qu'une telle norme était nécessaire compte tenu des difficultés rencontrées s'agissant de la production et de la commercialisation de ces produits de la pêche; que l'élaboration éventuelle d'une norme méritait une réflexion plus approfondie; et qu'une proposition était prête pour examen.
119. Le Secrétariat et le Président du CCFFP ont précisé que cette question n'était pas à l'examen au titre de ce point de l'ordre du jour car les travaux à ce sujet n'avaient jamais été approuvés par la Commission. La Commission a noté que la question avait été inscrite à l'ordre du jour du CCFFP et que le Comité avait demandé qu'un document et une proposition de projet lui soient présentés pour nouvel examen à sa trente-quatrième session. Toutefois, aucun document n'ayant été présenté au Comité à sa trente-quatrième session, celui-ci avait décidé de mettre un terme à l'examen de la question.

### Conclusion

120. La Commission a noté que le CCFFP était convenu de ne pas poursuivre l'examen d'une éventuelle norme sur le pirarucú, et que si un pays quelconque souhaitait poursuivre ces travaux, une proposition pouvait lui être présentée, par l'intermédiaire du Comité exécutif, pour examen au titre de nouveaux travaux.

### MODIFICATIONS À APPORTER À DES NORMES DU CODEX ET À DES TEXTES APPARENTÉS (Point 8)<sup>47</sup>

121. Cette question a fait l'objet de débats au titre du point 3 de l'ordre du jour (paragraphe 26).

### GESTION DES TRAVAUX DU CODEX ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF (Point 9)<sup>48</sup>

122. Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant que la Commission, à sa trente-huitième session, avait noté que le Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 devait servir de base à l'élaboration de l'examen interne de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif qui avait été confié au Secrétariat<sup>49</sup>.
123. La Commission a noté que cette question avait été étudiée lors de la soixante et onzième session du Comité exécutif<sup>50</sup>, lequel avait recommandé:
- i) de suspendre le débat sur le mandat de l'examen interne conduit par le Secrétariat et, au lieu de cela,
  - ii) de demander au Secrétariat d'examiner régulièrement la gestion des travaux du Codex dans le cadre du suivi du Plan stratégique du Codex et de communiquer régulièrement au Comité exécutif et à la Commission ses conclusions et ses recommandations quant aux mesures à prendre.
124. La Commission a noté en outre que la FAO et l'OMS avaient toute compétence pour conduire une évaluation du programme du Codex lorsqu'elles le jugeaient nécessaire ou approprié.

### Débat

125. Les délégations se sont déclarées favorables aux recommandations formulées par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session et ont noté que l'examen interne mené sous la direction du Secrétariat n'était pas nécessaire étant donné que la Commission avait déjà adopté une approche pour le suivi permanent de la gestion des travaux du Codex dans le cadre du Plan stratégique, à savoir l'objectif stratégique n° 4, et qu'un tel examen interne pourrait déboucher sur des débats peu concluants.
126. Les délégations ont également fait valoir qu'un examen régulier pouvait permettre d'aborder des questions fondamentales liées à la gestion des activités et de mettre en œuvre des améliorations progressives.

<sup>47</sup> [CX/CAC 16/39/9](#); [CRD7](#) (observations de l'Indonésie); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone).

<sup>48</sup> [REP16/GP](#), annexe II; [CX/CAC 16/39/10](#) (observations du Brésil, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de Cuba, d'États membres de l'Union européenne, du Ghana, du Kenya, du Mexique, de la Norvège, de la Thaïlande); [CRD8](#) (observations de l'Inde, du Japon, du Nicaragua, du Sénégal et de l'Uruguay); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD18](#) (observations de la Gambie); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun).

<sup>49</sup> [REP15/CAC](#), par. 106.

<sup>50</sup> [REP16/EXEC](#), par. 74 à 76.

127. Certaines délégations, tout en approuvant les recommandations, ont dit douter que le Secrétariat dispose de suffisamment d'expertise, de temps et de ressources financières pour être en mesure de mener à bien cette tâche sans que ses activités courantes en pâtissent. Elles ont également fait valoir qu'il fallait que les membres aient la possibilité de formuler des propositions sur les aspects de la gestion des travaux qui devraient faire l'objet d'un examen (par exemple la distribution des documents en temps utile, la gestion des nouveaux problèmes, le travail par correspondance).
128. D'autres délégations ont par ailleurs estimé qu'il était important de commencer à examiner les problèmes touchant à la gestion des travaux et de préparer des propositions concrètes, les membres ayant la possibilité d'apporter leur contribution. Il faudrait aussi préciser les méthodes qui seraient employées pour mettre en œuvre ce processus et les modalités selon lesquelles la Commission du Codex et le Comité exécutif seraient informés, pour des raisons de transparence.
129. La Représentante de la FAO a manifesté son plein accord sur la conclusion du Comité exécutif selon laquelle le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique relevait de la responsabilité du Secrétariat et ce dernier devrait par conséquent procéder à un examen régulier de la gestion des travaux du Codex. Elle a pris note des doutes exprimés par certains membres quant à la capacité du Secrétariat de s'acquitter de cette fonction compte tenu de sa charge de travail actuelle; néanmoins, elle a fait remarquer que le Secrétariat avait déjà démontré qu'il était capable d'assumer des tâches en sus de ses fonctions habituelles, comme il l'avait fait pour la création et la mise en œuvre de la nouvelle plateforme de communication et de la stratégie de communication. La Représentante a également noté qu'il incombait à la FAO et à l'OMS de superviser et de faciliter les activités du Secrétariat du Codex, de sorte que celui-ci puisse mener à bien son programme de travail.
130. Le Représentant de l'OMS, en tous points d'accord sur les observations de la Représentante de la FAO, a indiqué que les coûts inhérents au processus continu d'examen et de suivi devraient en principe être imputés sur le budget ordinaire du Codex et que l'OMS et la FAO seraient par ailleurs disposées à fournir des orientations et d'autres formes d'appui au Secrétariat du Codex concernant la planification et la mise en œuvre des activités d'examen et de suivi par l'intermédiaire de leurs unités techniques et d'évaluation. Fort probablement, ces activités couvriraient un ou plusieurs aspects spécifiques au cours d'une année donnée dans la limite des ressources disponibles. Dans la mesure où ces activités seraient menées dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique, cette question figurerait régulièrement à l'ordre du jour du Comité exécutif, ce qui garantirait l'instauration d'un dialogue itératif entre le Secrétariat et les membres du Codex.
131. Le Secrétaire a remercié les participants de la confiance qu'ils avaient accordée au Secrétariat. Il a souligné l'importance du soutien et de l'expertise de la FAO et de l'OMS ainsi que la nécessité d'inscrire la gestion des travaux en tant que point permanent à l'ordre du jour du Comité exécutif pour donner l'occasion aux membres de proposer des suggestions d'amélioration. En ce qui concerne la capacité du Secrétariat, il a précisé que ses effectifs étaient actuellement au complet et que le Secrétariat serait en mesure de s'acquitter des examens réguliers. Il a en outre mentionné que, en raison du calendrier actuel des réunions du Codex (intervalles de 12, 18 ou 24 mois), le Secrétariat était confronté pendant certaines périodes à une charge de travail extrêmement lourde. Ce problème, combiné à d'autres facteurs, a été à l'origine de retards dans la distribution des documents de travail et pourrait donc être abordé dans le cadre de l'examen régulier. Une gestion plus efficace pourrait se traduire par une meilleure utilisation des ressources du Secrétariat. Le Secrétaire a cependant souligné qu'il était important que les membres déterminent les problèmes à examiner en priorité.
132. Le Cameroun, bien que favorable à la suspension du débat sur le mandat, a émis des réserves quant à la proposition visant à confier la responsabilité de l'examen régulier au Secrétariat, estimant que cela lui donnerait trop de pouvoir dans la gestion du Codex.
133. Le Secrétaire a précisé que l'examen régulier porterait sur des problèmes d'ordre pratique concernant la gestion des travaux dans le cadre du Plan stratégique, et non sur des questions de gouvernance du Codex.

### **Conclusion**

134. La Commission:
- i) est convenue de suspendre le débat sur le mandat de l'examen interne confié au Secrétariat;
  - ii) a demandé au Secrétariat d'examiner régulièrement la gestion des travaux de ce dernier dans le cadre du suivi du Plan stratégique du Codex et de communiquer de manière régulière au Comité exécutif et à la Commission ses conclusions et recommandations quant aux mesures à prendre;
  - iii) a noté en outre que les membres pourraient avancer des idées précises d'amélioration, lesquelles pourraient être portées à l'attention du Comité exécutif et de la Commission; ainsi, la Commission pourrait également étudier d'autres formules possibles d'amélioration de la gestion des travaux et des usages du Codex;

- iv) est aussi convenue de continuer à surveiller, dans ce contexte, l'activité 4.1.4 du Plan stratégique «*Veiller à la distribution à point nommé de tous les documents de travail du Codex, et ce, dans les langues de travail du Comité/de la Commission*».
135. La Commission a noté que la FAO et l'OMS avaient toute compétence pour conduire une évaluation du programme du Codex lorsqu'elles le jugeaient nécessaire ou approprié.
136. L'Argentine et le Cameroun ont fait part de leurs réserves quant au point ii) de la conclusion pour les raisons exposées plus haut.

#### **LIENS ENTRE LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET DIRECTIVES DE LA FAO ET DE L'OMS ET LES TRAVAUX DU CODEX (Point 10)<sup>51</sup>**

137. La Présidente a présenté les conclusions de la soixante et onzième session du Comité exécutif<sup>52</sup> et a noté que le Comité n'avait pas été en mesure d'examiner ce point de l'ordre du jour en détail en raison d'un retard dans la mise à disposition du document.
138. Plusieurs délégations ont remercié les organisations de tutelle d'avoir amorcé ce débat et ont reconnu qu'il était nécessaire de bien faire connaître les politiques et directives de la FAO et de l'OMS au niveau national afin de permettre une bonne coordination des positions lors des travaux du Codex. Il a également été souligné que le mandat du Codex différait de ceux de la FAO et de l'OMS, et que les questions soulevées par ces deux organisations seraient prises en compte si elles étaient pertinentes pour les travaux du Codex. Elles ont noté qu'en général, les mécanismes de communication en place fonctionnaient bien.
139. Le Représentant de l'OMS a évoqué les débats qui avaient eu lieu à la soixante et onzième session du Comité exécutif<sup>53</sup> et a indiqué qu'au cours des dix dernières années, l'Assemblée mondiale de la Santé avait appelé à plusieurs reprises le Codex à renforcer ses activités à l'appui des efforts dans le domaine de la santé publique et que, dans le même temps, elle avait encouragé les États membres à utiliser les normes et les directives du Codex pour protéger et promouvoir la santé humaine, ce dernier point constituant le mandat commun de l'OMS et du Codex.
140. Le Représentant a noté que l'utilisation des normes et des directives du Codex au niveau national ainsi que leur renommée au plan international étaient l'objet de débats au sein de l'Assemblée mondiale de la Santé. Il a précisé que la problématique tenait au fait que les normes et directives du Codex n'étaient pas toujours élaborées en tenant compte des politiques, stratégies et directives de l'OMS visant les problèmes prioritaires de santé publique des États membres, tels que l'obésité et les maladies non transmissibles associées à l'alimentation.
141. Le Représentant a en outre noté que la nécessité pour le Codex de prendre pleinement en compte les politiques, stratégies et directives de l'OMS avait été soulevée lors de la trente-huitième session de la Commission du Codex par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui assure la présidence du Comité de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest (CCNASWP)<sup>54</sup>. Aux termes du document de référence, il est recommandé au Codex de prendre des mesures pour réduire la teneur en sel/sodium afin de juguler les maladies non transmissibles associées à l'alimentation (conformément aux recommandations du Plan d'action pour lutter contre les maladies non transmissibles 2013-2020 adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2013) en définissant des concentrations maximales de sodium pour certains produits alimentaires. Faute de temps, il n'avait pas été possible de débattre de cette question à la trente-huitième session de la Commission du Codex.
142. Le Représentant a rappelé en outre que le Codex était un organe intergouvernemental placé sous les auspices de la FAO et de l'OMS et que, du fait de ce statut, les normes adoptées par le Codex pouvaient être publiées avec les emblèmes des deux organisations. Le Représentant a souligné que, en raison de ce statut privilégié, il était nécessaire de garantir la cohérence entre les travaux du Codex et les politiques, stratégies et directives de l'OMS, auxquelles les membres du Codex, en tant qu'États membres de l'OMS, avaient adhéré. Il serait dans l'intérêt du Codex de faire montre à l'endroit des organes directeurs de l'OMS d'une plus grande cohérence des normes qu'il élabore en regard des politiques, stratégies et directives de l'OMS, puisque cela faciliterait ensuite l'obtention d'un appui technique et financier continu de la part de cette Organisation au profit des activités du Codex. Le Représentant a recommandé que la Commission prenne des mesures d'ordre pratique dans ce sens comme il est indiqué au paragraphe 15 du document [CX/CAC 16/39/11](#).

<sup>51</sup> [CX/CAC 16/39/11](#).

<sup>52</sup> [REP16/EXEC](#), par. 121 et 122.

<sup>53</sup> [REP16/EXEC](#), par. 115 et 116.

<sup>54</sup> [CRD4](#).

143. La Représentante de la FAO a remercié les membres pour leurs commentaires avisés et a présenté ses excuses pour la mise à disposition tardive du document de travail. Elle a noté que les interventions illustraient une profonde compréhension de la pertinence des politiques de la FAO et de l'OMS au regard des activités du Codex ainsi qu'une reconnaissance de l'importance de la prise en compte de ces politiques dans le déroulement des activités normatives du Codex. Elle a dit partager les observations faites par certains pays, à savoir qu'il était nécessaire, dans de nombreux cas, d'améliorer la communication au niveau national afin d'associer toutes les parties prenantes concernées aux débats sur les questions relevant du Codex. Elle a estimé, cependant, que les exemples et les analyses présentés dans le document de travail démontraient qu'il était encore possible d'améliorer la communication pour qu'elle soit plus efficace et systématique à l'échelle mondiale également. Elle a souligné que, même si le Codex était placé sous l'égide de la FAO et de l'OMS, c'étaient les membres du Codex qui étaient les artisans du travail d'établissement de normes et que c'était à la Commission qu'il appartenait de décider quelles normes élaborer. Pour conclure, la Représentante a noté que les questions administratives en rapport avec le Secrétariat du Codex étaient régies par les règles et procédures en vigueur à la FAO, conformément aux Statuts du Codex.

### Conclusion

144. Malgré la mise à disposition très tardive du document, la Commission a noté que:
- i) le document avait principalement pour objet de faire prendre conscience que les organes du Codex devaient tenir pleinement compte des politiques, des stratégies et des directives de la FAO et de l'OMS lorsqu'ils engageaient leurs travaux;
  - ii) le Codex était une organisation sans égale, dont le fonctionnement reposait sur les initiatives de ses membres et qui était dotée d'un mandat précis consistant à mettre au point des normes alimentaires internationales harmonisées afin de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce des produits alimentaires;
  - iii) la FAO et l'OMS adoptaient et mettaient en œuvre des politiques, des stratégies et des directives qui pouvaient éventuellement être pertinentes pour les travaux du Codex;
  - iv) le dialogue et la communication entre les experts de la FAO, de l'OMS et du Codex devaient être renforcés aux niveaux national, régional et mondial;
  - v) le Codex avait toujours dûment tenu compte des politiques, stratégies et directives pertinentes dans la conduite de ses travaux, de façon à être en mesure de prendre des décisions éclairées.
145. La Commission a proposé au Comité exécutif de réexaminer le document de travail à sa soixante-troisième session; elle a également noté qu'il fallait renforcer la visibilité du Codex auprès des organes directeurs de l'OMS et a pris note de la proposition de l'IFPRI relative à l'organisation, par le Codex, de manifestations en marge des sessions de l'Assemblée mondiale de la Santé.

### TRAVAUX DU CODEX SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS (Point 11)<sup>55</sup>

146. Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant que la FAO et l'OMS avaient porté à l'attention du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius, à sa soixante-dixième session, les décisions pertinentes de la FAO et de l'OMS relatives à la question de la résistance aux antimicrobiens. Par la suite, le Secrétariat avait rédigé, en collaboration avec la FAO et l'OMS, une lettre circulaire (CL 2015/21-CAC) sollicitant des informations sur l'utilisation des textes du Codex relatifs à cette question, sur les lacunes constatées et sur les besoins d'avis scientifiques et de renforcement des capacités de la part de la FAO et de l'OMS. Le Secrétariat avait élaboré les propositions jugées nécessaires en vue de leur examen par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session et la Commission à sa trente-neuvième session.
147. La Commission a noté que le Comité exécutif, à sa soixante et onzième session, avait examiné le document relatif aux travaux du Codex sur la résistance aux antimicrobiens élaboré par le Secrétariat en collaboration avec la FAO et l'OMS<sup>56</sup>.

<sup>55</sup> [CX/CAC 16/39/12](#); [CX/CAC 16/39/12 Add.1](#) (Observations de l'Argentine, du Brésil, du Costa Rica, du Canada, de Cuba, de la République dominicaine, d'El Salvador, de l'Union européenne, du Ghana, du Japon, du Kenya, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la République de Corée, des États-Unis d'Amérique, de Consumers International, de l'International Poultry Council, de Health for Animals); [CRD9](#) (Observations d'El Salvador, de l'Inde, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Sénégal, de la Thaïlande, de Health for Animals); [CRD13](#) (Observations des États-Unis d'Amérique); [CRD16](#) (Observations du Mali); [CRD17](#) (Observations de la Tanzanie); [CRD18](#) (Observations de la Gambie); [CRD19](#) (Observations du Bénin); [CRD21](#) (Observations de l'Équateur); [CRD22](#) (Observations de la Guinée); [CRD24](#) (Observations de l'Égypte); [CRD25](#) (Observations du Cameroun); [CRD27](#) (Observations de l'Union européenne); [CRD30](#) et [CRD31](#) (Observations de l'Australie).

<sup>56</sup> [REP16/EXEC](#), paragraphes 65 et 66 et annexes II et III.



**Débat**

148. Les délégations ont reconnu que la résistance aux antimicrobiens faisait peser une menace grave sur la santé publique, à laquelle le Codex devait accorder son attention de toute urgence et qui nécessitait l'adoption d'une approche multisectorielle coordonnée aux niveaux international et national pour lutter contre ce phénomène. Les délégations ont rappelé l'existence du Plan d'action mondial de l'OMS relatif à la résistance aux antimicrobiens, les résolutions prises spécifiquement par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) à ce sujet et les liens établis avec les objectifs de développement durable. De plus, les délégations ont souligné qu'il était important d'appliquer l'approche «Une seule santé» pour s'attaquer à ce problème.
149. Les délégations ont généralement appuyé les recommandations formulées par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session, notamment sur les points suivants:
- i) la création d'un groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens et l'offre par la République de Corée d'accueillir le groupe s'il était créé;
  - ii) le mandat proposé, c'est-à-dire la révision du *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens* (CAC/RCP 61-2005) et l'élaboration de directives relatives à la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens;
  - iii) la demande d'avis scientifiques et la demande d'un programme de renforcement des capacités adressées à la FAO et à l'OMS.
150. S'agissant de la création d'un groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens, les délégations ont noté ce qui suit:
- i) un groupe spécialement chargé d'examiner le problème constitue le mécanisme le plus adapté pour traiter rapidement cette question urgente;
  - ii) les travaux devront être conduits dans le cadre du mandat du Codex;
  - iii) le groupe spécial devra travailler en étroite collaboration avec la FAO, l'OMS et l'OIE et avoir un mandat fort et ambitieux;
  - iv) aux fins d'une meilleure utilisation des ressources, il sera souhaitable, avant de créer le groupe spécial, de définir clairement le champ d'action de ses activités, qui doivent être pertinentes et utiles (un groupe de travail du programme/groupe de travail d'experts pourrait contribuer à la définition de la portée des activités);
  - v) la mise en place d'un groupe de travail électronique serait davantage fédératrice et permettrait la participation d'un plus grand nombre de pays en développement;
  - vi) l'intervention d'un groupe de travail du programme/groupe de travail d'experts garantirait la participation et la contribution de spécialistes et ainsi, l'élaboration d'un mandat clair et précis, et assierait les travaux sur une base scientifique solide;
  - vii) dans ses activités, le groupe spécial devra tenir compte des travaux en cours à la FAO, à l'OMS et à l'OIE afin de déterminer les lacunes à combler et d'éviter tout conflit et chevauchement d'activités;
  - viii) il était prématuré pour le Codex de se lancer dans cette tâche car de nombreux pays travaillaient encore à l'élaboration de plans d'action nationaux relatifs à la résistance aux antimicrobiens.
151. S'agissant de l'offre faite par la République de Corée d'accueillir le groupe spécial, la Commission a noté:
- le souhait des Pays-Bas d'accueillir conjointement le groupe spécial;
  - le souhait exprimé par le Cameroun qu'un pays en développement accueille conjointement le groupe spécial.
152. Le Secrétariat a précisé que les arrangements d'accueil conjoint seraient déterminés bilatéralement par le pays hôte et tout autre pays intéressé. Le Secrétariat a aussi indiqué que la proposition d'établissement du groupe spécial était faite en tenant compte de l'incidence qu'un organe supplémentaire aurait sur la participation des pays, et qu'avec l'ajournement du Comité sur le poisson et les produits de la pêche (voir le point 19), le nombre d'organes subsidiaires actifs resterait le même.
153. S'agissant des activités proposées, les délégations ont noté ce qui suit:
- i) la révision du Code d'usages CAC/RCP 61-2005 permettrait au document de rester pertinent malgré les nombreuses évolutions observées depuis sa publication;

- ii) des directives sur la surveillance intégrée constituaient un outil important qui appuierait les efforts déployés par les pays pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens;
  - iii) des instructions relatives à l'élaboration de plans d'action nationaux seraient également utiles à de nombreux pays, notamment les pays en développement;
  - iv) il n'y avait guère d'informations relatives à l'emploi des antimicrobiens dans les cultures et à son incidence sur la résistance aux antimicrobiens;
  - v) les activités proposées devront aussi porter sur la communication afin d'aider les pays à accéder à des ressources financières et humaines suffisantes pour appuyer les travaux relatifs à la résistance aux antimicrobiens;
  - vi) les activités proposées devront englober toute la filière alimentaire et traiter aussi les aspects de la résistance aux antimicrobiens liés aux contaminants et aux additifs alimentaires;
  - vii) il est essentiel que la FAO, l'OMS et l'OIE donnent des indications et des avis pour appuyer les activités du groupe spécial proposées;
  - viii) Les activités proposées devront aboutir à l'élaboration de stratégies d'atténuation que les pays pourront appliquer à l'échelle nationale et aborder aussi la question des incidences potentielles de la résistance aux antimicrobiens sur le commerce.
154. Le Représentant de l'OMS a rappelé le travail accompli par son organisation sur la résistance aux antimicrobiens depuis les années 90. Les travaux de l'OMS ayant trait à la résistance aux antimicrobiens qui apparaît et se diffuse dans la filière alimentaire ont été menés en étroite coordination avec la FAO et l'OIE et couvrent des domaines tels que la résistance aux antimicrobiens résultant de l'emploi d'antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation, y compris dans le contexte de l'aquaculture, le renforcement de la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens dans la filière alimentaire et l'élaboration d'une liste d'antimicrobiens d'importance critique pour la médecine humaine, tandis que l'OIE a dressé une liste des agents antimicrobiens importants en médecine vétérinaire. En 2015, l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté, encore une fois en collaboration avec la FAO et l'OIE, un Plan d'action mondial relatif à la résistance aux antimicrobiens, qui engageait le Codex à examiner ses documents d'orientation existants. Le Représentant souhaitait que la Commission prenne des mesures concrètes et immédiates à la présente session en réponse à cet appel et lui assurait encore une fois que l'OMS continuerait à aider les pays, autant que de besoin, à élaborer des plans d'action nationaux relatifs à la résistance aux antimicrobiens et des plans de surveillance permettant d'assurer une surveillance intégrée efficace de cette résistance.
155. Le Représentant de la FAO a confirmé les liens de longue date unissant la FAO, l'OMS et l'OIE, l'existence de mécanismes favorisant l'interaction et la collaboration entre les trois organisations et les efforts de celles-ci pour promouvoir et traduire dans la réalité l'approche «Une seule santé». Se référant aux événements sans précédent de 2015, quand les trois organisations ont adopté des résolutions sur la résistance aux antimicrobiens, il a souligné l'importance de la cohérence au niveau national de la préparation de la participation aux réunions des trois organisations, pour favoriser les avancées dans ce domaine au niveau mondial. Il a décrit la stratégie de la FAO pour la mise en œuvre du Plan d'action mondial, notamment l'accent placé sur quatre domaines – sensibilisation, collecte de données et surveillance, gouvernance et meilleures pratiques optimales – et a assuré aux pays que la FAO elle-même travaillait sur la résistance aux antimicrobiens selon une approche multidisciplinaire et, en sa qualité d'organisation de développement, était déterminée à aider les pays, et le faisait déjà, à s'attaquer au problème de la résistance aux antimicrobiens d'une manière cohérente et structurée.
156. Évoquant les débats de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens prévus à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2016 et faisant valoir que les délégations avaient clairement fait savoir qu'elles souhaitaient que la question de la résistance aux antimicrobiens soit traitée, le Représentant de la FAO a rappelé à la Commission que le Codex avait aujourd'hui l'occasion de démontrer sa prééminence dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire et de prendre des mesures concrètes relatives à ces aspects dans le cadre de son mandat, afin de montrer sa détermination à surmonter cette situation d'urgence de portée mondiale. Une réponse rapide du Codex contribuerait à améliorer sa visibilité à l'échelle mondiale et à attirer l'attention des responsables politiques sur ses travaux.
157. La Représentante de l'OIE a répété que la résistance aux antimicrobiens était un thème que son organisation plaçait au rang des premières priorités et que l'OIE était très active dans ce domaine, à la fois dans le cadre du mécanisme tripartite et au moyen de l'élaboration de normes et de recommandations. La Représentante a fait état des travaux pertinents de l'OIE sur la résistance aux antimicrobiens, notamment: dix chapitres à ce sujet dans le Code terrestre et dans le Code aquatique; la liste OIE des agents antimicrobiens importants en médecine vétérinaire; deux résolutions adoptées en 2015 et 2016 par l'Assemblée mondiale de l'OIE, qui traitent spécifiquement de la résistance aux antimicrobiens dans le cadre d'une utilisation prudente des agents

antimicrobiens chez les animaux, et une stratégie de l'OIE pour combattre la résistance aux antimicrobiens. La Représentante a engagé la Commission à tenir compte dans toute future activité de l'ensemble des travaux pertinents de l'OIE, en vue d'assurer l'élaboration de normes et de directives complémentaires qui respectent les mandats de chaque organisation. Elle a aussi exhorté la Commission à respecter le mécanisme tripartite, en particulier la proposition relative à la fourniture d'avis scientifiques par l'OMS et la FAO, en collaboration avec l'OIE, pour garantir la mise en œuvre d'une approche «Une seule santé» coordonnée.

158. La Commission a reconnu qu'il était nécessaire que le Codex prenne des mesures concrètes pour faire face à l'urgence du problème de la résistance aux antimicrobiens, avance avec diligence et montre l'autorité attendue du Codex en sa qualité d'organisme international chef de file en matière d'établissement de normes alimentaires.
159. La Commission a admis aussi qu'il fallait établir à l'occasion de la présente session le Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens, qui commencerait ses travaux dès la fin de la quarantième session de la Commission, et qu'il fallait en réviser le mandat proposé pour souligner que:
- i) les travaux du Groupe spécial seraient centrés sur la gestion de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire et tiendraient dûment compte du Plan d'action mondial de l'OMS relatif à la résistance aux antimicrobiens (notamment les objectifs 3 et 4);
  - ii) La révision du code d'usages CAC/RCP 61-2005 porterait sur toute la filière alimentaire en accord avec le mandat du Codex;
  - iii) Les travaux tiendraient compte également des textes pertinents de l'OIE.
160. La Commission a noté que, à sa première session, le Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens pourrait, si nécessaire, proposer une révision de son propre mandat.
161. Dans le but d'affiner la détermination des tâches spécifiques incombant au Groupe spécial, la Commission a reconnu qu'il fallait établir un groupe de travail du programme qui examinerait et affinerait les documents de projet et la demande d'avis scientifiques en vue d'un examen et d'une approbation par la Commission à sa quarantième session. Il a été noté que les travaux du Groupe de travail du programme pourraient être simplifiés par le recours à un processus électronique.
162. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'un groupe de travail électronique, à la différence d'un groupe de travail du programme, favoriserait la participation des pays en développement.
163. La Colombie, compte tenu de la tenue imminente possible de plusieurs réunions physiques, a demandé que le deuxième Fonds fiduciaire, successeur du Fonds fiduciaire pour le Codex envisage la possibilité de renforcer la participation des pays en développement.

### **Conclusion**

164. La Commission est convenue:
- i) De créer un groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens, dont le mandat est présenté dans l'Annexe VIII, qui serait accueilli par la République de Corée;
  - ii) D'établir un groupe de travail du programme, présidé par le Royaume-Uni et coprésidé par l'Australie et les États-Unis d'Amérique, dont les langues de travail seraient l'anglais, l'espagnol et le français, et qui serait ouvert à tous les membres et observateurs et aurait les fonctions suivantes:
    - Réviser les documents de projet relatifs à une nouvelle activité ([CX/CAC 16/39/12](#), appendice 1, parties 1 et 2)
    - Réviser le mandat relatif à la demande d'avis scientifiques à la FAO et l'OMS et en collaboration avec l'OIE ([CX/CAC 16/39/12](#), appendice 3)
  - iii) Demander à la FAO et à l'OMS d'élaborer un programme de renforcement des capacités pour répondre aux besoins recensés.

## QUESTIONS SOUMISES À LA COMMISSION PAR LES COMITÉS ET LES GROUPES DE TRAVAIL DU CODEX (Point 12)<sup>57</sup>

### *Intégrité / authenticité des produits alimentaires*

165. La délégation iranienne a rappelé que, faute de temps, la Commission n'avait pas pu examiner la proposition relative à l'intégrité et à l'authenticité des produits alimentaires à sa trente-huitième session.
166. La proposition avait été transmise ensuite au Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires, qui était convenu, à sa vingt-deuxième session, que l'Iran rédigerait un document de travail sur la question, avec l'aide du Canada et des Pays-Bas.
167. L'Iran était d'avis que l'intégrité et l'authenticité des produits alimentaires ne relevaient pas uniquement du mandat du Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires et qu'il était donc nécessaire que la Commission et des comités traitant de sujets généraux, notamment le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires, le Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et même le Comité sur les principes généraux, continuent de se pencher sur la question. Il serait peut-être judicieux, à l'avenir, de créer un groupe de travail électronique de la Commission ou une équipe spéciale intergouvernementale sur l'intégrité et l'authenticité des produits alimentaires.

### **Conclusion**

168. La Commission a pris note de l'intervention.

### **Comité du Codex sur les Principes généraux (CCGP)**

#### *Cohérence des textes sur l'analyse des risques rédigés par les comités compétents*

169. Les délégations qui se sont exprimées étaient favorables à la recommandation du Comité sur les principes généraux selon laquelle le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime devrait réviser le texte sur l'analyse des risques nutritionnels et réfléchir à la manière de faire figurer les réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition en tant que source principale d'avis scientifiques, en précisant que le modèle des organes mixtes d'experts serait en accord avec la pratique suivie par d'autres comités.
170. Les délégations de l'Amérique latine étaient préoccupées par le fait que la tâche confiée au Comité sur les principes généraux par la Commission, à sa trentième session (2007), à savoir examiner tous les textes pertinents sur les principes d'analyse des risques appliqués par les comités du Codex dans leur ensemble afin de veiller à leur cohérence, n'avait pas été achevée, en particulier pour ce qui était de l'examen périodique des pesticides réalisé par le Comité sur les résidus de pesticides. Elles se sont référées plus particulièrement à la décision prise par la Commission à sa trente-septième session (2014), qui *chargeait le Comité sur les principes généraux, à sa session suivante, de traiter les questions soulevées lorsqu'il examinerait les incohérences des principes d'analyse du risque des différents comités*<sup>58</sup>. Elles estimaient, par conséquent, que ce point devait demeurer à l'ordre du jour du Comité sur les principes généraux.
171. Ces délégations ont souligné les incohérences entre les principes d'analyse des risques appliqués par le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, le Comité sur les additifs alimentaires et le Comité sur les résidus de pesticides, en faisant remarquer que ces organes étaient tous chargés d'évaluer les risques liés à des produits chimiques. En outre, elles ont indiqué que le Comité sur les résidus de pesticides et le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments appliquaient parfois à une même substance des principes d'analyse des risques différents. Plus particulièrement, elles ont fait observer que les Principes d'analyse des risques appliqués par le Comité sur les résidus de pesticides étaient le seul document sur l'analyse des risques qui imposait un examen périodique des limites maximales de résidus et prévoyait leur retrait du simple fait qu'un certain temps s'était écoulé. Par ailleurs, elles ont mis en évidence l'incohérence entre les principes d'analyse des risques du Comité sur les résidus de pesticides et les Principes de travail pour l'analyse des risques du Codex Alimentarius.
172. Le Secrétariat a indiqué que la version révisée des principes d'analyse des risques contenait deux listes de pesticides susceptibles d'être examinés périodiquement à la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides:

<sup>57</sup> [CX/CAC 16/39/13](#); [CX/CAC 16/39/13 Add.1](#); [CX/CAC 16/39/13 Add.2](#); [CRD10](#) (observations du Costa Rica, de l'Équateur, de l'Égypte, du Kenya, du Soudan, de l'Uruguay, des États-Unis d'Amérique; de la Société américaine des chimistes de l'huile et de la Fédération européenne des protéines végétales); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD20](#) (proposition de la Nouvelle-Zélande); [CRD26](#) (informations présentées par l'Iran); [CRD35](#) (observations de U.S. Pharmacopia); [CRD36](#) (observations de l'Équateur).

<sup>58</sup> [REP14/CAC](#), par. 45.

- une liste de pesticides n'ayant pas fait l'objet d'un examen toxicologique depuis plus de 15 ans et qu'il faut envisager d'évaluer lorsqu'ils suscitent des inquiétudes, notamment en matière de santé publique, avant de proposer leur inscription dans la seconde liste;
  - une liste de pesticides destinés à faire l'objet d'un examen périodique parce qu'ils sont sources de préoccupations, dans le domaine de la santé ou autre – la question étant soulevée par un pays et validée à la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides.
173. Par conséquent, l'examen périodique de pesticides n'avait pas de caractère systématique et le nombre d'années écoulées depuis la dernière évaluation indiquait simplement qu'il fallait prêter une certaine attention à la substance concernée. S'il ne semblait pas présenter de risque particulier pour la santé publique, le pesticide pouvait demeurer sur la liste d'attente en vue de l'examen.
174. Les délégations ont reconnu les efforts déployés par le Comité sur les résidus de pesticides en vue de réviser les principes d'analyse des risques et les améliorations apportées à la procédure d'examen périodique à cet égard. Cependant, l'incohérence demeurant, elles ont demandé des éclaircissements sur le fondement scientifique et juridique de cette procédure. Elles ont proposé que les départements juridiques de la FAO et de l'OMS fournissent une analyse juridique de la cohérence entre les principes d'analyse des risques appliqués par le Comité sur les additifs alimentaires, le Comité sur les résidus de pesticides et le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.
175. La Représentante de l'OMS a précisé que l'examen de produits chimiques était une pratique courante au sein des comités du Codex; le Comité sur les additifs alimentaires, par exemple, avait décidé de se pencher sur les colorants alimentaires, que le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires avait évalués de nombreuses années auparavant, et ce de façon systématique. Il n'y avait pas d'incohérence dans le traitement des différents produits chimiques et, comme le Comité sur les principes généraux l'avait expliqué, la pluralité des approches se justifiait par la diversité des profils de risques; il incombait aux comités techniques de définir le niveau de détail associé à cette pratique dans le document relatif à l'analyse des risques.
176. La Représentante de la FAO s'est déclarée de l'avis de l'OMS, ajoutant qu'il était également nécessaire de suivre différentes procédures d'examen en raison du mode d'action particulier des produits visant à protéger les végétaux (pesticides). L'efficacité de ces produits, destinés à lutter contre les organismes nuisibles, s'est trouvée intrinsèquement limitée à mesure que la résistance des ravageurs s'est accrue. Les bonnes pratiques agricoles ont donc été modifiées de façon à la maintenir. De ce fait, il serait nécessaire que le Comité sur les résidus de pesticides et les participants à la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides examinent régulièrement les produits phytosanitaires. Il n'en allait pas de même pour les additifs alimentaires.
177. La Représentante a fait remarquer que la FAO avait déjà entamé un dialogue avec les pays de la région Amérique latine et Caraïbes afin de faciliter l'analyse de la situation et une meilleure compréhension des aspects concrets.
178. Le Secrétariat a fait observer que l'examen détaillé dans le document qu'il avait établi ne couvrait pas les questions techniques spécifiques à chaque comité. Il a indiqué que le Comité sur les résidus de pesticides était l'organe subsidiaire compétent de la Commission pour ce qui était d'établir des principes d'analyse des risques et des politiques en la matière et que lui-même n'était pas en mesure de fournir des avis plus poussés sur la question de savoir s'il convenait d'appliquer des procédures particulières pour l'évaluation des risques liés aux pesticides.

### Conclusion

179. La Commission a approuvé les recommandations ci-après du Comité sur les principes généraux:
- le Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques et de régime devrait réviser le texte sur l'analyse du risque nutritionnel et d'ajouter les Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition aux principales sources d'avis scientifiques;
  - le Secrétariat devrait résoudre avec les comités concernés les petits problèmes de numérotation qui se posent dans les textes destinés au Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments, au Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments et au Comité du Codex sur les résidus de pesticides<sup>59</sup>.
180. La Commission a en outre noté que le Comité sur les principes généraux avait achevé les travaux sur la cohérence des principes d'analyse des risques au sein du Codex.

---

<sup>59</sup> [REP16/GP](#), par. 55.

181. La Commission a pris acte des réserves émises par l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, le Honduras, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay quant aux principes d'analyse des risques appliqués par le Comité sur les résidus de pesticides pour les raisons énoncées plus haut (voir paragraphe 170) et à la suspension des débats sur l'incohérence des principes d'analyse des risques des différents comités du Codex au sein du Comité sur les principes généraux.

#### **Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)**

182. La Commission a indiqué que, étant donné qu'il avait été décidé de confier les travaux sur l'histamine au Comité sur l'hygiène alimentaire et que les textes du Comité sur le poisson et les produits de la pêche avaient été adoptés, celui-ci avait terminé ses activités et pouvait donc être ajourné. Elle a pris note du fait que la Norvège se proposait de continuer à accueillir le Comité à l'avenir, si nécessaire (voir aussi le point 19 de l'ordre du jour).

#### **Conclusion**

183. La Commission a ajourné *sine die* le Comité sur le poisson et les produits de la pêche.

#### **Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)**

##### *Coefficients de conversion en protéines*

184. La Commission a pris note de la réponse du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, indiquant que celui-ci n'était pas en mesure de répondre à la question que la Commission avait posée à sa trente-huitième session au sujet des coefficients de conversion en protéines pour les produits à base de soja, car cette question était du ressort d'autres comités du Codex; elle a également fait observer qu'il pourrait être opportun pour la FAO et l'OMS de convoquer un groupe d'experts chargé de revoir la documentation disponible afin d'évaluer le fondement scientifique de ces coefficients.
185. Tout en ne s'opposant pas à l'idée de demander à la FAO et à l'OMS de réunir un groupe d'experts à cet effet, certains membres ont mis en garde la Commission contre le fait qu'il conviendrait alors de tenir compte des besoins globaux en matière d'avis scientifiques, des contraintes budgétaires et de la nécessité de hiérarchiser les activités.
186. La Représentante de la FAO a pris acte de la demande adressée à la FAO et à l'OMS. Toutefois, elle a indiqué que, au vu de la charge de travail actuelle de ces deux organisations et des contraintes budgétaires, les activités proposées n'étaient pas envisageables à ce stade. Elle a précisé qu'elles pourraient l'être plus tard, à condition que le champ d'intervention et les effets escomptés soient mieux définis.
187. Plus particulièrement, une délégation considérant qu'un examen scientifique n'était pas nécessaire a fait observer que le rapport de la Consultation d'experts FAO/OMS/Université des Nations Unies sur les besoins en protéines et en acides aminés dans la nutrition humaine était relativement récent et que, par conséquent, un examen ne serait pas justifié à ce stade.
188. Par ailleurs, un observateur a expliqué que le coefficient de conversion type (6,25) était utilisé actuellement sans incidence négative sur la santé humaine et la nutrition et qu'il convenait que le comité technique compétent réévalue son emploi d'une façon plus adaptée.
189. Une délégation a indiqué que le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime se pencherait sur le coefficient de conversion et pourrait donc traiter la question dans le cadre de ses travaux.

#### **Conclusion**

190. La Commission a pris note de l'intérêt suscité par un éventuel examen scientifique. On pourrait envisager d'organiser à un stade ultérieur un groupe d'experts ayant une mission mieux définie, compte tenu de la nécessité de hiérarchiser les travaux liés aux avis scientifiques et des contraintes financières.

#### **Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL)**

##### *Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique: l'aquaculture biologique*

191. La Commission a examiné la recommandation du Comité exécutif visant à interrompre les travaux<sup>60</sup>.

---

<sup>60</sup> [REP16/EXEC](#), par. 35.

192. Les délégations opposées à cette interruption, ont estimé que les travaux étaient d'une grande importance, en particulier pour les pays en développement, et qu'il fallait désigner une autre instance où les travaux pourraient être exécutés. Le CCFL avait recommandé qu'un organe subsidiaire poursuive ces travaux s'ils n'étaient pas interrompus. Il a été noté que plusieurs pays examinaient des propositions relatives à une nouvelle instance, par exemple un groupe spécial intergouvernemental, mais qu'à ce stade ils n'étaient pas prêts à formuler une proposition.
193. Les délégations favorables à une interruption des travaux ont pris acte des efforts consentis pour parvenir à un consensus au sein du CCFL et noté que de nombreuses questions techniques et principes généraux restaient en suspens, mais elles ont souligné que la principale raison pour laquelle il n'avait pas été possible de progresser était l'absence de vue commune sur la notion d'aquaculture biologique. Ces délégations ont aussi estimé qu'il fallait réfléchir à la question de savoir si ces travaux étaient nécessaires, sachant que d'autres indications générales existaient déjà au niveau international.
194. La Représentante de la FAO a noté qu'après plusieurs débats sur l'appui à apporter pour ces travaux, les spécialistes des pêches et de l'aquaculture de la FAO avaient conclu qu'il fallait mener des travaux préliminaires afin de trouver un consensus international sur ce qui pouvait être considéré comme aquaculture biologique. Elle a aussi fait observer que la question n'avait jamais été élevée au rang de priorité par le Sous-Comité de l'aquaculture, le Sous-Comité du commerce du poisson ni le Comité des pêches. Elle a noté que si cela devait changer, des travaux pourraient être envisagés, mais qu'à ce stade, la recommandation de la FAO était d'interrompre les travaux.
195. La Présidente a pris note de l'intérêt porté à la poursuite des travaux, mais a fait observer qu'il fallait aussi tenir compte de ceux qui étaient favorables à leur interruption, et a relevé l'intervention de la FAO; elle a proposé que la Commission reporte sa décision concernant l'interruption des travaux en attendant que les membres intéressés fassent une proposition sur la manière de poursuivre les travaux et sur l'instance dans laquelle ils seraient poursuivis. La question serait examinée par la Commission du Codex Alimentarius à sa quarante et unième session, en 2018.

### **Conclusion**

196. La Commission est convenue d'examiner la question à sa quarante et unième session (2018) et a décidé que ce point ne serait pas inscrit à l'ordre du jour du CCFL.

### **Comité sur le lait et les produits laitiers (CCMMP)**

#### *Norme sur la mozzarella*

### **Conclusion**

197. La Commission est convenue d'examiner ce point à sa quarantième session, en 2017.

#### *Norme générale sur le fromage fondu*

### **Débat**

198. Certaines délégations ont indiqué qu'elles entendaient ouvrir un débat étant donné l'importance de la question pour les pays en développement et elles estimaient que le manque de temps pendant la présente session ne devait pas empêcher ce débat. Notant la recommandation du Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>61</sup>, la Présidente a proposé de poursuivre le débat l'année suivante, de façon à avoir plus de temps à consacrer au débat et à l'analyse.

### **Conclusion**

199. La Commission est convenue d'examiner ce point à sa quarantième session, en 2017, en notant que la Nouvelle-Zélande offrait d'accueillir le Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers afin de réunir toutes les nouvelles idées de fond émises par les membres dans l'intervalle.

### **Comité sur les sucres (CCS)**

#### *Norme sur le jus de canne à sucre déshydraté non centrifugé<sup>62</sup>*

200. La Commission a noté la recommandation formulée par le Comité exécutif, à sa soixante et onzième session, à savoir demander au CCS, dans le cadre de travaux par correspondance, de préciser uniquement le champ d'application de la norme et de fournir des éléments démontrant que le champ d'application ainsi défini bénéficie d'un appui international<sup>63</sup>. Le CCS rendrait compte de ses conclusions à la session suivante de la

<sup>61</sup> [REP16/EXEC](#), par. 43.

<sup>62</sup> [CX/CAC 16/39/13 Add.2](#).

<sup>63</sup> [REP16/EXEC](#), par. 47.

Commission, afin qu'une décision soit prise sur la suite à donner à l'activité, par exemple l'interrompre ou bien la mener à terme sous forme d'une norme mondiale ou d'une norme régionale.

201. La Colombie, pays hôte du CCS, approuvait la recommandation du Comité exécutif; elle a encouragé les pays intéressés à participer activement à la définition du champ d'application de la norme, afin de faciliter les travaux.
202. Certaines délégations approuvaient la recommandation du Comité exécutif. Une délégation, se référant à la recommandation formulée par la Commission du Codex Alimentarius à sa trente-huitième session<sup>64</sup>, qui invitait aussi à interrompre les travaux si aucun consensus ne se dégagait quant à l'adoption finale de la norme, était favorable à l'interruption des travaux.

### Conclusion

203. La Commission a fait sienne la recommandation formulée par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session.

### Questions d'apparition récente: Proposition d'approche de la gestion des risques concernant la détection dans les aliments de produits chimiques très peu préoccupants pour la santé publique<sup>65</sup>

204. La Commission a noté la recommandation formulée par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>66</sup> concernant l'importance de la question; la nécessité pour le Codex de la traiter; et relevé que l'examen de la question devait se poursuivre dans le cadre du Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF) sur la base du document de séance ([CRD20](#)) établi par la Nouvelle-Zélande.
205. La Nouvelle-Zélande a offert de continuer à travailler en étroite collaboration avec les membres intéressés et de participer à l'examen et l'approfondissement du document de travail et du document de projet, dans le système du Codex.
206. Le Japon a noté ce qui suit:
  - i) les substances chimiques examinées dans le document étaient caractérisées par une très faible exposition et étaient très peu toxiques;
  - ii) ces substances chimiques étaient présentes fortuitement dans les aliments et étaient consommées sans aucune incidence sur la santé publique;
  - iii) des problèmes pouvaient surgir du fait de différences de réglementation entre les pays exportateurs et les pays importateurs plutôt que d'une préoccupation d'ordre strictement sanitaire;
  - iv) la question soulevée dans le document de séance ([CRD20](#)) relevait davantage du commerce que de la sécurité sanitaire et pouvait être traitée plus efficacement par le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS), qui avait pour mandat d'élaborer des principes et des directives sur l'inspection et la certification afin d'harmoniser les méthodes et les procédures et, partant, de protéger la santé des consommateurs, de garantir des pratiques commerciales loyales et de faciliter le commerce international des denrées alimentaires;
  - v) le CCFICS avait aussi élaboré des Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (CAC/GL 25-1997) qui pouvaient présenter un intérêt pour la question soulevée dans le document de séance [CRD20](#);
  - vi) au lieu de confier la question au CCCF, il faudrait organiser une réunion FAO/OMS pour examiner la question de plus près et permettre au Codex de décider du champ d'application de ces travaux et de la meilleure instance pour traiter la question compte tenu de son ampleur et de sa complexité.

### Conclusion

207. La Commission a approuvé la recommandation du Comité exécutif visant à ce que le document ([CRD20](#)) soit transmis au CCCF pour examen ultérieur<sup>67</sup>.

---

<sup>64</sup> [REP 15/CAC](#), par. 48.

<sup>65</sup> [CRD20](#) (proposition de la Nouvelle-Zélande).

<sup>66</sup> [REP16/EXEC](#), par. 54.

<sup>67</sup> [REP16/EXEC](#), par. 54.



## **PLANIFICATION DU BUDGET DU CODEX (2016-2017 et 2018-2019) ET RAPPORT SUR LES DÉPENSES (2014-2015) (Point 13)<sup>68</sup>**

208. Le Secrétariat a présenté le rapport sur le budget de 2014-2015 et a noté que 96 pour cent environ du budget total avait été dépensé, alors qu'à l'issue de l'exercice 2012-2013, on avait un solde inutilisé de 8 pour cent environ. Rappelant qu'à sa trente-huitième session, la Commission avait encouragé le Secrétariat à adopter un processus d'élaboration du budget qui soit plus efficace et plus réaliste<sup>69</sup>, le Secrétariat a aussi présenté la planification du budget pour les exercices 2016-2017 et 2018-2019 et a expliqué qu'il s'était efforcé d'élaborer un plan de travail plus détaillé, faisant le lien entre les dépenses estimatives et les activités prévues dans le Plan stratégique du Codex pour 2014-2019.

### **Conclusion**

209. La Commission a noté que le Secrétariat avait présenté la gestion des ressources plus en détail et mis en œuvre un système de planification du budget plus clair et plus transparent.
210. La Commission a remercié la FAO et l'OMS de leur appui financier constant, les gouvernements hôtes des ressources volontaires mises à disposition, et les membres concernés (Allemagne, Japon et République de Corée) des contributions extrabudgétaires versées et du personnel détaché auprès du Secrétariat en 2014-2015 et pour 2016-2017.
211. La Commission:
- i) a pris note du rapport sur les dépenses de l'exercice 2014-2015;
  - ii) a adopté le nouveau plan de travail et budget élaboré par le Secrétariat pour l'exercice 2016-2017;
  - iii) a pris note du projet de budget pour l'exercice 2018-2019.

## **APPUI SCIENTIFIQUE FAO/OMS AU CODEX (RAPPORT D'ACTIVITÉ) (Point 14.1)<sup>70</sup>**

212. La Représentante de l'OMS a présenté le document décrivant i) les réunions d'experts FAO/OMS récentes et l'examen par le Codex et ii) l'état d'avancement des demandes d'avis scientifiques présentées à la FAO et à l'OMS. La Représentante a encore souligné les efforts déployés en permanence par les deux organisations pour améliorer les méthodes d'évaluation des risques, un point jugé important dans la perspective de l'harmonisation de l'évaluation des risques à l'échelle internationale. En conclusion, elle a indiqué que la fourniture d'avis scientifiques par la FAO et l'OMS dans le cadre de réunions d'experts demeurerait une activité hautement prioritaire aux yeux des deux organisations et servait de fondement essentiel à l'élaboration des normes du Codex relatives à la sécurité sanitaire des aliments.

### **Conclusion**

213. La Commission a fait sienne la conclusion formulée par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>71</sup>, et:
- a pris note de l'ampleur des travaux entrepris ainsi que du nombre de demandes en attente pour lesquelles il fallait un financement supplémentaire, une question à traiter impérativement pour ne pas retarder les travaux du Codex;
  - a remercié la FAO et l'OMS pour les avis scientifiques fournis et a réaffirmé sa confiance dans la rigueur et l'indépendance des avis scientifiques de la FAO et de l'OMS, qui constituaient le fondement scientifique principal des travaux du Codex.

## **APPUI SCIENTIFIQUE FAO/OMS AU CODEX (BUDGET ET DÉPENSES) (Point 14.2)<sup>72</sup>**

214. La Représentante de l'OMS a présenté ce point de l'ordre du jour et a fait observer que les dépenses de l'OMS pour l'exercice biennal 2014-2015 s'étaient élevées à environ 4 millions d'USD pour la fourniture d'avis scientifiques dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et 2 millions d'USD dans le domaine de la nutrition. S'agissant des budgets estimatifs pour 2016-2017, elle a noté que le sous-provisionnement pour le domaine de la nutrition augmenterait lorsque les Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition commenceraient leurs travaux, car leur coût n'était pas pris en compte dans les estimations actuelles. Elle a remercié le Japon, la Chine, le Canada, la République de Corée et les États-Unis d'Amérique des contributions extrabudgétaires que ceux-ci avaient versées. Elle a en outre noté que les dépenses de la FAO pour l'exercice 2014-2015 s'élevaient au total à 3,1 millions d'USD pour la sécurité sanitaire des aliments et à 300 000 USD

<sup>68</sup> [CX/CAC 16/39/14](#), [CX/CAC 16/39/14 Add.1](#).

<sup>69</sup> [REP 15/CAC](#), par.133 b).

<sup>70</sup> [CX/CAC 16/39/15](#).

<sup>71</sup> [REP16/EXEC](#), paragraphe 97.

<sup>72</sup> [CX/CAC 16/39/16](#).

pour la nutrition. La FAO a fait part de sa gratitude pour les contributions extrabudgétaires des États-Unis d'Amérique et de la Suède et pour le détachement du Canada pour l'exercice 2016-2017.

215. La Représentante a conclu que, globalement, la contribution de la FAO et de l'OMS à la fourniture d'avis scientifiques s'élevait à quelque 10 millions d'USD par exercice biennal. Elle a ajouté qu'il serait crucial, pour l'aptitude du programme conjoint de fourniture d'avis scientifiques à fonctionner au rythme actuel, que les deux organisations maintiennent au moins ce niveau de financement stable et prévisible.

### Conclusion

216. La Commission a fait sienne la conclusion formulée par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>73</sup>, et a demandé:
- que la FAO continue à préserver le budget consacré à la fourniture d'avis scientifiques, afin de garantir la neutralité et la durabilité des avis scientifiques fournis à l'appui des activités du Codex;
  - que l'OMS trouve des mécanismes adaptés pour accroître l'enveloppe de son programme de fourniture d'avis scientifiques au titre du budget ordinaire, afin de garantir la neutralité et d'améliorer la durabilité des avis scientifiques fournis à l'appui des activités du Codex.

### APPUI SCIENTIFIQUE FAO/OMS AU CODEX (RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ) (Point 14.3)<sup>74</sup>

217. Le Représentant de la FAO a présenté ce point de l'ordre du jour, en soulignant qu'un avis scientifique fourni au moment voulu constituait une contribution essentielle aux travaux de la Commission et que la multiplication des demandes d'avis scientifiques toujours plus complexes était prévisible. Il a également fait valoir que la solution à long terme permettant de garantir des dotations en personnel et un financement suffisants dans le cadre des activités de fourniture d'avis scientifiques au Codex consistait à accroître les budgets correspondants de la FAO et de l'OMS mais que, en attendant, il fallait trouver d'autres sources de fonds supplémentaires. Il a rappelé aux délégués que la réussite du financement du programme de fourniture d'avis scientifiques dépendait des membres de la Commission.
218. La délégation des États-Unis s'est déclarée d'accord quant à la nécessité de trouver des solutions à la fois à long et à court termes pour garantir la fourniture d'avis scientifiques par les comités mixtes d'experts et a prôné un élargissement de la base de donateurs.
219. Le Représentant de la FAO a répondu en rappelant qu'il était prévu de mettre à disposition un document relatif à la planification à long terme du programme d'avis scientifiques de la FAO et de l'OMS sur la sécurité sanitaire des aliments, en vue de renforcer l'engagement des donateurs.
220. Le Japon s'est aussi déclaré préoccupé par le faible nombre de donateurs, et a en outre fait remarquer que moins d'un quart de l'ensemble du programme de l'OMS était financé au titre du budget ordinaire<sup>75</sup>. Le Japon a lancé un appel pour que la sécurité sanitaire des aliments soit reconnue comme un domaine de travail scientifique essentiel de l'OMS, en vue de réduire le déficit de financement. Une façon de parvenir à ce résultat pourrait être d'organiser une manifestation du Codex en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé.

### Conclusions

221. La Commission a fait sienne la conclusion formulée par le Comité exécutif à sa soixante et onzième session<sup>76</sup>, et:
- i) a encouragé la FAO à continuer à préserver les niveaux actuels de financement du programme de fourniture d'avis scientifiques (y compris le Secrétariat);
  - ii) a encouragé l'OMS à appuyer le programme de fourniture d'avis scientifiques au moyen de son budget ordinaire;
  - iii) a engagé les Membres à fournir des ressources supplémentaires, afin d'accroître le financement du programme de fourniture d'avis scientifiques d'une manière qui soit prévisible, jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée;
  - iv) a encouragé vivement les membres du Codex à améliorer la communication dans leurs pays respectifs entre les secteurs de la santé et de l'agriculture, afin de faire sensibiliser davantage les organes directeurs de la FAO et de l'OMS à la nécessité de fournir de toute urgence un financement de base indispensable.

<sup>73</sup> [REP16/EXEC](#), paragraphe 103.

<sup>74</sup> [CX/CAC 16/39/17](#).

<sup>75</sup> [http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/WHA69/A69\\_45-fr.pdf](http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA69/A69_45-fr.pdf)

<sup>76</sup> [REP16/EXEC](#), paragraphe 107.

**ACTIVITÉS FAO/OMS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (RAPPORT D'ACTIVITÉ) (Point 15)<sup>77</sup>**

222. La Représentante de la FAO s'est réjouie de l'occasion qui lui était donnée de présenter brièvement certains éléments des programmes FAO/OMS de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments. Elle a fait remarquer qu'il ne serait possible de faire progresser la sécurité sanitaire des aliments au niveau mondial que si un nombre croissant de pays étaient en mesure d'appliquer les normes du Codex. Lorsqu'elle a présenté le document de travail, elle a insisté sur le fait que la sécurité sanitaire des aliments relevait avant tout d'une responsabilité commune et a indiqué que les approches adoptées par la FAO et l'OMS dans leurs programmes de renforcement des capacités en tenaient compte. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces programmes, la FAO et l'OMS mènent des activités transversales, s'engagent auprès du grand public et du secteur privé et travaillent en partenariat étroit avec des institutions nationales et régionales. Elles mettent également l'accent sur la collaboration avec des partenaires mondiaux.
223. La Représentante de la FAO a poursuivi en mettant en lumière les travaux actuels qui visent à parachever l'outil d'évaluation FAO/OMS des systèmes de contrôle des aliments. Elle a informé la Commission que les participants à une réunion d'examen technique tenue en décembre 2015 avaient confirmé que l'outil apportait satisfaction et qu'il serait versé au domaine public d'ici à la fin de l'année 2016 afin que les pays puissent s'en servir pour évaluer eux-mêmes leurs systèmes de contrôle des aliments. Par ailleurs, elle a appelé l'attention sur les travaux actuels portant sur le séquençage de la totalité du génome, qui ont une incidence grandissante sur la gestion de la sécurité sanitaire des aliments, et a indiqué que le rapport de la réunion technique qui avait eu lieu en mai 2016 était disponible sur le site Internet de la FAO. En outre, la FAO mettait la dernière main à un document d'orientation qui devait aider les pays à élaborer des politiques fondées sur des éléments concrets en matière de sécurité sanitaire des aliments. Ce document serait disponible d'ici à la fin de 2016. La Représentante de la FAO a informé la Commission que les futurs domaines prioritaires de la FAO étaient, entre autres, l'analyse des effets de la sécurité sanitaire des aliments sur le commerce et les efforts renouvelés en vue d'améliorer l'approche «Foresight», qui consiste à anticiper les questions de santé végétale et animale et de sécurité sanitaire des aliments susceptibles d'avoir une incidence sur la filière alimentaire et le commerce. Elle a encouragé les membres à consulter les pages Web de la FAO sur la sécurité sanitaire des aliments, à utiliser les outils qui y sont fournis et à communiquer des observations afin de contribuer à améliorer constamment la mise à disposition d'instruments de renforcement des capacités.
224. La Représentante de l'OMS a souligné que l'année 2015 avait été importante du point de vue de la sécurité sanitaire des aliments avec la Journée mondiale de la santé en avril, puis la publication des premières estimations de l'OMS sur l'incidence des maladies d'origine alimentaire. Elle a invité les membres à se servir des informations et des outils disponibles en ligne afin d'estimer la charge de morbidité de ces pathologies et de hiérarchiser les interventions au niveau national. Par ailleurs, elle a communiqué des informations sur le Règlement sanitaire international (approche «tous risques») et la préparation aux situations d'urgence, et a expliqué le rôle du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments, qui fournit des contributions et prête un appui afin que les pays puissent utiliser l'outil d'évaluation au niveau national pour déterminer de manière transparente, claire et cohérente leurs capacités dans ce domaine. La FAO et l'OMS continueront de renforcer le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments en ce qui concerne les activités d'urgence, le renforcement des capacités nationales en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence et l'amélioration de la communication au sein du Réseau, l'objectif étant aussi d'accroître les interactions au niveau régional. La Représentante de l'OMS a indiqué que ces initiatives montraient l'importance que la FAO et l'OMS accordaient à la fois au renforcement des capacités en matière d'intervention d'urgence et à l'aspect préventif. En conclusion, elle a encouragé les pays à utiliser les outils disponibles, à diffuser les informations à tous les acteurs pertinents et à communiquer des observations sur les outils à la FAO et à l'OMS.

**Conclusion**

225. La Commission a remercié la FAO et l'OMS de leur participation constante au renforcement des capacités nationales en matière de planification, d'évaluation et de gestion des questions de sécurité sanitaire des aliments et de protection des consommateurs. Elle s'est félicitée de la grande qualité des publications et outils découlant d'un travail collégial que les deux organisations ont produits et mis à disposition sur leurs sites Internet respectifs, et a encouragé les membres à s'en servir. En outre, elle a exprimé sa gratitude au sujet des travaux achevés récemment sur la charge de morbidité des maladies d'origine alimentaire, des activités novatrices et du rôle de chef de file de la FAO et de l'OMS en ce qui concerne la prévision et le recensement des problèmes de santé végétale et animale et de sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de l'élaboration de l'outil d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments.

---

<sup>77</sup> [CX/CAC 16/39/18](#).

**PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS À L'APPUI DE LA PARTICIPATION AU CODEX (RAPPORT FINAL SUR LE PROJET PRÉCÉDENT, ACHEVÉ EN 2015) (Point 16.1)<sup>78</sup>**

226. Le Représentant de l'OMS a insisté sur le fait qu'il s'agissait là de la dernière chance pour les membres du Codex de formuler des observations sur le premier Fonds fiduciaire du Codex, dont les activités avaient cessé le 31 décembre 2015. L'administratrice du Fonds a appelé l'attention de la Commission sur le document portant la cote [CX/CAC 16/39/19](#), qui contenait les chiffres cumulés de la participation à des réunions du Codex et des cours de formation et ateliers FAO/OMS ayant été financés sur l'ensemble de la période couverte par le premier Fonds fiduciaire. Le Fonds continuera d'évaluer certains indicateurs afin d'estimer les effets à long terme.
227. Le document portant la cote [CX/CAC 16/39/19 Add.1](#) contenait le rapport annuel 2015 et le rapport final du Fonds fiduciaire du Codex. Outre les informations actualisées sur les indicateurs figurant dans le Cadre de suivi et d'évaluation, il comprenait l'évaluation finale de tous ces indicateurs. Les résultats étaient considérés comme très satisfaisants pour cinq indicateurs, satisfaisants pour huit et non satisfaisants pour deux. Ces indicateurs concernaient la communication d'observations écrites et les demandes faites dans les délais impartis.
228. Les délégations ayant formulé des commentaires ont indiqué qu'elles avaient apprécié le premier Fonds fiduciaire du Codex et le travail de son Secrétariat, et ont appelé l'attention sur les changements que l'appui prêté avait permis dans leurs pays respectifs.

**Conclusion**

229. La Commission:
- i) a renouvelé ses remerciements à la FAO et à l'OMS ainsi qu'au Secrétariat pour la gestion efficace du premier Fonds fiduciaire sur la période 2004-2015 et a exprimé sa gratitude pour les importantes contributions financières et en nature apportées par les donateurs;
  - ii) a noté que le premier Fonds fiduciaire avait permis à des pays en développement de participer davantage aux travaux du Codex et à ce dernier d'acquérir une meilleure visibilité dans de nombreux pays;
  - iii) a reconnu que grâce au premier Fonds fiduciaire, les pays en développement avaient pu faire mieux connaître le Codex et les travaux en matière de sécurité sanitaire des aliments aux niveaux national et régional et que les bénéficiaires avaient élaboré leur législation en matière de sécurité sanitaire des aliments et mis en place les systèmes de gestion y afférents;
  - iv) a fait remarquer que la publication du rapport final était l'occasion de réfléchir au Cadre de suivi et d'évaluation qui avait été utilisé et d'en tirer des enseignements au profit du deuxième Fonds fiduciaire. Dans ce contexte, il convient aussi de tenir compte des observations formulées en six points dans l'introduction au document portant la cote [CX/CAC 16/39/19 Add.1](#).

**PROJET ET FONDS FIDUCIAIRE FAO/OMS À L'APPUI DE LA PARTICIPATION AU CODEX (RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LA NOUVELLE INITIATIVE, DÉBUTÉE EN JANVIER 2016) (Point 16.2)<sup>79</sup>**

230. Le Représentant de l'OMS a informé les délégués que le nouveau Fonds fiduciaire du Codex (deuxième Fonds fiduciaire) conserverait son nom afin de ne pas perturber les donateurs. Néanmoins, il s'agissait d'une nouvelle initiative, dont l'orientation, le champ d'intervention et la structure de gouvernance étaient totalement différents. L'administratrice a appelé l'attention de la Commission sur le premier rapport intérimaire du deuxième Fonds fiduciaire ([CX/CAC 16/39/20](#)). Les activités menées au cours du premier semestre de 2016 seraient traitées lors d'une manifestation parallèle spéciale sur le Fonds fiduciaire, qui se tiendrait le 30 juin. L'estimation du déficit de financement (4,7 millions d'USD pour la période 2016-2018) se fondait sur les prévisions actualisées concernant les liquidités qui avaient été présentées à la réunion des donateurs le 28 juin.
231. Le Représentant de la FAO a informé les délégués des échanges importants et bénéfiques qui avaient porté sur le financement, le fonctionnement et la mise en œuvre du deuxième Fonds fiduciaire au cours des deux semaines précédentes. Ces échanges allaient se poursuivre et alimenter la réflexion à mesure que le processus avancerait. À ce titre, la première réunion du Groupe consultatif sur le Fonds fiduciaire du Codex revêtait une importance particulière: en effet, cet organe serait un élément important de la nouvelle structure de gouvernance en ce qu'il permettrait des échanges avec les parties intéressées et jouerait un rôle crucial

<sup>78</sup> [CX/CAC 16/39/19](#); [CX/CAC 16/39/19 Add.1](#); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD25](#) (observations du Cameroun).

<sup>79</sup> [CX/CAC 16/39/20](#); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone).

dans la formulation d'observations et la réflexion stratégique. Le rapport succinct figure dans le document [CRD34](#).

232. L'Union européenne a souligné que ses membres s'étaient engagés à verser au total 2,8 millions d'EUR au Fonds. Les Pays-Bas ont annoncé que leur contribution s'élèverait en principe à deux millions d'EUR, répartis sur cinq ans. Les conditions de financement sont les suivantes: 1) alignement sur les objectifs de développement durable (ODD); 2) mise au point d'indicateurs permettant de mesurer la contribution du deuxième Fonds fiduciaire aux ODD; 3) financement de contrepartie par d'autres donateurs en vue de résorber le déficit de financement.
233. Les délégations se sont réjouies du soutien financier des donateurs. Une délégation a indiqué qu'elle continuerait de prêter un appui au Fonds fiduciaire et estimait que ce mécanisme devait poursuivre son évolution et qu'il était nécessaire de faciliter encore la participation physique aux réunions du Codex. En outre, elle s'est félicitée de l'apparition du Groupe consultatif dans la structure de gouvernance.

### **Conclusion**

234. La Commission:
- a pris note du rapport concernant le début d'activité du deuxième Fonds fiduciaire du Codex et a pris acte des travaux entrepris;
  - a réservé un accueil favorable aux informations communiquées par les donateurs au sujet de leurs contributions au Fonds.

### **RELATIONS ENTRE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (Point 17)<sup>80</sup>**

235. La Commission a pris note des informations fournies par des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales telles que présentées dans leurs documents d'information respectifs et a pris note, en outre, des communications suivantes faites à la présente session.

#### **Organisation mondiale de la santé animale (OIE)<sup>81</sup>**

236. La Directrice générale, Mme Monique Éloit, a informé la Commission que son mandat à la tête de l'OIE avait commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et que le sixième plan stratégique (2016-2020) constituerait le cadre du programme d'activités de l'OIE durant son mandat. L'élaboration de normes scientifiques pour la sécurité sanitaire de la production animale demeure un objectif important dans ce plan stratégique, tout comme le dialogue permanent avec les organisations internationales telles que l'OMS, la FAO et le Codex Alimentarius, dans les domaines d'intérêt commun.
237. Elle a mis en relief les nombreux mécanismes de coopération qui avaient contribué à étendre la portée des normes officielles sur l'ensemble de la chaîne de production alimentaire, y compris l'établissement du Groupe de travail de l'OIE sur la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale en phase de production et le fait que les secrétariats de l'OIE et du Codex ainsi que des experts désignés par l'OIE participaient mutuellement et régulièrement aux activités d'élaboration de normes. Elle a en outre souligné que l'OIE continuait de collaborer avec l'OMS et la FAO dans le cadre de l'approche tripartite afin de réduire le développement et la diffusion de la résistance aux antimicrobiens. Elle a pris note du nouveau Plan d'action mondial élaboré par l'OMS avec le ferme soutien de la FAO et de l'OIE, qui encourage les pays à élaborer des plans d'action nationaux et reconnaît les normes de l'OIE et du Codex.
238. Elle a aussi noté qu'il était important que les délégations de l'OIE et du Codex collaborent et se coordonnent au niveau national. En conclusion, elle a informé la Commission qu'elle veillerait à ce que l'OIE continue de collaborer étroitement avec le Codex afin de garantir la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale partout dans le monde.

#### **Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV)<sup>82</sup>**

239. La Présidente de l'OIV, Mme Monika Christmann, a souligné que son organisation participait à plusieurs projets en cours du Codex et qu'elle était en particulier activement engagée dans les discussions concernant les dispositions relatives aux additifs alimentaires qui figurent dans la Norme générale pour les additifs alimentaires (NGAA). Elle a insisté sur la nécessité d'assurer une cohérence entre les dispositions relatives aux additifs alimentaires utilisés pour les vins de raisin figurant dans la NGAA et les recommandations de l'OIV.

---

<sup>80</sup> [CX/CAC 15/38/21](#).

<sup>81</sup> [CAC/39 INF/2](#).

<sup>82</sup> [CAC/39 INF/5](#).

240. Par ailleurs, elle a déclaré que l'OIV cherchait à collaborer étroitement avec le Codex ainsi qu'avec le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) afin d'éviter les chevauchements d'activités et l'établissement de normes internationales divergentes, étant donné qu'un certain nombre de références aux normes du Codex figuraient déjà dans les documents de l'OIV. La Présidente a conclu qu'il était nécessaire de poursuivre la coopération et la coordination pour ce qui concernait les activités présentant un intérêt commun pour l'OIV et le Codex.

#### **Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)<sup>83</sup>**

241. Le Représentant de l'AIEA a mis en lumière les activités de la Division mixte FAO/AIEA (CAC/37 INF/7) présentant un intérêt pour les travaux du Codex, en particulier la collaboration avec le Secrétariat du Codex et les comités du Codex, comme le Comité sur les contaminants dans les aliments (CCCF), le Comité sur les résidus de pesticides (CCPR) et le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF).
242. Le Représentant a noté que l'AIEA, en collaboration avec la FAO et l'OMS, avait mis au point et publié un document technique (TECDOC) intitulé *Criteria for Radionuclide Activity Concentrations for Food and Drinking Water* (Critères pour la concentration d'activité de radionucléides dans les aliments et l'eau de boisson), que les États membres pouvaient utiliser pour définir des niveaux de référence nationaux concernant des situations mettant en cause une exposition existante. Le document a été diffusé auprès des délégués lors de la dixième session du CCCF.
243. Le Représentant a aussi indiqué que la Division mixte avait mis en place des projets de recherche coordonnée sur l'élaboration d'un système complet pour la traçabilité et l'authenticité des aliments, utilisant le lait de vache comme exemple de produit. Il est prévu que ces activités contribueront à la future révision de la Norme CODEX STAN 234-1999 ainsi qu'à l'élaboration en général de méthodes et de procédures visant à établir l'authenticité des produits ou à déceler une adultération.
244. Le Représentant a en outre déclaré que la Division mixte continuerait à appuyer les activités des États membres visant à assurer la sécurité sanitaire, la qualité et l'authenticité des aliments et à collaborer avec le Codex et les comités pertinents dans les efforts qu'ils déployaient pour traiter ces questions.

#### **Organisation mondiale du commerce (OMC)<sup>84</sup>**

245. La Représentante de l'OMC a fourni des informations sur les préoccupations concernant la sécurité sanitaire des aliments soulevées à l'occasion de réunions récentes du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et mis en lumière les renseignements communiqués par les gouvernements concernant la sécurité sanitaire des aliments. Elle a noté le nombre de notifications émanant des gouvernements ayant trait à des prévisions d'exigences nouvelles ou révisées en matière de sécurité sanitaire des aliments et a informé la Commission au sujet des prochaines activités d'assistance technique à l'appui des mesures SPS, y compris un atelier sur les limites maximales de résidus, qui doit se tenir les 24 et 25 octobre 2016. La Représentante a décrit brièvement les activités intéressant le Codex qui avaient été portées à l'attention du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) au cours de l'année passée et a aussi présenté le rapport émanant du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC).

#### **Organisation internationale de normalisation (ISO)<sup>85</sup>**

246. La Représentante de l'ISO a informé la Commission que la nouvelle stratégie de l'ISO pour 2016-2020 avait été approuvée et qu'elle prévoyait l'engagement de parties prenantes et de partenaires, dont le Codex. Elle a appelé l'attention des participants sur certaines des activités de l'ISO intéressant le Codex, notamment la révision de la norme ISO 22000 (norme relative aux systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments), nécessaire afin de poursuivre l'intégration des principes HACCP élaborés par le Codex. Elle a également indiqué que l'ISO élaborait des méthodes d'analyse pleinement validées qui étaient adoptées par différents comités du Codex, comme le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH). Enfin, la Représentante de l'ISO a recommandé de renforcer les liens entre les acteurs chargés de l'application des normes ISO au niveau national et les points de contact du Codex.

#### **Conclusion**

247. La Commission a remercié les organisations internationales des informations qu'elles avaient données sur leurs activités, ainsi que de leur collaboration avec le Codex.

---

<sup>83</sup> [CAC/39 INF/7](#).

<sup>84</sup> [CAC/39 INF/3](#) et [CAC/39 INF/4](#).

<sup>85</sup> [CAC/39 INF/6](#).

248. La Commission a pris note du soutien apporté en faveur d'une coopération renforcée entre le Codex et le Secrétariat de la CIPV (notamment le système en ligne de communication des observations [OCS]) qui était un bon moyen d'utiliser au mieux les ressources; elle a remercié le Secrétariat de sa participation soutenue aux réunions d'autres organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, et, conformément au Plan stratégique, elle a encouragé les membres, notamment ceux qui président des comités, à renforcer leur coopération.

### ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS (Point 18)<sup>86</sup>

249. La Commission a élu les membres ci-après pour un mandat allant de la fin de la session en cours jusqu'à la fin de la prochaine session ordinaire (quarantième session) de la Commission.

<b>Présidente:</b>	Mme Awilo Ochieng Pernet (Suisse)
<b>Vice-présidents:</b>	M. Guilherme Antonio da Costa Jr. (Brésil)
	Mme Yayoi Tsujiyama (Japon)
	M. Mahamadou Sako (Mali)

### DÉSIGNATION DES PAYS CHARGÉS DE NOMMER LES PRÉSIDENTS DES COMITÉS DU CODEX (Point 19)<sup>87</sup>

250. La Commission a confirmé la désignation des gouvernements hôtes chargés de la nomination des présidents des comités du Codex, qui sont énumérés à l'Annexe IX du présent rapport, et a rappelé qu'elle avait antérieurement décidé de constituer un Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens, qui serait accueilli par la République de Corée. La Commission est en outre convenue de suspendre *sine die* le Comité sur le poisson et les produits de la pêche; elle a exprimé sa gratitude à la Norvège, pays hôte du Comité, ainsi qu'à M. Bjørn Røthe Knudtsen pour en avoir assuré la présidence pendant 16 ans.
251. La Norvège, pays hôte du CCFFP, compte tenu de la décision relative à l'ajournement du Comité s'est dite disposée à continuer à accueillir le Comité si des travaux ultérieurs sur le poisson et les produits de la pêche devaient être nécessaires et si le Comité reprenait ses activités.
252. La délégation des États-Unis d'Amérique, pays hôte du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités (CCPFV), a informé la Commission que le Comité pourrait être suspendu *sine die* après sa vingt-huitième session (septembre 2016) si les travaux actuellement en cours étaient alors achevés et qu'aucune nouvelle activité n'était proposée.
253. La Commission a fait part de sa gratitude à tous les Comités et à tous les gouvernements hôtes. Elle a par ailleurs pris acte des contributions de M. Paul Mayers, ancien Président du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL), M. Steven Vaughn, ancien Président du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRPDF) et M. Árpád Ambrus, ancien Président du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS), et elle souhaité la bienvenue à Mme Lyzette Lamondin et à M. Kevin Greenlees, respectivement présidents du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) et du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRPDF).

### INTÉGRITÉ / AUTHENTICITÉ DES ALIMENTS (Point 20.1)

254. Voir le point 12 de l'ordre du jour.

### DÉLIVRANCE DES VISAS POUR LA PARTICIPATION AUX SESSIONS DU CODEX (Point 20.2)<sup>88</sup>

255. En avril 2016, le Secrétariat a demandé aux membres s'ils avaient eu des difficultés, au cours des cinq dernières années, à obtenir un visa afin de participer à des réunions du Codex, et de fournir des informations à cet égard le cas échéant. Les problèmes rencontrés par les délégués étaient notamment l'absence, sur leur territoire national, d'une ambassade du pays accueillant la réunion, et la délivrance tardive des visas par certains pays hôtes.

<sup>86</sup> [CX/CAC 16/39/22](#).

<sup>87</sup> [CX/CAC 16/39/23](#).

<sup>88</sup> [CX/CAC 16/39/25](#); [CRD14](#) (observations de l'Union africaine); [CRD16](#) (observations du Mali); [CRD17](#) (observations de la Tanzanie); [CRD21](#) (observations de l'Équateur); [CRD24](#) (observations de l'Égypte); [CRD25](#) (observations du Cameroun); [CRD28](#) (observations de la Sierra Leone); [CRD32](#) (observations du Soudan); [CRD33](#) (observations du Sénégal).

256. Plusieurs délégués ont remercié le Secrétariat de s'attacher à régler cette question. Ils ont noté que l'obtention d'un visa pour participer à des réunions de comités du Codex pouvait être facilitée par les pays hôtes et qu'une solution à étudier pourrait être aussi la délivrance de visas aux délégués «à l'arrivée», dans les aéroports locaux.
257. Plusieurs délégués se sont déclarés favorables à la recommandation proposée dans le document de travail et ont demandé que la FAO et l'OMS les aident au moyen de lettres d'appui (ou notes verbales) propres à leur simplifier la procédure de demande de visa.

### Conclusion

258. La Commission a pris note de cette question et a encouragé les pays hôtes, le Secrétariat, la FAO et l'OMS à réfléchir au moyen de faciliter les demandes de visa des délégués, en particulier les «visas à l'arrivée».

### QUESTIONS DIVERSES (Point 21)<sup>89</sup>

#### Mesures visant à promouvoir la visibilité du Codex (proposition du Costa Rica)<sup>90</sup>

259. La Commission a examiné deux propositions du Costa Rica, qui visent à promouvoir les travaux du Codex:
- instituer une journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments;
  - inviter les ministres compétents de pays de différentes régions à participer chacun leur tour à la séance d'ouverture de la Commission.
260. Le Représentant de l'OMS a salué la volonté des États membres d'améliorer la visibilité politique de la sécurité sanitaire des aliments dans le monde entier. Le Représentant a fait valoir que le rapport coût-efficacité des différentes options, y compris la célébration d'une journée nationale, devait être étudié attentivement. Après avoir évoqué la Journée mondiale de la santé organisée en 2015 par l'OMS sur le thème de la sécurité sanitaire des aliments, il s'est demandé si l'institution d'une journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments était du ressort de la Commission ou des organisations. Dans ce dernier cas, des conditions spécifiques devaient être remplies et les procédures suivies.
261. La Représentante de la FAO a déclaré que la décision concernant l'organisation éventuelle d'une journée internationale devait être prise avant la Conférence de la FAO et l'Assemblée mondiale de la Santé. Elle a ajouté que ce type d'événement était coordonné au niveau du système des Nations Unies et qu'un délai optimiste pour le mener à bien serait de deux ou trois ans.
262. Les délégations ont apporté leur soutien aux propositions du Costa Rica et ont fait observer que:
- i) le délai envisagé pour l'institution d'une journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments était acceptable;
  - ii) d'autres occasions d'améliorer la visibilité du Codex, notamment la Conférence internationale sur la sécurité sanitaire des aliments proposée par l'Union africaine et la Journée mondiale de l'alimentation, qui existe déjà, devaient être prises en compte;
  - iii) l'intervention de ministres des six régions du Codex lors de la Commission pourrait aider à mettre en évidence les problèmes émergents en rapport avec le Plan stratégique 2014-2019 du Codex.

### Conclusion

263. La Commission a salué et soutenu la proposition relative à l'institution d'une journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments qui soit permanente, comme l'avait suggéré la Présidente de la Commission, Mme Awilo Ochieng Pernet, en décembre 2015 et comme l'a proposé à nouveau le Costa Rica lors de la session en cours. La Commission a fait observer que l'institution de cette journée devrait être proposée par les membres du Codex, pour décision par la Conférence de la FAO et l'Assemblée mondiale de la Santé et décision au Siège de l'ONU, sachant qu'il fallait compter un délai de trois ans pour l'organiser.
264. La Commission a ensuite pris note de la proposition du Costa Rica consistant à inviter des représentants politiques des six régions à la cérémonie d'ouverture des sessions de la Commission, dans le but de sensibiliser à la sécurité sanitaire des aliments toutes les parties prenantes, dans le monde entier. La Commission a également pris note de la nécessité de sensibiliser à la sécurité sanitaire des aliments et de faire connaître le Codex aux niveaux national et international et a souligné, à cet égard, qu'il convenait d'inscrire à l'ordre du jour des forums régionaux et internationaux de la FAO et de l'OMS un point permanent sur la sécurité sanitaire des aliments et le Codex.

<sup>89</sup> [CRD15](#) (observations du Sénégal).

<sup>90</sup> [CRD37](#) (proposition du Costa Rica).



**Disponibilité tardive des documents (proposition de l'Uruguay)**

265. La Commission a pris note de la proposition de l'Uruguay tendant à garantir que, lorsque des documents pertinents sont disponibles, ils soient rapidement communiqués à ses membres, notamment lorsque les documents contiennent des informations techniques devant servir de référence à un comité déterminé.

**Migration de la page web du Codex au domaine de la FAO (proposition du Chili)**

266. Faute de temps, ce point n'a pas été abordé et a été reporté à la session suivante.

**Annexe I****LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES****CHAIRPERSON - PRÉSIDENTE - PRESIDENTA**

Mrs Awilo Ochieng Pernet  
Chairperson, Codex Alimentarius Commission  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
International Affairs  
Bern  
Switzerland  
Tel: + 41 58 462 00 41  
Email: [awilo.ochieng@blv.admin.ch](mailto:awilo.ochieng@blv.admin.ch)

**VICE-CHAIRPERSONS – VICE-PRÉSIDENTS – VICEPRESIDENTES**

Dr Guilherme Antonio Costa Junior  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministerios Bl.D Ed.Sede 3 andar-Sala 300  
Brasília  
Brazil  
Email: [guilherme.costa@agricultura.gov.br](mailto:guilherme.costa@agricultura.gov.br)

Dr Yayoi Tsujiyama  
Director for International Affairs  
Food Safety Policy Division

Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3502-8732  
Email: [yayoi\\_tsujiyama170@maff.go.jp](mailto:yayoi_tsujiyama170@maff.go.jp)

Dr Mahamadou Sako  
Directeur Général par intérim  
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique  
Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
Centre Commercial, Rue 305 Quartier du Fleuve BPE: 2362  
Bamako  
Mali  
Tel: +223 20230188 /+ 223 66 79997  
Email: [mahamadousako@yahoo.fr](mailto:mahamadousako@yahoo.fr)

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS  
ÉTATS MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES  
ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS**

**ANGOLA**

Dr Maria Antónia Sanazenge  
2ª Vice-Presidente do Codex  
Instituto Nacional de Saúde Pública  
Codex-Angola/Ministério da Saúde  
Rua Amilcar Cabral, Instituto Nacional de saúde  
Pública  
Luanda  
Angola  
Tel: +244 923 65 36 95  
Email: [sanazenge@hotmail.com](mailto:sanazenge@hotmail.com)

Mr Carlos Amaral  
Deputy Permanent Representative  
Embassy of Angola  
Via Druso 39  
Rome  
Italy  
Email: [carlosamaral@gmail.com](mailto:carlosamaral@gmail.com)

Mr Manuel Do Nascimento  
Trade Representative of Angola  
Embassy of Angola  
Via Druso 39  
Rome  
Italy  
Email: [papalala1952@hotmail.com](mailto:papalala1952@hotmail.com)

Mr Franco Gamboa Cardoso  
Multilateral Assistant  
Embassy of Angola  
Via Druso 39  
Rome  
Italy  
Email: [gf@angolitrc.com](mailto:gf@angolitrc.com)

Mr Angelo Rafael  
Counsellor  
Embassy of Angola  
Via Druso 41  
Rome  
Angola  
Email: [rafaelangelo856@gmail.com](mailto:rafaelangelo856@gmail.com)

**ANTIGUA AND BARBUDA - ANTIGUA-ET-BARBUDA  
- ANTIGUA Y BARBUDA**

Mrs Dianne Lalla-Rodrigues  
Director  
Antigua and Barbuda Bureau of Standards  
Old Parham Road P O Box 1550  
St. John's  
Antigua and Barbuda  
Tel: 1 (268) 5624011  
Email: [dianne.rodriques@ab.gov.ag](mailto:dianne.rodriques@ab.gov.ag)

**ARGENTINA - ARGENTINE**

Ms Gabriela Alejandra Catalani  
Director  
Cooperación y Negociaciones Bilaterales  
Ministerio de Agroindustria  
Azopardo 1025. Piso 11. Oficina 1  
Buenos Aires  
Argentina  
Tel: +54 11 4363 6290  
Email: [gcatal@magyp.gob.ar](mailto:gcatal@magyp.gob.ar)

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

Mr Greg Read  
First Assistant Secretary, Exports Division  
Department of Agriculture and Water Resources  
GPO Box 858  
Canberra ACT  
Australia  
Tel: +61 2 6272 3594  
Email: [greg.read@agriculture.gov.au](mailto:greg.read@agriculture.gov.au)

Ms Ann Backhouse  
Director Codex International Standards  
Department of Agriculture and Water Resources  
GPO Box 858  
Canberra ACT  
Australia  
Tel: +61 2 6272 5692  
Email: [ann.backhouse@agriculture.gov.au](mailto:ann.backhouse@agriculture.gov.au)

**AUSTRIA - AUTRICHE**

Mrs Bettina Brandtner  
Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment  
and Water Management  
Stubenring 1  
Vienna  
Austria  
Tel: +43 1 71100-606713  
Email: [bettina.brandtner@bmlfuw.gv.at](mailto:bettina.brandtner@bmlfuw.gv.at)

Mrs Lisa-Maria Urban  
Executive Officer  
Federal Ministry of Health  
Vienna  
Austria  
Tel: +43171100 644793  
Email: [lisa-maria.urban@bmg.gv.at](mailto:lisa-maria.urban@bmg.gv.at)

Mr Karl Schober  
 Animal Products  
 Ministry Agriculture Forestry Environment and Water  
 Management  
 Stubenring 1  
 Vienna  
 Austria  
 Tel: 0043 1 71100 602844  
 Email: [karl.schober@bmlfuw.gv.at](mailto:karl.schober@bmlfuw.gv.at)

#### **BAHAMAS**

Ms Rachel Williams  
 Senior Microbiologist  
 Marine Resources  
 Ministry of Agriculture  
 PO Box 3028  
 Nassau  
 Bahamas  
 Tel: 242 361 3985  
 Email: [rachelwilliams@bahamas.gov.bs](mailto:rachelwilliams@bahamas.gov.bs)

#### **BARBADOS - BARBADE**

Mrs Anthea Ishmael  
 Director (Ag)  
 Barbados National Standards Institution  
 Flodden, Culloden Road St. Michael  
 Barbados  
 Tel: (246) 426 3870  
 Email: [aishmael@bnsi.com.bb](mailto:aishmael@bnsi.com.bb)

#### **BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA**

Mr Carl Berthot  
 General Advisor  
 Food, Feed and Other Consumption Products  
 FPS Public Health, Food Chain Safety and Environment  
 Eurostation - Place Victor Horta, 40 boîte 10  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +3225247369  
 Email: [codex.be@health.belgium.be](mailto:codex.be@health.belgium.be)

Mr Johan Hallaert  
 Directeur Politique Alimentaire  
 Politique Alimentaire  
 FEVIA - Fédération de l'industrie alimentaire  
 Avenue des Arts 43  
 Bruxelles  
 Belgium  
 Tel: +3225501760  
 Email: [jh@fevia.be](mailto:jh@fevia.be)

Mr Leslie Lambregts  
 Directeur International Zaken  
 DG Controlebeleid  
 Federal Agency for the Safety of the Food Chain  
 Kruidtuinlaan, 55  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +3222118622  
 Email: [leslie.lambregts@favv.be](mailto:leslie.lambregts@favv.be)

Mr Luc Ogiers  
 Director  
 General Directorate International Economy  
 FPS Economy, SME  
 Rue du Progrès, 50  
 Bruxelles  
 Belgium  
 Tel: +3222777481  
 Email: [luc.ogiers@economie.fgov.be](mailto:luc.ogiers@economie.fgov.be)

#### **BELIZE - BELICE**

Dr Miguel Figueroa  
 Director  
 Food Safety Services  
 Belize Agricultural Health Authority  
 Saint Joseph and Saint Thomas Streets  
 Belize  
 Tel: +1 (501) 224-4794  
 Email: [miguel.figueroa@baha.org.bz](mailto:miguel.figueroa@baha.org.bz)

#### **BENIN - BÉNIN**

Dr Gbemenou Joselin Benoit Gnonlonfin  
 Food Safety and Nutrition Specialist  
 Benin  
 Email: [bgnonlonfin74@gmail.com](mailto:bgnonlonfin74@gmail.com)

#### **BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF) – BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) – BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)**

Ing Yamil Alejandro Mattos Villarroel  
 Jefe Nacional de Inocuidad Alimentaria  
 SENASAG  
 Trinidad  
 Bolivia (Plurinational State of)  
 Tel: (591)34623776  
 Email: [ale\\_matt13@hotmail.com](mailto:ale_matt13@hotmail.com)

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA - BOSNIE-HERZÉGOVINE - BOSNIA Y HERZEGOVINA**

Dr Dzemil Hajric  
 Director  
 Food Safety Agency  
 Kneza Visislava bb  
 Mostar  
 Bosnia and Herzegovina  
 Tel: +38736336950  
 Email: [hajric@fsa.gov.ba](mailto:hajric@fsa.gov.ba)

#### **BOTSWANA**

Ms Malebogo Ralefala  
 Senior Research Scientist  
 Food Microbiology and Biotechnology  
 National Food Technology Research Centre  
 Private Bag 008 1840 Mpuutsane Industrial Area  
 Lobatse Road Kanye  
 Botswana  
 Tel: 00267 544 5540  
 Email: [Malebogo@naftec.org](mailto:Malebogo@naftec.org)

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

Ms Gianina Müller Pozzebon  
 Alternate Permanent Representative of Brazil to FAO,  
 WFP and IFAD  
 Permanent Representation of Brazil to the United  
 Nations Rome-based Agencies for Food and Agriculture  
 Via Santa Maria dell' Anima, 32  
 00186 Rome  
 Italy  
 Tel: + 39 06 68307576/06 6789353  
 Email: [gianina.pozzebon@itamaraty.gov.br](mailto:gianina.pozzebon@itamaraty.gov.br)

Mr Carlos Amorim  
 Director of External Relations  
 Associação Brasileira de Normas Técnicas (ABNT)  
 Rua Minas Gerais, 190  
 São Paulo  
 Brazil  
 Tel: +55 (11) 3017-3618  
 Email: [csamorim@abnt.org.br](mailto:csamorim@abnt.org.br)

Ms Thalita Lima  
 General Manager of the Food Office  
 Brazilian Health Regulatory Agency - ANVISA  
 SIA Trecho 5, Área Especial 57, Bloco D, 2º andar  
 Brasília  
 Brazil  
 Tel: + 55 61 3462-6514  
 Email: [thalita.lima@anvisa.gov.br](mailto:thalita.lima@anvisa.gov.br)

Mr Rogério Pereira Da Silva  
 Coordinator for Codex Alimentarius Matters  
 Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
 Esplanada dos Ministérios, Bloco "D", Edifício Sede,  
 3º andar, sala 349,  
 Brasília  
 Brazil  
 Tel: +55 61 3218-2416  
 Email: [rogerio.silva@agricultura.gov.br](mailto:rogerio.silva@agricultura.gov.br)

Ms Bianca Zimon  
 Health Regulation Expert  
 Brazilian Health Regulatory Agency - ANVISA  
 SIA Trecho 5, Área Especial 57, Bloco D, 2º andar  
 Brasília  
 Brazil  
 Tel: +55 (61) 3462 6894  
 Email: [bianca.zimon@anvisa.gov.br](mailto:bianca.zimon@anvisa.gov.br)

**BURKINA FASO**

Ms Alice Sidibe Anago  
 Permanente Representative  
 Embassy of Burkina Faso  
 Email: [g\\_anago@yahoo.fr](mailto:g_anago@yahoo.fr)

**BURUNDI**

Mr Jean Bosco Ndinduruvugo  
 Premier Conseiller  
 Embassade de Burundi  
 Via Enrico Acini 63  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0636381687  
 Email: [ambabu.roma@yahoo.fr](mailto:ambabu.roma@yahoo.fr)

**CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

Mr Charles Booto A Ngon  
 Directeur Général de l'ANOR  
 Agence des Normes et de la Qualité  
 Yaoundé  
 Cameroon  
 Tel: 00237 222206368  
 Email: [bootoangon@yahoo.fr](mailto:bootoangon@yahoo.fr)

Mr Polycarpe Ateba  
 Chef de Division du Développement de la Qualité  
 Ministère des Mines, de l'Industrie et du  
 Développement Technologique  
 Yaoundé  
 Cameroon  
 Tel: +237 677 69 72 87  
 Email: [pateba@ymail.com](mailto:pateba@ymail.com)

Mr Awal Mohamadou  
 Chargé d'étude assistant  
 Direction Générale  
 Agence des Normes et de la Qualité  
 Yaoundé  
 Cameroon  
 Tel: +237 699420780  
 Email: [moawaln@yahoo.fr](mailto:moawaln@yahoo.fr)

Mr Medi MOUNGUI  
 Représentant Permanent adjoint auprès de la FAO  
 Ambassade de la République du Cameroun  
 Rome  
 Italy  
 Email: [medimoungui@yahoo.fr](mailto:medimoungui@yahoo.fr)

Mr Pouedogo  
 Chargé d'étude, Membre du Comité National du Codex  
 Direction de l'Industrie et du Commerce  
 Services du Premier Ministre  
 Yaoundé  
 Cameroon  
 Tel: 00237 699897733  
 Email: [pouedo@yahoo.com](mailto:pouedo@yahoo.com)

**CANADA - CANADÁ**

Dr Richard Arsenault  
 Executive Director  
 Domestic Food Safety Systems and Meat Hygiene  
 Directorate  
 Canadian Food Inspection Agency  
 1400 Merivale Road, Tower 1, floor 6  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-773-6156  
 Email: [richard.arsenault@inspection.gc.ca](mailto:richard.arsenault@inspection.gc.ca)

Ms Pamela Harrod  
 General Counsel  
 Dairy Farmers of Canada  
 21 Florence Street  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-236-9997  
 Email: [pamela.harrod@dfc-plc.ca](mailto:pamela.harrod@dfc-plc.ca)

Ms Nancy Ing  
 Regulatory Policy & Risk Management Specialist  
 Bureau of Policy, Intergovernmental and International  
 Affairs  
 Health Canada  
 251 Sir Frederick Banting Driveway (2204C)  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-941-5163  
 Email: [nancy.ing@hc-sc.gc.ca](mailto:nancy.ing@hc-sc.gc.ca)

Mrs Lyzette Lamondin  
 Executive Director  
 Food Import Export and Consumer Protection  
 Directorate  
 Canadian Food Inspection Agency  
 1400 Merivale Rd. Tower2, floor 6, room 350  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-773-6189  
 Email: [Lyzette.Lamondin@Inspection.gc.ca](mailto:Lyzette.Lamondin@Inspection.gc.ca)

Ms Marie-Pierre Parenteau  
 Manager  
 International, Interagency Intergovernmental Affairs  
 Health Canada  
 251 Sir Frederick Banting Driveway, AL 2204C  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-941-4616  
 Email: [Marie-Pierre.Parenteau@hc-sc.gc.ca](mailto:Marie-Pierre.Parenteau@hc-sc.gc.ca)

Ms Anne-Christine Poulin  
 Senior Trade Policy Analyst  
 Technical Trade Policy Division  
 Agriculture and Agri-Food Canada  
 1305 Baseline Road Tower 5, Floor 5, Room 343  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-773-3561  
 Email: [Anne-Christine.Poulin@AGR.GC.CA](mailto:Anne-Christine.Poulin@AGR.GC.CA)

Mrs Amélie Vega  
 Senior Policy Analyst - Codex  
 Canadian Food Inspection Agency  
 1400 Merivale Road, T1-5-337  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-773-6018  
 Email: [amelie.vega@inspection.gc.ca](mailto:amelie.vega@inspection.gc.ca)

Mrs Alison Wereley  
 Senior Policy Analyst - Codex  
 Canadian Food Inspection Agency  
 1400 Merivale Road, Tower 2, Floor 6, Room 130  
 Ottawa  
 Canada  
 Tel: 613-773-6450  
 Email: [Alison.Wereley@Inspection.gc.ca](mailto:Alison.Wereley@Inspection.gc.ca)

**CHAD - TCHAD**

Mr Mamadi N'garkelo Gaourang  
 Secrétaire Permanent du CONCILSS  
 Ministère de l'Agriculture  
 CONACILSS  
 Secrétaire permanent du CONACILSS/Ministère de  
 l'Agriculture (Tchad)  
 N'Djamena  
 Chad  
 Tel: 00235 66389898  
 Email: [gaourang@yahoo.fr](mailto:gaourang@yahoo.fr)

**CHILE - CHILI**

Dr Michel Leporati Néron  
 Secretario Ejecutivo  
 Agencia Chilena para la Calidad e Inocuidad  
 Alimentaria, ACHIPIA  
 Ministerio de Agricultura  
 Nueva York 17, piso 4  
 Santiago  
 Chile  
 Tel: +56 2 27979900  
 Email: [michel.leporati@achipia.gob.cl](mailto:michel.leporati@achipia.gob.cl)

Ms María Alejandra Guerra Ferraz De Andrade  
 Consejera, Representante Adjunta de Chile ante FAO  
 Embajada de Chile en Italia  
 Ministerio de Relaciones Exteriores  
 Viale Liegi 21, 00198  
 Roma  
 Italy  
 Tel: + 39 06 844091  
 Email: [aguerra@minrel.gob.cl](mailto:aguerra@minrel.gob.cl)

Ms Ana Cristina Canales Gómez  
 Asesor  
 Dirección  
 Ministerio de Relaciones Exteriores  
 Teatino 180, piso 11  
 Santiago  
 Chile  
 Tel: +56 2 28275237  
 Email: [acanales@direcon.gob.cl](mailto:acanales@direcon.gob.cl)

Ms Roxana Vera Muñoz  
 Coordinadora Unidad de Acuerdos Subdepartamento  
 de Negociaciones División de Asuntos Internacionales  
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
 Ministerio de Agricultura  
 Bulnes 140, piso 5.  
 Santiago  
 Chile  
 Tel: +56 2 23451167  
 Email: [roxana.vera@sag.gob.cl](mailto:roxana.vera@sag.gob.cl)

Ms Margarita María Vigneaux Roa  
 Asesora Asuntos Multilaterales  
 Embajada de Chile en Italia  
 Ministerio de Relaciones Exteriores  
 Viale Liegi 21, 00198  
 Roma  
 Italy  
 Tel: Tel. + 39 06 844091  
 Email: [mvigneaux@minrel.gob.cl](mailto:mvigneaux@minrel.gob.cl)

#### CHINA - CHINE

Prof Junshi Chen  
 Researcher  
 China National Center for Food Safety Risk  
 Assessment  
 29 Nanwei Road, Xuanwu District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-83132922  
 Email: [chenjunshi@cfsa.net.cn](mailto:chenjunshi@cfsa.net.cn)

Mr Zhiqiang Zhang  
 Deputy Director-General  
 Department of Food Safety Standards,  
 Risk Surveillance and Assessment  
 National Health and Family Planning Commission, PRC  
 NO.1 South Road Xizhimenwai  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-68792613  
 Email: [Zhangzq215@126.com](mailto:Zhangzq215@126.com)

Mr Linye Cong  
 Deputy Director  
 General Administration of Quality Supervision,  
 Inspection and Quarantine of the P.R. China (AQSIQ)  
 No. Madian East Rd, Haidian District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-82262425  
 Email: [congly@aqsiq.gov.cn](mailto:congly@aqsiq.gov.cn)

Mr Guoqiang Gong  
 Deputy Director  
 National Health and Family Planning Commission of the  
 People's Republic of China  
 No.1, Nan Road, Xizhimenwai, Xicheng District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-68792985  
 Email: [gongqq@nhfpc.gov.cn](mailto:gongqq@nhfpc.gov.cn)

Mr Fazhong Jin  
 Deputy Director-General  
 Bureau of Quality and Safety Supervision for Agro-  
 products, Ministry of Agriculture, China  
 No.11, Nong Zhan Guan Nanli,  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-59193156  
 Email: [scszlc@agri.gov.cn](mailto:scszlc@agri.gov.cn)

Prof Peiwu Li  
 Director  
 Oilcrops Research Institute, Chinese Academy of  
 Agricultural Science  
 No.2 Xu Dong 2nd Road  
 Wuhan  
 China  
 Tel: +86-27-86812943  
 Email: [Lipeiwu@caas.cn](mailto:Lipeiwu@caas.cn)

Mr Fugen Li  
 Senior Agronomist  
 Institute for the Control of Agrochemicals, MOA,  
 P.R.China  
 MaiZiDian Street No.22, ChaoYang District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-59194739  
 Email: [lifugen@agri.gov.cn](mailto:lifugen@agri.gov.cn)

Mr Le Li  
 Vice-director  
 Quality and Standards Research Center,  
 Chinese Academy of Fishery Sciences  
 Qingta No.150, Yongding Road South, Fengtai District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-68673928  
 Email: [lil@cafs.ac.cn](mailto:lil@cafs.ac.cn)

Dr Sau King Carole Tam  
 Head (RAS)  
 Centre for Food Safety, Food and Environmental  
 Hygiene Department, HKSAR Government  
 43/F, Queensway Government Offices, 66 Queensway  
 HongKong  
 China  
 Tel: +852-28675526  
 Email: [cstam@fehd.gov.hk](mailto:cstam@fehd.gov.hk)

Ms Jing Tian  
 Associate Researcher  
 China National Center for Food Safety Risk  
 Assessment  
 Building 2, No.37 Guangqu Road, Chaoyang District  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-52165402  
 Email: [tianjing@cfsa.net.cn](mailto:tianjing@cfsa.net.cn)

Mr Fengzhong Wang  
Deputy Director General  
Institute of Food Science and Technology, Chinese  
Academy of Agricultural Science  
No. 1 Nunda South Road, Xibeiwang, Haidian District  
Beijing  
China  
Tel: +86-10-62817417  
Email: [wangfegzhong@caas.cn](mailto:wangfegzhong@caas.cn)

Mr Qiang Wang  
Director of the Institute  
Zhejiang Academy of Agricultural Sciences  
Sciences, NO.198, Shiqiao Road, Zhejiang  
Hangzhou  
China  
Tel: +86-571-86404356  
Email: [wq13575733860@126.com](mailto:wq13575733860@126.com)

Mr Xuewan Xu  
Deputy Division Director  
Development Center of Science and Technology, MOA  
Nongfengdasha, no.96 Dongsanhuannanlu, Chaoyang  
District  
Beijing  
China  
Tel: +86-10-59199375  
Email: [xuxuewan@126.com](mailto:xuxuewan@126.com)

Ms Chung Wan Joan Yau  
Scientific Officer  
Centre for Food Safety, Food and Environmental  
Hygiene Department, HKSAR Government  
3/F, 4 Hospital Road, Sai Ying Pun, HKSAR  
HongKong  
China  
Tel: +852-39622067  
Email: [jcwyau@fehd.gov.hk](mailto:jcwyau@fehd.gov.hk)

#### **COLOMBIA - COLOMBIE**

Ing Javier Muñoz Ibarra  
Asesor MinCIT  
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo  
Bogota  
Colombia  
Tel: Teléfono: 6067676, ext. 1205  
Email: [jmunoz@mincit.gov.co](mailto:jmunoz@mincit.gov.co)

Ing María Del Pilar Santofimio  
Food Engineer "Official Food Inspection Functionary"  
INVIMA  
Carrera 10 Número 64 - 28  
Colombia  
Email: [msantofimios@invima.gov.co](mailto:msantofimios@invima.gov.co)

Mr Felipe Steinert  
First Secretary  
Embajada de Colombia  
Via G. Pisanelli 4  
Roma  
Italy  
Email: [felipe.steinert@cancilleria.gov.co](mailto:felipe.steinert@cancilleria.gov.co)

#### **COSTA RICA**

Ms Isabel Cristina Araya Badilla  
Directora  
Dirección Mejora Regulatoria y Reglamentación  
Técnica  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
San José  
Costa Rica  
Tel: (506) 2291-1936  
Email: [iaraya@meic.go.cr](mailto:iaraya@meic.go.cr)

Mr Lorenzo Daniele  
Pasante  
Misión Permanente de Costa Rica ante las Agencias de  
Naciones Unidas con sede en Roma.  
Largo Ecuador 6  
Roma  
Italy  
Tel: (0039) 0680660390  
Email: [miscr-fao@rree.go.cr](mailto:miscr-fao@rree.go.cr)

Mr Pablo Innecken Zúñiga  
Segundo Secretario de la Misión en Roma  
Misión Permanente de Costa Rica ante los organismos  
de la ONU-Roma  
Largo Ecuador 6  
Roma  
Italy  
Tel: (0039) 0680660390  
Email: [pinnecken@rree.go.cr](mailto:pinnecken@rree.go.cr)

Mrs Maria Jose Sansalone  
Representante  
Misión Permanente de Costa Rica ante las Agencias de  
Naciones Unidas con sede en Roma  
Largo Ecuador 6  
Roma  
Italy  
Tel: (0039) 0680660390  
Email: [miscr-fao@rree.go.cr](mailto:miscr-fao@rree.go.cr)

#### **CUBA**

Dr Hortensia Nancy Fernández Rodríguez  
Directora General  
Oficina Nacional de Normalización (NC)  
Calle E #261 entre 11y 13. Vedado  
La Habana  
Cuba  
Tel: 537 8300022  
Email: [nc@ncnorma.cu](mailto:nc@ncnorma.cu)

Mrs Rebeca Cutie Caneino  
Deputy Permanent Representantative  
Cuban Embassy  
Email: [adjuntocuba@ecuitalia.it](mailto:adjuntocuba@ecuitalia.it)



Ing Gabriel Lahens Espinosa  
 Director de Regulaciones Técnicas y Control de la  
 Calidad  
 Departamento de Regulaciones Técnicas  
 Ministerio Comercio Exterior y la Inversión Extranjera  
 (MINCEX)  
 Infanta, esquina 23. Vedado  
 La Habana  
 Cuba  
 Tel: 537 8380364  
 Email: [nc@ncnorma.cu](mailto:nc@ncnorma.cu)

Dr Mayra Martí Pérez  
 Jefa

Departamento Higiene de Alimentos y Nutrición  
 Ministerio Salud Pública de Cuba (MINSAP)  
 23 entre M y N. Vedado  
 La Habana  
 Cuba  
 Tel: 537 8330267  
 Email: [nc@ncnorma.cu](mailto:nc@ncnorma.cu)

Mrs Iliana Milagros Montero Pacheco  
 Director del CNICA  
 Centro Nacional de Inspección y calidad de los  
 alimentos  
 Avenida Independencia # 4904 km 3 ½. Municipio  
 Cerro  
 La Habana  
 Cuba  
 Tel: 052862720  
 Email: [nc@ncnorma.cu](mailto:nc@ncnorma.cu)

#### **CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE**

Dr Anna Kouppari  
 Chief Agricultural Officer  
 Ministry of Agriculture, Rural Development and  
 Environment  
 Strovolos  
 Cyprus  
 Tel: 0035799646858  
 Email: [akouppari@da.moa.gov.cy](mailto:akouppari@da.moa.gov.cy)

Mr George F. Poulides  
 Ambassador, Permanent Representative  
 Permanent Representation of the Republic of Cyprus to  
 the UN Agencies in Rome  
 Rome  
 Italy  
 Email: [faoprcyp@tin.it](mailto:faoprcyp@tin.it)

Mr Spyridon Ellinas  
 Agricultural Attaché/Alternate Permanent  
 Representative of the Republic of Cyprus to the UN  
 Agencies, Rome  
 Permanent Representation to the UN Agencies  
 Rome  
 Italy  
 Email: [faoprcyp@tin.it](mailto:faoprcyp@tin.it)

#### **CZECH REPUBLIC - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE - REPÚBLICA CHECA**

Dr Dana Triskova  
 Head of Food Chain Unit  
 Department of Foodstuffs  
 Ministry of Agriculture of the Czech Republic  
 Tesnov 17  
 Prague 1  
 Czech Republic  
 Tel: +420725772533  
 Email: [dana.triskova@mze.cz](mailto:dana.triskova@mze.cz)

#### **CÔTE D'IVOIRE**

Mr Anon Bertin  
 Directeur des Productions Vivrières et de la Sécurité  
 Alimentaire  
 Point de Contact du Codex Alimentarius Côte d'Ivoire  
 Abidjan  
 Côte d'Ivoire  
 Tel: +225 07 68 71 94 / 20 22 24 81  
 Email: [anonbertin@yahoo.fr](mailto:anonbertin@yahoo.fr)

Mr Brou Comoe Marius Rodriguense  
 Président du Conseil d'Administration  
 Fédération des Associations de Consommateurs Actifs  
 de Côte d'Ivoire (FACACI)  
 Abidjan  
 Côte d'Ivoire  
 Email: [micopci@yahoo.fr](mailto:micopci@yahoo.fr)

Prof Ardjouma Dembele  
 Directeur General du Laboratoire National d'Appui au  
 Developpement Agricole  
 LANADA  
 Abidjan  
 Côte d'Ivoire  
 Email: [ardjouma@yahoo.fr](mailto:ardjouma@yahoo.fr)

Mr Kouame Kanga  
 Permanent Representative  
 Embassy of Cote d'Ivoire  
 Email: [kcom1@yahoo.fr](mailto:kcom1@yahoo.fr)

Mrs Patricia N Goran-theckly  
 Directeur Coordonnateur Programme National de  
 Nutrition  
 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique  
 Abidjan  
 Côte d'Ivoire  
 Tel: +225 07794541  
 Email: [patricianty@yahoo.fr](mailto:patricianty@yahoo.fr)

#### **DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE REPÚBLICA POPULAR DEMOCRÁTICA DE COREA**

Mr Song Chol Rim  
 Deputy Permanent Rep. to FAO  
 Embassy of Democratic People's Republic of Korea  
 Email: [ekodpr@alice.it](mailto:ekodpr@alice.it)

Mr Jong Hyok Kim  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Democratic People's Republic of Korea  
 Email: [ekodpr@alice.it](mailto:ekodpr@alice.it)

**DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA**

Mr Knud Østergaard  
 Head of Division  
 International Coordination  
 Danish Veterinary and Food Administration  
 Stationsparken 33  
 Glostrup  
 Denmark  
 Tel: +45 7227 6705  
 Email: [koe@fvst.dk](mailto:koe@fvst.dk)

Mr Claus Heggum  
 Technical Adviser  
 Danish Agriculture and Food Council  
 Axelborg 3  
 Copenhagen V  
 Denmark  
 Tel: +45 4028 6594  
 Email: [chg@lf.dk](mailto:chg@lf.dk)

Mrs Linda Jensen  
 Chief Adviser, Food Scientist  
 Danish Agriculture and Food Council  
 Axeltorv 3  
 Copenhagen V  
 Denmark  
 Tel: +45 33394000  
 Email: [lmj@lf.dk](mailto:lmj@lf.dk)

Mrs Jytte Kjærgaard  
 Head of Section  
 International Coordination  
 Danish Veterinary and Food Administration  
 Stationsparken 33  
 Glostrup  
 Denmark  
 Tel: +45 7227 6705  
 Email: [jk@fvst.dk](mailto:jk@fvst.dk)

**DJIBOUTI**

Mrs Ron Osman Omar  
 Secrétaire Générale  
 Commerce  
 Ministère du commerce  
 Cité Ministérielle  
 Djibouti  
 Tel: 00253 21 325 442  
 Email: [ronosman@yahoo.fr](mailto:ronosman@yahoo.fr)

**DOMINICA - DOMINIQUE**

Mr Ryan Anselm  
 Plant Protection & Quarantine Officer  
 Plant Protection & Quarantine Unit  
 Ministry of Agriculture and Fisheries  
 Botanical Gardens  
 Roseau  
 Dominica  
 Tel: 1 (767) 266 3820  
 Email: [rlanselm@gmail.com](mailto:rlanselm@gmail.com)

**DOMINICAN REPUBLIC -  
 RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -  
 REPÚBLICA DOMINICANA**

Dr Fátima Del Rosario Cabrera T.  
 Encargada  
 Departamento de Alimentos en Dirección General de  
 Medicamentos, Alimentos y Productos Sanitarios  
 Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social (MSP)  
 Ave. H. Homero Hernández esq. Ave. Tiradentes, Ens.  
 La Fe  
 Santo Domingo, D.N.  
 Dominican Republic  
 Tel: +18098562151  
 Email: [codexsespas@yahoo.com](mailto:codexsespas@yahoo.com)

Mr Mario Arvelo  
 Embajador, Representante Permanente  
 Misión Permanente Republica Dominicana  
 Lungotevere dei Sangallo, 1  
 Roma  
 Italy  
 Tel: 066875850  
 Email: [marioarvelo@marioarvelo.com](mailto:marioarvelo@marioarvelo.com)

Mrs Diana Infante Quinones  
 Consejera, Representante Alternativa  
 Misión Permanente Republica Dominicana FAO  
 Lungotevere dei Sangallo 1  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 066875850  
 Email: [dianainfanteq@gmail.com](mailto:dianainfanteq@gmail.com)

Mrs Maria Cristina Laureano  
 Primera Secretaria, Representante Alternativa  
 Misión Permanente Republica Dominicana FAO  
 Lungotevere dei Sangallo 1  
 Roma  
 Italy  
 Tel: 066875850  
 Email: [marialaureano313@gmail.com](mailto:marialaureano313@gmail.com)

Mr Raúl Peralta  
 Director Departamento de Inocuidad Agroalimentaria  
 Departamento de Inocuidad Agroalimentaria (DIA)  
 Ministerio de Agricultura  
 Av. John F. Kennedy, Urb. Los Jardines del Norte, Km  
 6 1/2  
 Santo Domingo  
 Dominican Republic  
 Tel: 809-547-3888, ext. 6024  
 Email: [codexsespas@yahoo.com](mailto:codexsespas@yahoo.com)

Ms Julia Vicioso  
 Ministra Consejera, Representante Alternativa  
 Misión Permanente Republica Dominicana  
 Lungotevere dei Sangallo 1  
 Roma  
 Italy  
 Tel: 066875850  
 Email: [juliavicioso@gmail.com](mailto:juliavicioso@gmail.com)

**ECUADOR - ÉQUATEUR**

Ing Rommel Aníbal Betancourt Herrera  
 Coordinador General de Inocuidad de los Alimentos  
 Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad  
 del Agro - AGROCALIDAD  
 Avenida Eloy Alfaro y Amazonas  
 Quito  
 Ecuador  
 Tel: 593 2 567 232  
 Email: [rommel.betancourt@agrocalidad.gob.ec](mailto:rommel.betancourt@agrocalidad.gob.ec)

**EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO**

Dr Nermeen El Fadeel  
 Scientific and Regulatory Affairs Manager,  
 Egypt Region  
 Scientific Coca-Cola Company  
 1 Amin Elrahany St., Nasr City  
 Cairo  
 Egypt  
 Tel: 00222722187  
 Email: [nermeenkhalifa@outlook.com](mailto:nermeenkhalifa@outlook.com)

Ms Zienab Abdelrahman  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality (EOS)  
 Cairo  
 Egypt  
 Tel: 01069069520  
 Email: [mokhtarmohamed50@yahoo.com](mailto:mokhtarmohamed50@yahoo.com)

Ing Ahmed El-helw  
 Food Standards Specialist  
 Food Standard  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality (EOS)  
 Nasr City  
 Cairo  
 Egypt  
 Tel: 01224083536  
 Email: [helws\\_a@hotmail.com](mailto:helws_a@hotmail.com)

Dr Ahmed Fawzy Ahmed Farag  
 General Manager of Exports and Imports  
 7 Al Inshirah Alsagheer-Alagouza  
 Giza  
 Egypt  
 Tel: 01002457929

Email: [dr\\_ahmedfawzy@hotmail.com](mailto:dr_ahmedfawzy@hotmail.com)

Ing Mustafa Kasem  
 Research and Quality Affairs Manager  
 Quality Department  
 Food Industries Company  
 1 Elswah square-Saray El koba  
 Cairo  
 Egypt  
 Tel: 22845571  
 Email: [mghonamy2002@yahoo.com](mailto:mghonamy2002@yahoo.com)

**EL SALVADOR**

Ms Mariana Gómez  
 Directora  
 Punto de Contacto Codex-El Salvador  
 Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica  
 1a Calle pte., Final 41 Av. nte. No. 18, Col. Flor Blanca  
 San Salvador  
 El Salvador  
 Tel: (503) 2590-5331  
 Email: [mgomez@osartec.gob.sv](mailto:mgomez@osartec.gob.sv)

**EQUATORIAL GUINEA - GUINÉE ÉQUATORIALE - GUINEA ECUATORIAL**

Mr Silvestre Abaga Eyang  
 Director General de los Servicios Veterinarios y  
 Alimentación  
 Email: [mateonsogo@gmail.com](mailto:mateonsogo@gmail.com)

Mr Mateo Nsogo Nguere Micue  
 Consejero de la Misión Permanente de Guinea  
 Ecuatorial ante la FAO  
 Email: [mateonsogo@gmail.com](mailto:mateonsogo@gmail.com)

Mrs Cecilia Obono Ndong Nchama  
 Embajadora y Representante Permanente de Guinea  
 Ecuatorial ante la FAO en Roma  
 Email: [mateonsogo@gmail.com](mailto:mateonsogo@gmail.com)

Mr Salvador Sabas Bolekia  
 Viceministro de Agricultura  
 Email: [mateonsogo@gmail.com](mailto:mateonsogo@gmail.com)

Mrs Mercedes Seriche Wiabua  
 Segunda Secretaria de la Misión Permanente de  
 Guinea Ecuatorial ante la FAO  
 Email: [mateonsogo@gmail.com](mailto:mateonsogo@gmail.com)

**ESTONIA - ESTONIE**

Mrs Katrin Lõhmus  
 Chief specialist  
 Food Safety Department  
 Ministry of Rural Affairs  
 Lai 39/41  
 Tallinn  
 Estonia  
 Tel: +372 6256509  
 Email: [katrin.lohmus@agri.ee](mailto:katrin.lohmus@agri.ee)

**ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ**

Mr Tarekegn Tsegie Haile  
 Alternate Permanent Representative Ethiopia  
 Ethiopian Embassy Rome  
 Email: [taretsegie@gmail.com](mailto:taretsegie@gmail.com)

**EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE –  
UNIÓN EUROPEA**

Ms Ella Strickland  
Head of Unit  
Health & Food Safety Directorate-General  
European Commission  
Rue Froissart 101 - Office 02/060  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 299 30 30  
Email: [ella.strickland@ec.europa.eu](mailto:ella.strickland@ec.europa.eu)

Mr Marco Castellina  
Administrator  
DG Sante D 2  
European Commission  
Rue Froissart 101  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 229-87443  
Email: [marco.castellina@ec.europa.eu](mailto:marco.castellina@ec.europa.eu)

Ms Bernadette Klink-khachan  
Assistant - EU Codex Contact Point  
DG SANTE D 2  
European Commission  
Rue Froissart 101 2/50  
Brussels  
European Union  
Tel: 0032 2 295 79 08  
Email: [bernadette.klink-khachan@ec.europa.eu](mailto:bernadette.klink-khachan@ec.europa.eu)

Ms Barbara Moretti  
Administrator  
DG SANTE  
European Commission  
Rue Froissart 101  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 229-92362  
Email: [barbara.moretti@ec.europa.eu](mailto:barbara.moretti@ec.europa.eu)

Ms Eva Maria Zamora Escribano  
Head of Unit  
Health & Food Safety Directorate-General  
European Commission  
Rue Froissart 101 - Office 02/068  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 299 86 82  
Email: [eva-maria.zamora-escribano@ec.europa.eu](mailto:eva-maria.zamora-escribano@ec.europa.eu)

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

Ms Anne Haikonen  
Legislative Counsellor  
Ministry of Agriculture and Forestry  
P.O.Box 30 FI-00023 Government  
Helsinki  
Finland  
Tel: +358-50-3697618  
Email: [anne.haikonen@mmm.fi](mailto:anne.haikonen@mmm.fi)

Dr Marjatta Rahkio  
Veterinary Counsellor  
Ministry of Agriculture and Forestry  
P.O.Box 30 FI-00023 Government  
Helsinki  
Finland  
Tel: +358-505690522  
Email: [marjatta.rahkio@mmm.fi](mailto:marjatta.rahkio@mmm.fi)

**FRANCE - FRANCIA**

Ms Claire Servoz  
Adjointe au chef du bureau en charge de la qualité et  
de la valorisation des denrées alimentaires  
Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique  
DGCCRF  
59 boulevard Vincent Auriol  
PARIS Cedex 13  
France  
Tel: (0)1 44 97 28 76  
Email: [claire.servoz@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:claire.servoz@dgccrf.finances.gouv.fr)

Prof Michel Thibier  
Président CCGP  
Ministry of Agriculture  
5 Rue Clodion  
Paris  
France  
Tel: + 33 6 98 13 11 36  
Email: [michel.thibier@outlook.fr](mailto:michel.thibier@outlook.fr)

Ms Nathanaëlle Chéléliékian  
Adjoint au chef de secteur CIAA (Codex)  
Comité interministériel de l'agriculture et de  
l'alimentation - CIAA  
SGAE - Premier ministre  
68, rue de Bellechasse  
Paris  
France  
Tel: 0144871287  
Email: [nathanaelle.chelelekian@sgae.gouv.fr](mailto:nathanaelle.chelelekian@sgae.gouv.fr)

Ms Louise Dangy  
Official Veterinarian  
General Directorate for Food  
Ministry of Agriculture  
251 rue de Vaugirard  
Paris  
France  
Email: [louise.dangy@ensv.vetagro-sup.fr](mailto:louise.dangy@ensv.vetagro-sup.fr)

Mrs Julie Poirot  
Chef du bureau des négociations européennes et  
multilatérales  
DGAL  
MAAF  
Paris  
France  
Email: [julie.poirot@agriculture.gouv.fr](mailto:julie.poirot@agriculture.gouv.fr)

Ms Karine Simbelie  
Regulatory Affairs Director  
ATLA  
42, rue de Châteaudun  
PARIS  
France  
Email: [karine.simbelie@atla.asso.fr](mailto:karine.simbelie@atla.asso.fr)

Mr Pierre Velge  
Adjoint au chef de secteur CIAA (FAO)  
Comité interministériel de l'agriculture et de  
l'alimentation - CIAA  
SGAE - Premier ministre  
68, rue de Bellechasse  
Paris  
France  
Tel: +33 1 44 87 16 02  
Email: [Pierre.VELGE@sgae.gouv.fr](mailto:Pierre.VELGE@sgae.gouv.fr)

#### **GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

Mr Paul Ney  
Head of Division  
Federal Ministry of Food and Agriculture  
Wilhelmstr. 54  
Berlin  
Germany  
Tel: +49 30 18 529 3186  
Email: [codex.germany@bmel.bund.de](mailto:codex.germany@bmel.bund.de)

Mr Niklas Schulze Icking  
Federal Ministry of Food and Agriculture  
Wilhelmstr. 54  
Berlin  
Germany  
Tel: +49 30 18529-3515  
Email: [niklas.schulze-icking@bmel.bund.de](mailto:niklas.schulze-icking@bmel.bund.de)

Dr Christian Busse  
Deputy Head of Unit  
Federal Ministry for Food and Agriculture  
Rochusstr. 1  
Bonn  
Germany  
Tel: +49 228 99529-3270  
Email: [432@bmel.bund.de](mailto:432@bmel.bund.de)

Ms Marie Dubitsky  
Managing Director  
Maria Dubitsky Consulting GmbH  
Gottfried-Böhm-Ring 67  
München  
Germany  
Tel: +49 89 6804131  
Email: [marie@dubitsky.de](mailto:marie@dubitsky.de)

Ms Angelika Mrohs  
Managing Director  
German Federation for Food Law and Food Science  
(BLL e.V.)  
Claire-Waldoff-Straße 7  
Berlin  
Germany  
Tel: +49 30 206 143-133  
Email: [amrohs@bll.de](mailto:amrohs@bll.de)

Dr Pia Noble  
Chair of CCFNSDU  
c/o Federal Ministry of Food and Agriculture  
Rochusstr. 1  
Bonn  
Germany  
Tel: +49 228 99 529 4459  
Email: [CCNFSDU@bmel.bund.de](mailto:CCNFSDU@bmel.bund.de)

Dr Jörg Rieke  
Executive Director  
Association of the German Dairy Industry (MIV)  
Jägerstraße 51  
Berlin  
Germany  
Tel: +49 30 4030445-23  
Email: [rieke@milchindustrie.de](mailto:rieke@milchindustrie.de)

Dr Alexander Tolkach  
R&D Director  
BMI e.G. (Bavarian Dairy Industrie coop)  
Kloetzlmüllerstr. 140  
Landshut  
Germany  
Tel: +49 871 685 176  
Email: [a.tolkach@bmi-eg.com](mailto:a.tolkach@bmi-eg.com)

Ms Marie-luise Trebes  
Head of Division  
Federal Ministry of Food and Agriculture  
Rochusstr. 1  
Bonn  
Germany  
Tel: +49 228 99 529 3394  
Email: [CCNFSDU@bmel.bund.de](mailto:CCNFSDU@bmel.bund.de)

#### **GHANA**

Mr Michael Ekow Amoah  
Research Manager  
Ghana Cocoa Board  
P. O. M54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 619102  
Email: [amoah2002@yahoo.com](mailto:amoah2002@yahoo.com)

Mr William Azalekor  
Deputy Research Manager  
Quality Control Company Ltd (Ghana Cocoa Board)  
P. O. Box M 54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 267242  
Email: [wewinky2001@yahoo.com](mailto:wewinky2001@yahoo.com)

Mr Dawarnoba Baeka  
Chief Director  
Ministry of Trade and Industry  
P. O. Box MB 47  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 799019  
Email: [dbaeka@yahoo.com](mailto:dbaeka@yahoo.com)

Ms Gwendy Miranda Bannerman  
Deputy Director  
Legal Quality Control Company Ltd (Ghana Cocoa Board)  
P. O. Box M54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 202 014464  
Email: [gwendybannerman@gmail.com](mailto:gwendybannerman@gmail.com)

Mrs Priscilla Boateng  
Office of the Chief Executive  
Ghana Cocoa Board  
P. O. Box M 54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 267 267494  
Email: [enopoqu@gmail.com](mailto:enopoqu@gmail.com)

Mr Benjamin Kofi Gyasi  
Director  
Finance and Administration  
Ministry of Food and Agriculture  
Accra  
Ghana  
Tel: +233(0)208198378  
Email: [afinance80@yahoo.com](mailto:afinance80@yahoo.com)

Dr Bashiru Bawise Boi Kikimoto  
AG. Head, Public Health & Food Safety Division  
Veterinary Services Directorate  
Ministry of Food and Agriculture  
P. O. Box M. 161  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 289782  
Email: [boikikimoto@gmail.com](mailto:boikikimoto@gmail.com)

Mr Joel Cox Menka Banahene  
Senior Research Officer  
Research  
Quality Control Company Ltd (COCOBOD)  
P. O. Box M 54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 261 175420  
Email: [coxjmb@yahoo.com](mailto:coxjmb@yahoo.com)

Ms Netta Gyamfi Mensah  
Principal Research Officer  
Research  
Quality Control Company Ltd (Ghana Cocoa Board)  
P.O. Box M54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 243 464414  
Email: [nettamensah26@yahoo.com](mailto:nettamensah26@yahoo.com)

Mr Joseph Jorie Mensah-kane Jnr  
Chief Revenue Officer  
Customs Laboratory  
Customs Division Ghana Revenue Authority  
P. O. Box 68  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 208 155148  
Email: [jayjayme99@yahoo.com](mailto:jayjayme99@yahoo.com)

Mr John Oppong-otoo  
Codex Contact Point Manager  
Standards Division  
Ghana Standards Authority  
P. O. Box MB 245  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 243 785375  
Email: [codex@gsa.gov.gh](mailto:codex@gsa.gov.gh)

Dr Stephen Kwabena Opuni  
Chief Executive Officer  
Ghana Cocoa Board  
P. O. Box M 54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 208 185377  
Email: [stephenopuni@gmail.com](mailto:stephenopuni@gmail.com)

Mr Thomas Kwame Osei  
Managing Director  
Quality Control Company Ltd (Ghana Cocoa Board)  
P. O. Box M54  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 208 117073  
Email: [tkosei20@yahoo.com](mailto:tkosei20@yahoo.com)

Mr Nii Quaye-kumah  
 Alternate Permanent Representative to the Rome-  
 Based UN Food and Agriculture Organizations  
 Embassy of Ghana  
 Via Ostriana, 4  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 86219307  
 Email: [nii.quaye.kumah@gmail.com](mailto:nii.quaye.kumah@gmail.com)

Mrs Phyllis Sekyi-djan  
 Customs Laboratory HQ  
 Ghana Revenue Authority  
 P. O. Box 68  
 Accra  
 Ghana  
 Tel: +233 244 321184  
 Email: [auntieablah@yahoo.co.uk](mailto:auntieablah@yahoo.co.uk)

Mr Amadu Bukari Sorogho  
 Board Chairman  
 Ghana Standards Authority  
 P. O. Box MB 245  
 Accra  
 Ghana  
 Tel: +233 277 273131  
 Email: [passpanga@yahoo.com](mailto:passpanga@yahoo.com)

Mrs Barbara Apefa Wuttur-aseh  
 Head Legal  
 Ghana Standards Authority  
 Accra  
 Ghana  
 Tel: +233 244 238554  
 Email: [bwuttur-aseh@gsa.gov.gh](mailto:bwuttur-aseh@gsa.gov.gh)

#### **GREECE - GRÈCE - GRECIA**

Mr Alexios Marios Lyberopoulos  
 Minister Counsellor  
 Embassy of Greece  
 Rome  
 Italy  
 Email: [lyberopoulos.marios@mfa.gr](mailto:lyberopoulos.marios@mfa.gr)

Dr Danai Papanastasiou  
 Scientific Officer  
 Nutrition Policy and Research Directorate  
 Hellenic Food Authority  
 124, Kifisias Ave & 2, Iatridou str  
 Athens  
 Greece  
 Tel: 00302132145841  
 Email: [dpapanastasiou@efet.gr](mailto:dpapanastasiou@efet.gr)

#### **GRENADA - GRENADE - GRANADA**

Mr Paul Graham  
 Pest Management Officer  
 Pest Management Unit  
 Ministry of Agriculture  
 C/o Ministry of Agriculture, Forestry, Fisheries and the  
 Environment; Ministerial Complex; Botanical Gardens;  
 Tanteen  
 St. George's  
 Grenada  
 Tel: 1-473-416-2908  
 Email: [paulgraham1957@gmail.com](mailto:paulgraham1957@gmail.com)

#### **GUATEMALA**

Mrs Sylvia Wohlers De Meie  
 Representante Permanente Adjunta  
 Embajada de Guatemala  
 Via Giambattista Vico 20  
 Rome  
 Italy  
 Email: [swohlers@minex.gob.gt](mailto:swohlers@minex.gob.gt)

#### **GUINEA - GUINÉE**

Mrs Cisse Minte  
 Directrice Generale  
 Ministere Industrie-Pme et Promotion Secteur Prive  
 Institut Guineen de Normalisation et de Metrologie  
 Quartier Almamy Rue Ka 003 Bat N°819/ C-Kaloum  
 Conakry  
 Guinea  
 Tel: 00 224 622 57 23 08  
 Email: [hmciss@gmail.com](mailto:hmciss@gmail.com)

Mr Abdoulaye Traore  
 Conseiller Economique  
 Ambassade Republique de Guinee  
 Via Adelaide Ristori 9b/13  
 Rome  
 Italy  
 Email: [abdoulayetraore05@yahoo.fr](mailto:abdoulayetraore05@yahoo.fr)

#### **GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU**

Mr Injai Julio Malam  
 Directeur Général de la Sécurité Alimentaire  
 Secretariat d'Etat de la Sécurité Alimentaire  
 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
 BP-71- Bissau Palais de Gouvernement  
 Bissau  
 Guinea-Bissau  
 Tel: 00(245)662 11 82 / 542 72 29  
 Email: [jumaingw@hotmail.com](mailto:jumaingw@hotmail.com)

**GUYANA**

Mrs Andrea Mendonca  
 Technical Officer/ Codex Coordinator  
 Guyana National Bureau of Standards  
 Flat 15 Sophia Exhibition Complex Sophia

Georgetown  
 Guyana  
 Tel: 592-219-0062/65  
 Email: [codexguyana@yahoo.com](mailto:codexguyana@yahoo.com)

**HAITI - HAÏTI - HAITÍ**

Mrs Haim Corvil Joseph  
 Director of Safety  
 Ministerio de Agricultura  
 Route National 1 Damien  
 Port au prince  
 Haiti  
 Email: [haimejoseph@yahoo.es](mailto:haimejoseph@yahoo.es)

**HONDURAS**

Ing Yolandina Lambur Valle  
 Punto Focal Codex Alimentarius  
 División de Inocuidad de Alimentos  
 SENASA SAG  
 Avenida la FAO, Boulevard Miraflores, Edificio  
 SENASA  
 Tegucigalpa  
 Honduras  
 Tel: 504-2232-6213, 504-9925-1569  
 Email: [honduras.codex2013@hotmail.com](mailto:honduras.codex2013@hotmail.com)

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA**

Ms Marianna Dömölki  
 Quality Expert  
 Department of Food Processing  
 Ministry of Agriculture  
 Kossuth tér 11.  
 Budapest  
 Hungary  
 Tel: +36 1 795 3908  
 Email: [marianna.domolki@fm.gov.hu](mailto:marianna.domolki@fm.gov.hu)

Ms Dóra Egri  
 Assistant  
 Permanent Representation of Hungary to the UN Food  
 and Agriculture Agencies in Rome  
 Via dei Villini, 16  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06-4423-1952  
 Email: [hufaorep@gmail.com](mailto:hufaorep@gmail.com)

**INDIA - INDE**

Mr Ashish Bahuguna  
 Chairperson  
 DELHI  
 Food Safety and Standards Authority of India  
 FDA Bhawan, Near Bal Bhawan  
 New Delhi  
 India  
 Tel: 011-23220991  
 Email: [chairperson@fssai.gov.in](mailto:chairperson@fssai.gov.in)

Mr Tarun Bajaj  
 General Manager  
 Agricultural & Processed Food Products Export  
 Development Authority (APEDA)  
 3rd Floor, NCU Building, 3, Siri Institutional Area,  
 August Kranti Marg,  
 New Delhi  
 India  
 Tel: 91-11- 26526186  
 Email: [tarunbajaj@apeda.gov.in](mailto:tarunbajaj@apeda.gov.in)

Mr Sunil Bakshi  
 Advisor Codex  
 DELHI  
 Food Safety and Standards Authority of India  
 FDA Bhawan, Near Bal Bhawan  
 New Delhi  
 India  
 Tel: +91-11-23237439  
 Email: [sbakshi@fssai.gov.in](mailto:sbakshi@fssai.gov.in)

Ms Padmaparna Dasgupta  
 Director, Regulatory and Government Affairs  
 Kelloggs  
 Tel: 9811306509  
 Email: [parna.dasgupta@kellogg.com](mailto:parna.dasgupta@kellogg.com)

Ms Meetu Kapur  
 Executive Director  
 Confederation of Indian Industry  
 Email: [meetu.kapur@cii.in](mailto:meetu.kapur@cii.in)

Mr Perumal Karthikeyan  
 Assistant Director (Codex and Regulations)  
 Food Safety and Standards, Authority of India  
 FDA Bhawan Near Bal Bhavan Kotla Road  
 New Delhi  
 India  
 Tel: 91-11- 23237419  
 Email: [baranip@yahoo.com](mailto:baranip@yahoo.com)

**INDONESIA - INDONÉSIE**

Mr Kukuh Syaefudin Achmad  
 Deputy Director General for Standard Implementation  
 and Accreditation  
 Deputy of Standards and Accreditation  
 National Standardization Agency of Indonesia (BSN)  
 Gedung I BPPT, Lantai 10 Jl. M.H. Thamrin 8  
 Jakarta  
 Indonesia  
 Tel: +62-21-3927422  
 Email: [kukuh@bsn.go.id](mailto:kukuh@bsn.go.id)



Mrs Refina Christine  
Head of Section for Intellectual Property Right  
Trade, Industry, Investment and IPR's Directorate  
Indonesia Ministry of Foreign Affairs  
Jl. Taman Pejambon No. 6  
Jakarta  
Indonesia  
Tel: +6221 3812133  
Email: [crefina@gmail.com](mailto:crefina@gmail.com)

Prof Purwiyatno Hariyadi  
Indonesia National Codex Committee  
Department of Food Science & Technology  
Bogor Agricultural University  
IPB Campus, Darmaga  
Bogor  
Indonesia  
Tel: +62 251 8629903  
Email: [phariyadi@ipb.ac.id](mailto:phariyadi@ipb.ac.id)

Ms Lia Sugihartini  
Head of Section for Conformity Assessment  
Directorate of Fishery Product Quality and  
Diversification  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries  
Mina Bahari 3 Building, 13th Floor, Jl. Medan Merdeka  
Timur No.16 Central Jakarta  
Jakarta  
Indonesia  
Tel: +62213500187  
Email: [liaduta@yahoo.com.au](mailto:liaduta@yahoo.com.au)

Mrs Artati Widiarti  
Director of Fishery Product Quality and Diversification  
Directorate of Fishery Product Quality and  
Diversification  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries  
Mina Bahari 3 Building, 13th Floor Jl. Medan Merdeka  
Timur No. 16 Central Jakarta  
Jakarta  
Indonesia  
Tel: +62213500187  
Email: [artati.widiart77@gmail.com](mailto:artati.widiart77@gmail.com)

Prof Florentinus Winarno  
Indonesia National Codex Committee  
MBRIO BIOTEKINDO  
Mbrion Food Laboratory Pulai Armein  
Bogor  
Indonesia  
Tel: +62251 8332403  
Email: [fgwinarno@yahoo.com](mailto:fgwinarno@yahoo.com)

Mr Tinus Zainal  
Second Secretary  
Embassy of Indonesia  
Via Campania 55  
Rome  
Italy  
Tel: 3248034332  
Email: [tinus.zainal@kemlu.go.id](mailto:tinus.zainal@kemlu.go.id)

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) -  
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') -  
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Mrs Nayereh Sadat Pirouzbakht  
President  
Institute of Standards & Industrial Research of Iran  
(ISIRI)  
P.O. Box 14155-6139  
Tehran  
Iran (Islamic Republic of)  
Tel: 982188879473-4  
Email: [codex\\_office@inso.gov.ir](mailto:codex_office@inso.gov.ir)

Dr Majid Dehghan Shoar  
Ambassador, Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the Islamic Republic of  
Iran to FAO  
Via Aventina 8  
Rome  
Italy  
Tel: 0039- 065780334  
Email: [secretary1@iranrepfao.org](mailto:secretary1@iranrepfao.org)

Mr Shahin Ghorashizadeh  
Alternate, Permanent Representative to FAO  
Permanent Representation of the Islamic Republic of  
Iran to FAO  
Via Aventina 8  
Rome  
Italy  
Tel: 0039- 065780334  
Email: [secretary1@iranrepfao.org](mailto:secretary1@iranrepfao.org)

Ms Mahbon Hirbod  
Member of Committee  
Institute of Standards  
Teheran  
Iran (Islamic Republic of)  
Tel: 00982188654059  
Email: [CODEX\\_OFFICE@INSO.GOV.IR](mailto:CODEX_OFFICE@INSO.GOV.IR)

Ms Keyvandokht Pirmohammadi  
ISIRI head of Int'l Relations Office  
Institute of Standards  
Teheran  
Iran (Islamic Republic of)  
Email: [keyvandokht1@yahoo.com](mailto:keyvandokht1@yahoo.com)

Mrs Masoumehsadat Pirouzbakht  
Member of Committee  
Institute of Standards  
Teheran  
Iran (Islamic Republic of)  
Tel: 00982188654059  
Email: [codex\\_office@inso.gov.ir](mailto:codex_office@inso.gov.ir)

Mr Mohammad Shojaaddini  
Director  
Ministry of Agriculture  
Teheran  
Iran (Islamic Republic of)  
Tel: 00982188654059  
Email: [codex\\_office@inso.gov.ir](mailto:codex_office@inso.gov.ir)

Dr Mohammad Hossein Shojaee Aliabadi  
 Senior Scientific Adviser Institute of Standard & Director  
 and Laboratory Manager Faroogh Life Sciences  
 Research Laboratory  
 Institute of Standard & Industrial Research of Iran  
 No: 96; Parcham Street Tohid Square  
 Teheran  
 Iran (Islamic Republic of)  
 Tel: +0989121591766  
 Email: [farooghlab@gmail.com](mailto:farooghlab@gmail.com)

Mrs Leila Zinatbakhsh  
 Secretary, N.C.C. of IRAN, Head of Codex standards  
 cooperation group  
 Codex Secretariat of Iran  
 Institute of Standards & Industrial Research of Iran  
 (ISIRI)  
 P.O.Box 14155-6139  
 Tehran  
 Iran (Islamic Republic of)  
 Tel: 00982188654059  
 Email: [codex\\_office@inso.gov.ir](mailto:codex_office@inso.gov.ir)

#### **IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

Mr Richard Howell  
 Senior Inspector  
 Research & Codex Division  
 Department of Agriculture, Food and the Marine  
 6E Agriculture House Kildare Street Dublin 2  
 Dublin  
 Ireland  
 Tel: +353 1 6072572  
 Email: [richard.howell@agriculture.gov.ie](mailto:richard.howell@agriculture.gov.ie)

Dr Pamela Byrne  
 CEO  
 Food Safety Authority of Ireland  
 Abbey Court Lower Abbey Street  
 Dublin  
 Ireland  
 Tel: +353 1 8171315  
 Email: [pambyrne@fsai.ie](mailto:pambyrne@fsai.ie)

#### **ITALY - ITALIE - ITALIA**

Mr Ciro Impagnatiello  
 Codex Contact Point  
 Department of the European Union and International  
 Policies and of the Rural Development  
 Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies  
 Via XX Settembre, 20  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 46654058  
 Email: [c.impagnatiello@politicheagricole.it](mailto:c.impagnatiello@politicheagricole.it)

Mr Giulio Cardini  
 Department of the European Union and International  
 Policies and of the Rural Development  
 Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies  
 Via XX Settembre, 20  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0646655143  
 Email: [g.cardini@politicheagricole.it](mailto:g.cardini@politicheagricole.it)

Mrs Silvia Nicoli  
 Department of the European Union and International  
 Policies and of the Rural Development  
 Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies  
 Via XX Settembre, 20  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0646654130  
 Email: [s.nicoli@politicheagricole.it](mailto:s.nicoli@politicheagricole.it)

Dr Stefano Angotzi  
 Uff. 3° - Dirigente delle professionalità sanitarie -  
 Medico  
 Segretariato generale  
 Ministero della Salute  
 Viale Giorgio Ribotta, 5  
 Roma  
 Italy  
 Tel: +390659943710  
 Email: [s.angotzi@sanita.it](mailto:s.angotzi@sanita.it)

Dr Pier Giuseppe Facelli  
 Direttore Ufficio 3° - Prevenzione sanitaria, ricerca,  
 affari internazionali, comunicazione, alimenti,  
 veterinaria e organi collegiali  
 Segretariato generale  
 Ministero della Salute  
 Viale Giorgio Ribotta, 5  
 Roma  
 Italy  
 Tel: +390659946613  
 Email: [pg.facelli@sanita.it](mailto:pg.facelli@sanita.it)

Dr Alessandra Di Sandro  
 Direttore Ufficio 8° - Sistema di allerta, emergenze  
 alimentari e pianificazione dei controlli  
 Direzione Generale per l'Igiene e la Sicurezza degli  
 Alimenti e la Nutrizione  
 Ministero della Salute  
 Viale Giorgio Ribotta, 5  
 Roma  
 Italy  
 Tel: +3959946796  
 Email: [a.disandro@sanita.it](mailto:a.disandro@sanita.it)

Dr Pietro Noe'  
 Direttore dell'Ufficio 8° - Igiene degli alimenti ed  
 esportazione  
 Direzione Generale per l'Igiene e la Sicurezza degli  
 Alimenti e la Nutrizione  
 Ministero della Salute  
 Viale Giorgio Ribotta, 5  
 Roma  
 Italy

Tel: +390659946890  
Email: [p.no@sanita.it](mailto:p.no@sanita.it)

Dr Simone Magnino  
Dirigente - Veterinario  
Istituto Zooprofilattico Sperimentale della Lombardia e dell'Emilia Romagna "Bruno Ubertini"  
Strada Campeggi, 59  
Pavia  
Italy  
Tel: +39 0382 422006 / 526529  
Email: [simone.magnino@izsler.it](mailto:simone.magnino@izsler.it)

#### **JAMAICA - JAMAÏQUE**

Dr Linnette Peters  
Policy & Program Director  
Veterinary Public Health  
Ministry of Health  
14-16 Grenada Way RKA Building  
Jamaica  
Tel: 876-317-7872  
Email: [lpeters2010@hotmail.com](mailto:lpeters2010@hotmail.com)

#### **JAPAN - JAPON - JAPÓN**

Dr Ai Koba(sato)  
Director

Office of International Food Safety  
Department of Environmental Health and Food Safety  
Pharmaceutical Safety and Environmental Health B  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3595-2326  
Email: [codexj@mhlw.go.jp](mailto:codexj@mhlw.go.jp)

Mr Yusuke Shimizu  
Associate Director  
Food Safety Policy Division

Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1, Kasumigadeki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3502-8732  
Email: [yusuke\\_shimizu450@maff.go.jp](mailto:yusuke_shimizu450@maff.go.jp)

Ms Aya Orito-nozawa  
Section Chief  
Food Safety Policy Division  
Food Safety and Consumer Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1, Kasumigadeki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3502-8732  
Email: [aya\\_orito460@maff.go.jp](mailto:aya_orito460@maff.go.jp)

Ms Ayumi Inda  
Officer  
Office of International Food Safety  
Department of Environmental Health and Food Safety  
Pharmaceutical Safety and Environmental Health B  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3595-2326  
Email: [codexj@mhlw.go.jp](mailto:codexj@mhlw.go.jp)

Dr Hiroshi Yoshikura  
Adviser  
Department of Environmental Health and Food Safety  
Pharmaceutical Safety and Environmental Health B  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81-3-3595-2326  
Email: [codexj@mhlw.go.jp](mailto:codexj@mhlw.go.jp)

#### **JORDAN - JORDANIE - JORDANIA**

Dr Haydar Alzaben  
Director General  
Jordan Standards and Metrology Organization  
Dabouq area, #50 Khair Al-Din Al-Ma ani St.  
Amman  
Jordan  
Tel: +96265301231  
Email: [haydar.zeben@jsmo.gov.jo](mailto:haydar.zeben@jsmo.gov.jo)

Ing Fiesal R.s. Al Argan  
Permanent Representative of Jordan to UN agencies  
based in Rome  
Embassy of Jordan  
Via Giuseppe Marchi 1/p  
Rome  
Italy  
Email: [embroma@jordanembassy.it](mailto:embroma@jordanembassy.it)

Ms Rula Madanat  
Director of Accreditation and Standardization Systems  
Jordan Standards and Metrology Organization  
Dabouq area, #50 Khair Al-Din Al-Ma ani St.  
Amman  
Jordan  
Tel: +96265301238  
Email: [rula.madanat@jsmo.gov.jo](mailto:rula.madanat@jsmo.gov.jo)

#### **KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN**

Mr Matishev Aliakpar  
Chairman  
Committee for Consumer Protection of Ministry of  
National Economy of the Republic of Kazakhstan  
Orynbor Street, 8. 10th Entrance  
Astana  
Kazakhstan  
Tel: +7 (7172) 74 17 08  
Email: [vramazanov@gmail.com](mailto:vramazanov@gmail.com)

Ms Imanbayeva Dinara  
 Chief Expert  
 Office of Veterinary Inspection and Risk Analysis of the  
 Spread of Diseases  
 Committee of Veterinary Control and Supervision,  
 Ministry of Agriculture of the Republic of Kazakhstan  
 Kenessary street, 36  
 Astana  
 Kazakhstan  
 Tel: +7 (7172) 555 432  
 Email: [imanbayeva.d@minagri.gov.kz](mailto:imanbayeva.d@minagri.gov.kz)

#### **KENYA**

Mr Charles Ongwae Ogega  
 Managing Director  
 Standard Development for Kenya  
 Kenya Bureau of Standards  
 P.O. Box 54974 00200 Popo Road off Mombasa  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 20 6948000  
 Email: [ongwaec@kebs.org](mailto:ongwaec@kebs.org)

Mrs Alice Okelo Akoth Onyango  
 FAO/WHO CCAFRICA Coordinator Contact Point  
 Kenya Bureau of Standards  
 P.O.BOX 54974  
 Nairobi

Kenya  
 Tel: +254 722268 225/+254206948303  
 Email: [akothe@kebs.org](mailto:akothe@kebs.org)

Mr Njoronge Eddy  
 Director  
 ABCON LTD  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +25472127777  
 Email: [eddy@njoronge.com](mailto:eddy@njoronge.com)

Mr Charles Gachahi  
 Director  
 Standard Division  
 Kenya Bureau of Standards  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 20 6948000  
 Email: [gachahic@kebs.org](mailto:gachahic@kebs.org)

Dr Moses Gathura Gichia  
 Deputy Director of Veterinary  
 Directorate of Veterinary Services  
 P.O.Private Bag Kangemi  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254724166421  
 Email: [mosesgichia@gmail.com](mailto:mosesgichia@gmail.com)

Mr David Kipyegon Komen  
 Economist  
 National Treasury  
 3007  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: 254 722223937  
 Email: [d.komen2004@yahoo.com](mailto:d.komen2004@yahoo.com)

Dr Kimutai Maritim  
 Assistant Director  
 Project Coordination-SMAP  
 Directorate of Veterinary Services  
 Private Bag Kabete  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 722601653  
 Email: [kimutaimaritim@yahoo.co.uk](mailto:kimutaimaritim@yahoo.co.uk)

Mr Magara Mekenye  
 Head of Directorate  
 Horticultural Crops Department Authority  
 BOX 42601  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254-020-2131560  
 Email: [zmmagarah@yahoo.com](mailto:zmmagarah@yahoo.com)

Mr Fabian S. Muya  
 Alternate Permanent Representative  
 Embassy of Kenya  
 Email: [fabianmuya@gmail.com](mailto:fabianmuya@gmail.com)

Dr Kabwit Nguz  
 SMAP-Secretariat-Technical Assistant  
 Directorate of Veterinary Services  
 Private Bag 00625, Kangemi  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254-706233247  
 Email: [a.nguz@aesasmap.eu](mailto:a.nguz@aesasmap.eu)

Dr Charles Ochodo  
 Head of Veterinary Public Health and Animal  
 Veterinary Services  
 Directorate of Veterinary Services  
 Private Bag Kangemi  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 722439224  
 Email: [ochodoc@yahoo.com](mailto:ochodoc@yahoo.com)

Mr Ombajo Peter Simon Opiyo  
 Chief Executive Officer  
 Pest Control Board of Kenya  
 Box Number 13794  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 722 767647  
 Email: [peteopiyo@yahoo.com](mailto:peteopiyo@yahoo.com)

**KUWAIT - KOWEÏT**

Mr Al Bazzaz Salahuddin  
 Technical Advisor  
 Representation of the State of Kuwait  
 Via della Fonte di Fauno 26  
 Roma  
 Italy  
 Tel: 065754598  
 Email: [kuwait\\_fao@tiscali.it](mailto:kuwait_fao@tiscali.it)

**LATVIA - LETTONIE - LETONIA**

Mrs Dace Ugare  
 Deputy Director  
 Veterinary and Food Department  
 Ministry of Agriculture  
 Republikas square 2  
 Riga  
 Latvia  
 Tel: +371 29903889  
 Email: [dace.ugare@zm.gov.lv](mailto:dace.ugare@zm.gov.lv)

**LEBANON - LIBAN - LÍBANO**

Ing Lena Dargham  
 Director General  
 The Lebanese Standards Institution- LIBNOR  
 Sin El-Fil, City Rama Street, LIBNOR bldg  
 Beirut  
 Lebanon  
 Tel: +9611485927  
 Email: [libnor@libnor.org](mailto:libnor@libnor.org)

Ing Mariam Eid  
 Head of Agro-Industries Department  
 Ministry of Agriculture  
 Bir Hassan- Beirut- Ministry of Agriculture Building  
 Beirut  
 Lebanon  
 Tel: +9611824100  
 Email: [meid@agriculture.gov.lb](mailto:meid@agriculture.gov.lb)

**LESOTHO**

Mrs Mofalali Mable Malimabe  
 First Secretary/Alternate  
 Permanent Rep of Lesotho to UN Agencies  
 Embassy of the Kingdom of Lesotho  
 Via Serchio  
 Rome  
 Italy  
 Tel: + 39 06 8542496-19  
 Email: [dsqa.gov@gmail.com](mailto:dsqa.gov@gmail.com)

**LIBERIA - LIBÉRIA**

Dr Mohammed S. Sheriff  
 Permanent Representative of Liberia  
 Permanent Representation of Liberia  
 Piazzale Medaglie d'Oro 7  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0635453399  
 Email: [liberiaembassyrome1@gmail.com](mailto:liberiaembassyrome1@gmail.com)

Mr A. Haruna-rashid Kromah  
 Secretary  
 Permanent Representation of Liberia  
 Piazzale Medaglie d'Oro 7  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0635453399  
 Email: [liberiaembassyrome1@gmail.com](mailto:liberiaembassyrome1@gmail.com)

Ms Paola Tripodo  
 Secretary  
 Permanent Representation of Liberia  
 Piazzale Medaglie d'Oro 7  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0635453399  
 Email: [liberiaembassyrome1@gmail.com](mailto:liberiaembassyrome1@gmail.com)

**LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA**

Ms Loreta Malciene  
 Chief Specialist  
 Department for European Union and International  
 Affairs  
 Ministry of Agriculture of the Republic of Lithuania  
 Gedimino av. 19  
 Vilnius  
 Lithuania  
 Tel: +370 5 2391116  
 Email: [loreta.malciene@zum.lt](mailto:loreta.malciene@zum.lt)

**LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**

Mr Michel Grethen  
 Représentant permanent adjoint auprès des  
 Organisations internationales à Rome  
 Ministry of Health/Ministry of Foreign Affairs  
 Ambasciata del Lussemburgo a Roma  
  
 Via Santa Croce in Gerusalemme, 90  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06 7720 1178  
 Email: [michel.grethen@mae.etat.lu](mailto:michel.grethen@mae.etat.lu)

**MADAGASCAR**

Mr Suzelin Ratohiarijaona  
 Representant Permanente Adjoint  
 Ambassade de Madagascar  
 Via Riccardo Zandonai 84  
 Rome  
 Italy  
 Email: [r\\_suzelin@yahoo.fr](mailto:r_suzelin@yahoo.fr)

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

Ms Shamsinar Abdul Talib  
 Director of Planning, Policy Development and Codex  
 Standard  
 Food Safety and Quality Division  
 Ministry of Health Malaysia  
 Level 4, Menara Prisma, No. 26, Jalan Persiaran  
 Perdana, Precint 3  
 Putrajaya  
 Malaysia  
 Tel: +603-8885 0787  
 Email: [shamsinar@moh.gov.my](mailto:shamsinar@moh.gov.my)

Ms Zailina Abdul Majid  
 Principal Assistant Director  
 Food Safety and Quality Division  
 Ministry of Health Malaysia  
 Level 4, Menara Prisma, No. 26, Jalan Persiaran  
 Perdana, Precinct 3  
 Putrajaya  
 Malaysia  
 Tel: +603-8885 0786  
 Email: [zailina.am@moh.gov.my](mailto:zailina.am@moh.gov.my)

Mr Mohamad Nazrain Nordin  
 Alternate Permanent Representative of Malaysia to  
 FAO  
 Embassy of Malaysia  
 Via Nomentana 297  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +390684115764  
 Email: [aaa.rome@ambasciatamalaysia.it](mailto:aaa.rome@ambasciatamalaysia.it)

Mrs Azulita Salim  
 Alternate Permanent Representative of Malaysia to  
 FAO  
 Embassy of Malaysia  
 Via Nomentana 297  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +390684115764  
 Email: [aa.rome@ambasciatamalaysia.it](mailto:aa.rome@ambasciatamalaysia.it)

Dr Kanga Rani Selvaduray  
 Head of Nutrition Unit  
 Product Development and Advisory Services Division  
 Malaysian Palm Oil Board  
 No 6, Persiaran Institusi, Bandar Baru Bangi  
 Kajang, Selangor  
 Malaysia  
 Tel: +603-87694216  
 Email: [krani@mpob.gov.my](mailto:krani@mpob.gov.my)

**MALI - MALÍ**

Prof Boubacar Sidiki Cisse  
 Président du Comité National du Codex  
 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique  
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
 Centre Commercial Rue 305 Quartier du Fleuve  
 Bamako  
 Mali  
 Tel: 223 20220754/ +223 66751815  
 Email: [scodexmali@yahoo.fr](mailto:scodexmali@yahoo.fr)

Mr Mahmoud Abdoul Camara  
 Chargé du Service Central de Liaison du Codex pour le  
 Mali  
 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique  
 Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
 Centre Commercial, Rue 305 Quartier du Fleuve  
 Bamako  
 Mali  
 Tel: +223 20 22 07 54 , +223 663245  
 Email: [camara27@hotmail.com](mailto:camara27@hotmail.com)

Mr Mamadou Sogodogo  
 Second Counsellor  
 Embassy of Mali  
 Email: [m.sogodogo@diplomatie.ml](mailto:m.sogodogo@diplomatie.ml)

**MALTA - MALTE**

Mr John Attard Kingswell  
 Environmental Health Service Manager  
 Superintendent of Public Health  
 Ministry of Health  
 Floor 1, Outpatients Dept, St. Lukes Hospital  
 Pieta  
 Malta  
 Tel: 356 25953316  
 Email: [john.attard-kingswell@gov.mt](mailto:john.attard-kingswell@gov.mt)

Prof Everaldo Attard  
 Expert  
 Food Safety Commission  
 Ministry of Health  
 c/o Food Safety Commission Continental Business  
 Centre Old Railway Track  
 Sta Venera  
 Malta  
 Tel: 356 2340 2321/2  
 Email: [everaldo.attard@um.edu.mt](mailto:everaldo.attard@um.edu.mt)

Ms Ann Marie Borg  
 Senior Policy Officer  
 Permanent Representation of Malta to the EU  
 Rue Archimède 25  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +32478198469  
 Email: [ann-marie.borg@gov.mt](mailto:ann-marie.borg@gov.mt)

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

Mr Alberto Ulises Esteban Marina  
 Director General  
 Dirección General de Normas  
 Secretaría de Economía  
 Av. Puente de Tecamachalco 6 Col. Lomas de  
 Tecamachalco  
 Naucalpan de Juárez  
 Mexico  
 Tel: +52 55 52296100 Ext. 43201  
 Email: [alberto.esteban@economia.gob.mx](mailto:alberto.esteban@economia.gob.mx)

Ms Bertha Iliana Giner Chávez  
 Consultora de Asuntos Regulatorios y Corporativos  
 Investigación y Desarrollo Enriqueciendo la Vida  
 ELANCO  
 Tel: +52 871 193 5249  
 Email: [giner\\_bertha@elanco.com](mailto:giner_bertha@elanco.com)

Mr Daniel González Sesmas  
 Email: [daniel.gonzalezs@economia.gob.mx](mailto:daniel.gonzalezs@economia.gob.mx)

Mr Benito Santiago Jiménez Sauma  
 Representante Alterno  
 Embajada de Mexico  
 Via Lazzaro Spallanzani  
 Rome  
 Italy  
 Email: [bjimenez@emexitalia.it](mailto:bjimenez@emexitalia.it)

Mrs Angélica Carmina Martínez Méndez  
 Coordinadora de la Comisión de Normalización  
 Cámara Nacional de Industriales de la Leche,  
 CANILEC  
 Mario Pani No. 400, Col. Santa Fé Cuajimalpa,  
 Distrito Federal  
 Mexico  
 Tel: 525552712100  
 Email: [AngelicaKarmina.MARTINEZ@danone.com](mailto:AngelicaKarmina.MARTINEZ@danone.com)

Ing Alfonso Moncada Jiménez  
 Presidente de la Comisión de Normalización  
 Dirección General de Normalización Agroalimentaria  
 Cámara Nacional de Industriales de la Leche,  
 CANILEC  
 Av. División del Norte No. 1419, Col. Santa Cruz  
 Atoyac,  
 Distrito Federal  
 Mexico  
 Tel: +(52) (55) 5271-2100  
 Email: [amoji@prodigy.net.mx](mailto:amoji@prodigy.net.mx)

Mr Álvaro Israel Perez Vega  
 Comisionado de Operación Sanitaria  
 Secretaría de Salud  
 Comisión Federal para la Protección contra Riesgos  
 Sanitarios  
 Oklahoma no. 14, Colonia Nápoles, Delegación Benito  
 Juárez C.P. 03810  
 Ciudad de México  
 Mexico  
 Tel: +(5255) 5080 5200  
 Email: [aiperez@cofepris.gob.mx](mailto:aiperez@cofepris.gob.mx)

Ms Pamela Suárez Brito  
 Directora Ejecutiva de Programas Especiales  
 Dirección Ejecutiva de Operación Internacional  
 Comisión Federal para la Protección contra Riesgos  
 Sanitarios (COFEPRIS)  
 Oklahoma #14, Col. Nápoles  
 Distrito Federal  
 Mexico  
 Tel: 525550805389  
 Email: [psuarez@cofepris.gob.mx](mailto:psuarez@cofepris.gob.mx)

Mr Aldo Heladio Verver Y Vargas Duarte  
 Director General Adjunto  
 Comisión Federal para la Protección Contra Riesgos  
 Sanitarios  
 Oklahoma 14, Col. Napoles, Delegación Benito Juarez  
 Distrito Federal  
 Mexico  
 Tel: +52 55 50805200  
 Email: [aververyvargas@cofepris.gob.mx](mailto:aververyvargas@cofepris.gob.mx)

**MONTENEGRO - MONTÉNÉGRO**

Mr Aleksandar Drljevic  
 The First Counselor  
 Embassy of Montenegro Rome  
 Via delle Quattro Fontane 29  
 Roma  
 Italy  
 Tel: + 39 327 195 10 16  
 Email: [aleksandar.drljevic@mfa.gov.me](mailto:aleksandar.drljevic@mfa.gov.me)

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

Mrs Kadiri Khadija  
 Cadre au Service de la Normalisation  
 Agriculture  
 Office National de la Securite Sanitaire des Produits  
 Alimentaires  
 Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui Agdal  
 Rabat  
 Morocco  
 Tel: +212666496173  
 Email: [kadirik7@gmail.com](mailto:kadirik7@gmail.com)

Mr Mohammed Bachaouch  
 Secrétaire Général  
 Association Marocaine des Boissons COBOMI  
 Technopole Aéroport Mohamed V, zone industrielle  
 Nouacer  
 Casablanca  
 Morocco  
 Tel: +212 522 435107  
 Email: [mbachaouch@mena.ko.com](mailto:mbachaouch@mena.ko.com)

Mrs Sara El Habti  
 Alternate  
 Embassy of Morocco  
 via Brenta, 12  
 Rome  
 Italy  
 Email: [elhabti.sara@gmail.com](mailto:elhabti.sara@gmail.com)

Dr Brahim Karfal  
 Chef de Service de la Réglementation et des  
 Autorisations  
 Agence Nationale pour le Développement de  
 l'Aquaculture  
 Avenue Annakhil, Immeuble Les Patios, 4ème Etage,  
 Hay Ryad  
 Rabat  
 Morocco  
 Tel: +2120538099700  
 Email: [b.karfal@anda.gov.ma](mailto:b.karfal@anda.gov.ma)

Mr Mostafa Khlifa  
 Chef de section Café et Epices  
 Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches  
 Chimiques  
 25, rue Nichakra  
 Casablanca  
 Morocco  
 Tel: 00212608848589  
 Email: [khlifaloarc@gmail.com](mailto:khlifaloarc@gmail.com)

Mr Mostafa Nahi  
 Deputy Permanent Representative  
 Embassy of Morocco  
 Email: [nahidbel@gmail.com](mailto:nahidbel@gmail.com)

Mr Rachid Tadili  
 Chef du Département des Etudes et Prospection  
 Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime  
 Etablissement Autonome de Contrôle et de  
 Coordination des Exportations  
 72, Angle Boulevard Mohamed Smiha et rue Mohamed  
 El Baâmrani  
 Casablanca  
 Morocco  
 Tel: +212 618532309  
 Email: [tadili@eacce.org.ma](mailto:tadili@eacce.org.ma)

Mr Said Zantar  
 Coordinateur de l'unité de recherche sur les techniques  
 nucléaire, l'environnement et la qualité  
 Institut National de Recherche Agricole  
 78 Boulevard sidi Mohammed Ben Abdellah  
 Tangier  
 Morocco  
 Tel: 00212661758018  
 Email: [zantar\\_said@hotmail.com](mailto:zantar_said@hotmail.com)

#### **MOZAMBIQUE**

Mrs Maria Manuela Dos Santos Lucas  
 Ambassador  
 Embassy of Mozambique  
 Email: [maria.manuelalucas09@gmail.com](mailto:maria.manuelalucas09@gmail.com)

Mr Melquisedec Muapala  
 Assistant to the Ambassador  
 Embassy of Mozambique  
 Via Filippo Corridoni 14  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0637514675  
 Email: [comercial@ambasciatamozambico.it](mailto:comercial@ambasciatamozambico.it)

Ms Ana Mariza Ribeiro  
 Codex Alimentarius  
 Mozambique Embassy Rome  
 Email: [anaribeiro28@yahoo.it](mailto:anaribeiro28@yahoo.it)

#### **NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS**

Mr Martijn Weijtens  
 Chair CCEURO  
 Plant Agri Chains and Food Quality Department  
 Ministry of Economic Affairs  
 P.O. Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 70 3798950  
 Email: [info@codexalimentarius.nl](mailto:info@codexalimentarius.nl)

Ms Marie-Ange Delen  
 Coordinator Codex Alimentarius Netherlands  
 Ministry of Economic Affairs  
 PO Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 4615 2167  
 Email: [m.a.delen@minez.nl](mailto:m.a.delen@minez.nl)

Mr Robert Dautzenberg  
 Policy Officer - Member of the Dutch delegation  
 DGB2B  
 General Secretariat of the Council of the European  
 Union

Rue de la Loi/Wetstraat 175  
 Brussels  
 Belgium  
 Email: [robert.dautzenberg@consilium.europa.eu](mailto:robert.dautzenberg@consilium.europa.eu)

Mr Nicolaj Mortensen  
 Political Administrator - Member of the Dutch delegation  
 DGB 2B  
 Council of the EU/Dutch presidency  
 Rue de la Loi/Wetstraat 175  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +32 281 4806  
 Email: [nicolaj-ting.mortensen@consilium.europa.eu](mailto:nicolaj-ting.mortensen@consilium.europa.eu)

Ms Rosa Peran I Sala  
 Senior Advisor  
 Department of International Affairs  
 Ministry of Health, Welfare and Sport  
 PO Box 20350  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 46 00 00 09  
 Email: [rm.peransala@minvws.nl](mailto:rm.peransala@minvws.nl)

Mr Bert Van Geel  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 1139 8643  
 Email: [bert-van.geel@minbuza.nl](mailto:bert-van.geel@minbuza.nl)



Ms Heleen Van Rootselaar  
 Policy Officer  
 Plant Supply Chain and Food Quality Department  
 Ministry of Economic Affairs  
 PO Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 70 378 5042  
 Email: [h.vanrootselaar@minez.nl](mailto:h.vanrootselaar@minez.nl)

Ms Tanja Akesson  
 Codex Contact Point  
 Ministry of Economic Affairs  
 PO Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 2724 9788  
 Email: [t.z.akesson@minez.nl](mailto:t.z.akesson@minez.nl)

#### **NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA**

Mr Raj Rajasekar  
 Senior Programme Manager  
 Ministry for Primary Industries  
 Codex Coordinator and Contact Point for New Zealand  
 25 The terrace  
 Wellington  
 New Zealand  
 Tel: +64 4 8942576  
 Email: [raj.rajasekar@mpi.govt.nz](mailto:raj.rajasekar@mpi.govt.nz)

Mr Steve Hathaway  
 Director Food Science & Risk Assessment  
 Regulation & Assurance  
 Ministry for Primary Industries  
 25 The Terrace  
 Wellington  
 New Zealand  
 Email: [steve.hathaway@mpi.govt.nz](mailto:steve.hathaway@mpi.govt.nz)

#### **NICARAGUA**

Ms Miriam Carolina Canda Toledo  
 Punto de Contacto del Codex  
 Dirección de Normalización y Metrología  
 Ministerio de Fomento, Industria y Comercio  
 Km 6, carretera a Masaya  
 Managua  
 Nicaragua  
 Tel: +505 2489300  
 Email: [codex@mific.gob.ni](mailto:codex@mific.gob.ni)

Mr Junior Escobar Fonseca  
 Representante Alterno Ante los Organismos  
 Internacionales en Roma  
 Embajada de la República de Nicaragua en Italia  
 Via Ruffini 2/A  
 Rome  
 Italy  
 Email: [embanicitalia@gmail.com](mailto:embanicitalia@gmail.com)

Dr Mónica Robelo Raffone  
 Embajadora de le República de Nicaragua en Italia  
 Representante Permanente ante los Organismos  
 Internacionales en Roma  
 Via Ruffini 2/A  
 Rome  
 Italy  
 Email: [embanicitalia@gmail.com](mailto:embanicitalia@gmail.com)

#### **NIGERIA - NIGÉRIA**

Dr Paul Tavershima Angya  
 Ag. Director General/Chief Executive  
 Standards Organisation of Nigeria  
 52 Lome Crescent Wuse, Zone 7  
 Abuja  
 Nigeria  
 Email: [pangya2002@yahoo.com](mailto:pangya2002@yahoo.com)

Dr Yaya Olaitan Olaniran  
 Nigeria Permanent Representative to UN/FAO  
 Via Cassiodoro 2C  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39066875803  
 Email: [nigeriapermrep@email.com](mailto:nigeriapermrep@email.com)

Mrs Margaret Efiang Eshiett  
 Head, Codex Contact Point (Nigeria)  
 Standards Organisation of Nigeria  
 Plot 13/14 Victoria Arobieke Street, Off Admiralty Way,  
 Lekki Peninsula- Lekki Phase 1  
 Lagos  
 Nigeria  
 Tel: +2348023179774  
 Email: [megesciett@yahoo.com](mailto:megesciett@yahoo.com)

Mrs Oluwatoyin Motunrayo Jegede  
 Principal Science Officer  
 Health and Biomedical Science Dept.  
 Federal Ministry of Science and Technology  
 Maitama  
 Abuja  
 Nigeria  
 Tel: +23481091930624  
 Email: [linktoyenyen@yahoo.com](mailto:linktoyenyen@yahoo.com)

Mr Ibrahim Yahaya  
 Standards Officer  
 Codex Contact Point, Nigeria  
 Standards Organisation of Nigeria  
 52, Lome Crescent, Wuse, Zone 7  
 Abuja  
 Nigeria  
 Tel: +2347052694865  
 Email: [ibro736@yahoo.com](mailto:ibro736@yahoo.com)

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

Mrs Vigdis S. Veum Moellersen  
Senior Advisor  
Head Office  
Norwegian Food Safety Authority  
Felles Postmottak P.O.Box 383  
Brumunddal  
Norway  
Tel: +47 22779104  
Email: [visvm@mattilsynet.no](mailto:visvm@mattilsynet.no)

Mr Knut Berdal  
Specialist Director  
Department of Food Policy  
Ministry of Agriculture and Food  
Oslo  
Norway  
Tel: +47 22249202  
Email: [knut.berdal@lmd.dep.no](mailto:knut.berdal@lmd.dep.no)

Mr Bjørn Røthe Knudtsen  
Regional Director  
Regional Office of Trondelag-More and Romsdal  
Norwegian Food Safety Authority  
P.O Box 383  
Brumunddal  
Norway  
Tel: +4790158524  
Email: [bjrkn@mattilsynet.no](mailto:bjrkn@mattilsynet.no)

**PAKISTAN - PAKISTÁN**

Mr Alamgir Ahmad Khan  
Joint Secretary  
Ministry of National Food Security and Research  
Tel: 0092-51-9208376  
Email: [maf22@yahoo.com](mailto:maf22@yahoo.com)

**PANAMA - PANAMÁ**

Dr Yuri Huerta Vásquez  
Administrador General  
Autoridad de Protección al Consumidor y Defensa de la Competencia (ACODECO)  
Vía Ricardo J. Alfaro, Edificio Sun Tower, Piso 2  
Panama  
Tel: (507) 522-0025  
Email: [yhuerta@aupsa.gob.pa](mailto:yhuerta@aupsa.gob.pa)

Ms María De Los Angeles Escalona  
Jefa de Registro de Alimentos  
Registro de Alimentos  
Autoridad de Protección al Consumidor y Defensa de la Competencia  
Vía Ricardo J. Alfaro, Edificio Sun Tower, Piso 2  
Panama  
Tel: (507) 522-0061  
Email: [mescalona@aupsa.gob.pa](mailto:mescalona@aupsa.gob.pa)

Ms Edilma López  
Jefa del Departamento de Metrología  
Metrología  
Vía Fernandez de Córdoba,  
Plaza Córdoba  
Panama  
Tel: (507) 5101373  
Email: [elopez@acodeco.gob.pa](mailto:elopez@acodeco.gob.pa)

Mr Meredith Itzel Perez Quinzada  
Autoridad Panamena de Seguridad de Alimentos  
Email: [mperez@aupsa.gob.pa](mailto:mperez@aupsa.gob.pa)

Mr Marco Pino  
Administrador General  
Autoridad de Protección al Consumidor y Defensa de la Competencia (ACODECO)  
Vía Ricardo J. Alfaro, Edificio Sun Tower, Piso 2  
Panama  
Panama  
Tel: (507) 522-0090  
Email: [mpino@aupsa.gob.pa](mailto:mpino@aupsa.gob.pa)

**PAPUA NEW GUINEA -  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE -  
PAPUA NUEVA GUINEA**

Dr Vele Pat Ila'ava  
Secretary  
Department of Agriculture and Livestock  
P.O.Box 2033  
Port Moresby  
Papua New Guinea  
Tel: 675 76630267  
Email: [vpilaava100261@gmail.com](mailto:vpilaava100261@gmail.com)

Mr Joel Alu  
Managing Director  
National Agriculture Quarantine & Inspection Authority  
P.O.Box 741  
Port Moresby  
Papua New Guinea  
Tel: +6753112100  
Email: [JAlu@naqia.gov.pg](mailto:JAlu@naqia.gov.pg)

**PARAGUAY**

Mr Octavio Ferreira  
Director de Organismos Económicos Multilaterales  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Palma y 15 de Agosto.  
Asunción  
Paraguay  
Tel: 595 21 414 8800  
Email: [oferreira@mre.gov.py](mailto:oferreira@mre.gov.py)

Ms Ana Maria Viedma Ayala  
 Jefa de Departamento  
 Dpto. Negociaciones América Latina  
 Servicio Nacional de Calidad y Salud Animal -  
 SENACSA  
 Calle Ciencias Veterinarias 265  
 San Lorenzo  
 Paraguay  
 Tel: (+595 21) 505 727  
 Email: [roccoviedma@gmail.com](mailto:roccoviedma@gmail.com)

#### **PERU - PÉROU - PERÚ**

Mrs Mónica Patricia Saavedra Chumbe  
 Presidenta del Comité Nacional del Codex Alimentarius  
 Directora General  
 Ministerio de Salud - Dirección General de Salud  
 Ambiental e Inocuidad Alimentaria  
 Calle Las Amapolas N° 350. Urb. San Eugenio, Lince.  
 Lima  
 Peru  
 Tel: 0511-4402333  
 Email: [msaavedra@digesa.minsa.gob.pe](mailto:msaavedra@digesa.minsa.gob.pe)

#### **PHILIPPINES - FILIPINAS**

Ms Amparo C. Ampil  
 Division Chief  
 Department of Agriculture  
 Food, Agriculture and Fisheries Policy Division  
 3<sup>rd</sup> flr. Office of the Undersecretary for Policy and  
 Planning, Department of Agriculture,  
 Elliptical Rd., Diliman  
 Quezon City  
 Philippines  
 Tel: +6329267439  
 Email: [acascolan@yahoo.com](mailto:acascolan@yahoo.com)

Mr Adrian Bernie C. Candolada  
 Deputy Permanent Representative  
 Department of Foreign Affairs  
 Permanent Representation of the Republic of the  
 Philippines  
 Viale delle Medaglie d'Oro 112-114  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06-39746621  
 Email: [romepe2007@gmail.com](mailto:romepe2007@gmail.com)

Mr Alberto R Cariso Jr  
 Assistant Director  
 NFA-FDC  
 Department of Agriculture  
 Food Development Center, FTI Corner DBP AVE., FTI  
 Complex (Arca South)  
 Quezon City  
 Philippines  
 Tel: 6328384715  
 Email: [arcarisojr@gmail.com](mailto:arcarisojr@gmail.com)

Ms Candy S. Cypres  
 Third Secretary  
 Department of Foreign Affairs  
 Permanent Representation of the Republic of the  
 Philippines  
 Viale delle Medaglie d'Oro 112-114  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06-39746621  
 Email: [romepe2007@gmail.com](mailto:romepe2007@gmail.com)

Mr Lupiño J. Lazaro, Jr.  
 Agriculture Attaché  
 Department of Agriculture  
 Office of the Agriculture Attaché  
 Viale delle Medaglie d'Oro 112-114  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06-39746621  
 Email: [romepe2007@gmail.com](mailto:romepe2007@gmail.com)

Ms Perlita M. Palicpic  
 Senior Research Specialist  
 NFA- Food Development Center  
 Department of Agriculture  
 Food Development Center FTI Ave, Taguig, Metro  
 Manila  
 Philippines  
 Tel: 6328384715  
 Email: [pearlmpic@gmail.com](mailto:pearlmpic@gmail.com)

Ms Ma. Celia M. Raquepo  
 Division Chief III  
 Philippine Coconut Authority  
 Research and Development Branch  
 No. 6 Gremville Subdivision Tandang Sora  
 Quezon City  
 Philippines  
 Tel: (632) 928-45-01  
 Email: [ma.celiamr@yahoo.com](mailto:ma.celiamr@yahoo.com)

Mr Marion L. Reyes  
 Attaché  
 Department of Foreign Affairs  
 Permanent Representation of the Republic of the  
 Philippines  
 Viale delle Medaglie d'Oro 112-114  
 Rome  
 Italy  
 Tel: (+39) 06-39746621  
 Email: [romepe2007@gmail.com](mailto:romepe2007@gmail.com)

#### **POLAND - POLOGNE - POLONIA**

Ms Marzena Chacinska  
 Head  
 International Cooperation Department  
 Agricultural and Food Quality Inspection  
 30, Wspolna Str.  
 Warsaw  
 Poland  
 Tel: +48226232902  
 Email: [mchacinska@ijhars.gov.pl](mailto:mchacinska@ijhars.gov.pl)

Ms Magdalena Kowalska  
 Main expert  
 International Cooperation Department  
 Agricultural and Food Quality Inspection  
 30, Wspolna Str.  
 Warsaw  
 Poland  
 Tel: +48226232904  
 Email: [mkowalska@ijhars.gov.pl](mailto:mkowalska@ijhars.gov.pl)

**REPUBLIC OF KOREA - RÉPUBLIQUE DE CORÉE -  
 REPÚBLICA DE COREA**

Mr Jung Bae Park  
 Director General  
 Agro-Livestock and Fishery Products Safety Bureau  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-3201  
 Email: [mtb002@korea.kr](mailto:mtb002@korea.kr)

Mr Haeng Soo Cheon  
 Assistant Director  
 International Cooperation Bureau  
 Ministry of Agriculture, Food And Rural Affairs  
 94, Dasom 2-ro  
 Sejong-si  
 Republic of Korea  
 Email: [jsan506@korea.kr](mailto:jsan506@korea.kr)

Ms Jooheyh Jang  
 Researcher  
 Food Policy Coordination Division  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-2023  
 Email: [jangj@korea.kr](mailto:jangj@korea.kr)

Dr In Sun Joo  
 Senior Scientific Officer  
 Food Microbiology Division  
 National Institute of Food and Drug Safety Evaluation  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-4302  
 Email: [jis901@korea.kr](mailto:jis901@korea.kr)

Mr Dae Jin Kang  
 Director  
 Bureau of Food Integrity  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-1903  
 Email: [daejin.kang@korea.kr](mailto:daejin.kang@korea.kr)

Dr Heesun Kim  
 Senior Scientific Officer  
 Hazardous Substances Analysis Division, Seoul  
 Regional Office of Food and Drug Safety  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 212 Mokdong Joongangro, YangChungu  
 Seoul  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-2-2640-1461  
 Email: [heesun.kim@korea.kr](mailto:heesun.kim@korea.kr)

Ms Gyu Na Park  
 Deputy Director  
 Agro-Livestock and Fishery Products Policy Division  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-3220  
 Email: [gyuna@korea.kr](mailto:gyuna@korea.kr)

Dr Jong Seok Park  
 Senior Scientific Officer  
 Food Standard Division  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 187, Osongsaengmyeong 2-ro, Osong-eup,  
 Heungdeok-gu, Cheongju-si, Chungbuk  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-2415  
 Email: [johnspak@korea.kr](mailto:johnspak@korea.kr)

Ms Da Hye Park  
 Assistant Manager  
 International Trade Team  
 Korean Agency of Education, Promotion and  
 Information Service in Food, Agriculture, Forestry and  
 Fisheries  
 93, Guncheong-ro, Jochiwon-eup  
 Sejong-si  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-44-861-8874  
 Email: [pdhye@epis.or.kr](mailto:pdhye@epis.or.kr)

Mr Woo Sang Sung  
 Assistant Director  
 National Agricultural Products Quality Management  
 Service  
 Ministry of Agriculture, Food And Rural Affairs  
 141, Yongjeon-ro, Gimcheon-si, Gyeongsangbuk-do  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-10-9973-3826  
 Email: [intestament@korea.kr](mailto:intestament@korea.kr)

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

Mrs Neagu Monica Mariana  
 Director  
 Division for Food Safety of Non Animal Origin Products  
 National Sanitary Veterinary and Food Safety Authority  
 Bucharest  
 Romania  
 Email: [neagu.monica@ansvsa.ro](mailto:neagu.monica@ansvsa.ro)

**RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE RUSSIE  
- FEDERACIÓN DE RUSIA**

Dr Irina Bragina  
The Deputy Head of Rospotrebnadzor  
Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
Protection and Human Well-being (Rospotrebnadzor)  
18/5 and 7, Vadkovskiy per.  
Moscow  
Tel: +7 499 973 26 44  
Email: [Bragina\\_iv@gsen.ru](mailto:Bragina_iv@gsen.ru)

Mr Nikolay Balan  
Head of division  
International Cooperation Division  
Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
Protection and Human Well-being  
18/20, Vadkovskiy pereulok  
Moscow  
Russian Federation  
Tel: +7 499 973 3012  
Email: [balan\\_ng@gsen.ru](mailto:balan_ng@gsen.ru)

Mrs Olga Barannikova  
General Director  
Consumer Market Participants Union  
1-y Schipkovskiy per., 20, 403a  
Moscow  
Russian Federation  
Tel: +7 (499) 235-74-81  
Email: [olga.barannikova@np-supr.ru](mailto:olga.barannikova@np-supr.ru)

Mr Yaroslav Fedosov  
Head of CRA Rosselkhoznadzor  
Moscow  
Russian Federation  
Email: [CENTER@CRARF.RU](mailto:CENTER@CRARF.RU)

Mr Oleg Kobiakov  
First Counselor  
Economic Section  
Russian Mission to FAO  
Via Magenta, 19  
Rome  
Italy  
Tel: (+39 06)-902-357-44  
Email: [kobiakov@hotmail.com](mailto:kobiakov@hotmail.com)

Mr Ivan G. Konstantinopolskiy  
Third Secretary  
Permanent Mission of the Russian Federation to FAO  
and other UN Agencies in Rome  
Rome  
Italy  
Email: [asitana@mail.ru](mailto:asitana@mail.ru)

Ms Elena Melnichuk  
Vet. Specialist  
CRA Rosselkhoznadzok  
Moscow  
Russian Federation  
Email: [CENTER@CRARF.RU](mailto:CENTER@CRARF.RU)

Mrs Zoya Sereda  
Head of the Division  
Department of Health and Sanitary-Epidemiological  
Well-Being  
Ministry of Health of the Russian Federation  
3, Rakhmaninovskiy pereulok  
Moscow  
Russian Federation  
Email: [SeredaZS@rosminzdrav.ru](mailto:SeredaZS@rosminzdrav.ru)

Dr Victor Tutelian  
Director of the Institute  
Institute of Nutrition  
2/14 Ust'insky proezd  
Moscow  
Russian Federation  
Email: [tutelyan@ion.ru](mailto:tutelyan@ion.ru)

Mrs Tatiana Zavistyaeva  
Deputy Director of the Department  
Department of Science and International Cooperation  
Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
Protection and Human Well-being  
18/20, Vadkovskiy pereulok  
Moscow  
Russian Federation  
Email: [Zavistyaeva\\_ty@gsen.ru](mailto:Zavistyaeva_ty@gsen.ru)

**SAINT KITTS AND NEVIS - SAINT-KITTS-ET-NEVIS -  
SAINT KITTS Y NEVIS**

Mr Jermin Mike  
Chemist/ Standards Officer  
Bureau of Standards  
St. Kitts and Nevis Bureau of Standards  
La Guerite  
Basseterre  
Saint Kitts and Nevis  
Tel: 8694655279  
Email: [jerminemike@gmail.com](mailto:jerminemike@gmail.com)

**SAINT LUCIA - SAINTE LUCIE - SANTA LUCÍA**

Ms Tzarmallah Haynes  
Head of Department  
Standards Development  
Saint Lucia Bureau of Standards  
Bisee Industrial Estate  
Castries  
Saint Lucia  
Tel: 17584530049  
Email: [T.HAYNES@slbs.org](mailto:T.HAYNES@slbs.org)

**SAN MARINO - SAINT-MARIN**

Mrs Daniela Rotondaro  
Ambassador. Permanente Representative  
Embassy of San Marino  
Roma  
Italy  
Email: [asmarino@ambrsm.it](mailto:asmarino@ambrsm.it)

Mr Marco Ciambotta  
 Consultant  
 San Marino Embassy  
 Via Elonora Duse, n. 35  
 Roma  
 Italy  
 Email: [asmarino@ambrsm.it](mailto:asmarino@ambrsm.it)

Mrs Marina Emiliani  
 Counsellor. Deputy Perm.Rep.  
 Embassy of San Marino  
 Via Elonora Duse, n. 35  
 Roma  
 Italy  
 Email: [m.emiliani@ambrsm.it](mailto:m.emiliani@ambrsm.it)

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -  
 ARABIA SAUDITA**

Mr Abdulaziz Alshuwaish  
 Executive Director for Technical Regulations and  
 Standards  
 Executive Dept. for Technical Regulations and  
 Standards  
 Saudi Food and Drug Authority  
 Saudi Arabia, 3292 North Ring Road-Alnafel  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: 0096612038222  
 Email: [CODEX.CP@sfd.gov.sa](mailto:CODEX.CP@sfd.gov.sa)

Mr Awaji Abualgith  
 Agricultural Specialist  
 Ministry of Environment, Water and Agriculture  
 65 King Abdulaziz Road  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: +966114172000  
 Email: [CODEX.CP@sfd.gov.sa](mailto:CODEX.CP@sfd.gov.sa)

Mr Abdullah Alkhatami  
 Agricultural Researcher  
 Ministry of Environment, Water and Agriculture  
 65 King Abdulaziz Road  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: +966114172000  
 Email: [CODEX.CP@sfd.gov.sa](mailto:CODEX.CP@sfd.gov.sa)

Mr Meshal Almotairi  
 Standards Dept. Manager  
 Executive Dept. for Technical Regulations and  
 Standards – Food Sector  
 Saudi Food and Drug Authority  
 North Ring Road - Al Nafal Unit (1)  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: +966112038222  
 Email: [Codex.cp@sfd.gov.sa](mailto:Codex.cp@sfd.gov.sa)

Dr Ali Alsarar  
 Agricultural Services and Prevention Works Supervisor  
 Ministry of Environment, Water and Agriculture  
 65 King Abdulaziz Road  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: +966114172000  
 Email: [CODEX.CP@sfd.gov.sa](mailto:CODEX.CP@sfd.gov.sa)

**SENEGAL - SÉNÉGAL**

Prof Amadou Diouf  
 Président du Comité national du Codex alimentarius  
 Centre Anti Poison  
 Ministère de la Santé et de l'Action sociale  
 Hôpital de Fann  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: +221 77 644 98 23  
 Email: [amdiouf@refer.sn](mailto:amdiouf@refer.sn)

Mr Diouma Thiaw  
 Chef de Bureau  
 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime  
 Direction des Industries de Transformation de la Pêche  
 Aéroport de Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: 00221 77 659 57 46  
 Email: [dioumathiaw1@yahoo.fr](mailto:dioumathiaw1@yahoo.fr)

Mr Moustapha Kane  
 Chef de Division  
 Ministère Santé et Action Sociale  
 Service National de l'Hygiène  
 Terminus TATA 34 Nord Foire Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: 00221 77 616 42 72  
 Email: [mkndbkane@yahoo.fr](mailto:mkndbkane@yahoo.fr)

Mrs Faye Mame Diarra  
 Point de Contact National Codex  
 Centre AntiPoison/ministère de la Santé  
 Comité national du Codex alimentarius  
 Hopital Fann Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: +221 77 520 09 15  
 Email: [mamediarrafaye@yahoo.fr](mailto:mamediarrafaye@yahoo.fr)

Mrs Astou Ndiaye  
 Responsable section chimie  
 Ministère Commerce  
 Laboratoire National d'Analyses et de Contrôle  
 rue Béranger Ferraud x Parchappe  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [maquidadou@yahoo.fr](mailto:maquidadou@yahoo.fr)

Mrs Fatou Beye Sarre  
 Chef Section Microbiologie  
 Ministere Commerce  
 Laboratoire National d'Analyses et de Controle  
 Rue Béranger Ferraux X rue Parchappe -  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: +221 77 640 27 61  
 Email: [fatoube72@yahoo.fr](mailto:fatoube72@yahoo.fr)

Mrs Maimouna Sow  
 Chef de Division  
 Ministere Sante et Action Sociale  
 Service National de l'Hygiene  
 Terminus TATA, 34 Nord Foire Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [maynatacko@yahoo.fr](mailto:maynatacko@yahoo.fr)

Mr Ibrahim Wone  
 Secrétaire General  
 Ministere Sante et Action Sociale  
 Rue Aime Cesaire Fann Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Tel: +221 77 740 42 48  
 Email: [iboye50@gmail.com](mailto:iboye50@gmail.com)

#### **SIERRA LEONE - SIERRA LEONA**

Mr Amadu Jogor Bah  
 Deputy Director  
 Standards  
 Sierra Leone Standards Bureau  
 Wahman AbuCompound CTBox 11 Kelsey Road  
 Freetown  
 Sierra Leone  
 Tel: 0023276202010  
 Email: [codexcontactpointsl@gmail.com](mailto:codexcontactpointsl@gmail.com)

#### **SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR**

Dr King Tiong, Paul Chiew  
 Group Director, Laboratories Group  
 Agri-Food & Veterinary Authority of Singapore  
 10 Perahu Road  
 Singapore  
 Tel: +65 6795 2828  
 Email: [paul\\_chiew@ava.gov.sg](mailto:paul_chiew@ava.gov.sg)

Ms Yi Ling Tan  
 Senior Manager  
 Regulatory Programmes Department, Regulatory  
 Administration Group  
 Agri-Food & Veterinary Authority of Singapore  
 52, Jurong Gateway Road, #14-01  
 Singapore  
 Tel: +65 6805 2915  
 Email: [tan\\_yi\\_ling@ava.gov.sg](mailto:tan_yi_ling@ava.gov.sg)

#### **SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA**

Ms Katarína Janeková  
 State Officer  
 Food Safety and Nutrition  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Dobrovičova 12  
 Bratislava  
 Slovakia  
 Tel: +421 2 592 66 654  
 Email: [codex@land.gov.sk](mailto:codex@land.gov.sk)

Mr Milan Kovac  
 State consultant  
 Food Safety and Nutrition  
 Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Dobrovičova 12  
 Bratislava  
 Slovakia  
 Tel: 00421 910405983  
 Email: [milan.kovac@land.gov.sk](mailto:milan.kovac@land.gov.sk)

#### **SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

Dr Blaža Nahtigal  
 Codex Contact Point  
 Administration for Food Safety, Veterinary Sector and  
 Plant Protection  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
 Dunajska cesta 22  
 Ljubljana  
 Slovenia  
 Tel: 00 386 1 300 1330  
 Email: [codex.mkgp@gov.si](mailto:codex.mkgp@gov.si)

#### **SOMALIA - SOMALIE**

Dr Mohamed Noor  
 Head of Food and Drugs  
 Quality Control  
 Ministry of Health  
 Puntland State  
 Garowe  
 Somalia  
 Tel: +252907793526  
 Email: [ssomaliacodex@gmail.com](mailto:ssomaliacodex@gmail.com)

#### **SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA**

Dr Boitshoko Ntshabele  
 Minister Counsellor Agriculture  
 South African Embassy to Belgium and Mission to the  
 EU  
 Rue Montoyer 17-19  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +32 (0)2 285 4419  
 Email: [NtshabeleB@dirco.gov.za](mailto:NtshabeleB@dirco.gov.za)

Mrs Meisie Katz  
 General Manager: Food and Associated Industries  
 Food and Associated Industries  
 National Regulator for Compulsory Specifications  
 PO Box 36558  
 Cape Town  
 South Africa  
 Tel: +27 21 5263400  
 Email: [Katzmn@nrco.org.za](mailto:Katzmn@nrco.org.za)

Dr Moshibudi Priscilla Rampedi  
 Alternate Permanent Representative of South Africa to  
 the UN Agencies  
 South African Embassy - Rome  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 85254211  
 Email: [Rampedi@sudafrica.it](mailto:Rampedi@sudafrica.it)

#### **SOUTH SUDAN - SOUDAN DU SUD - SUDÁN DEL SUR**

Dr David S. Adwok  
 Codex Focal Point  
 Veterinary Public Health and Food Safety  
 Ministry of Livestock and Fisheries Industries  
 Gudele 2- Mundari Road P.O BoX 126  
 Juba  
 South Sudan  
 Tel: +211 956 439 392  
 Email: [davidojwok@yahoo.com](mailto:davidojwok@yahoo.com)

#### **SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

Mrs Maria Luisa Aguilar Zambalamberri  
 Jefe de Servicio  
 Punto de Contacto Codex España  
 Agencia Española de Consumo, Seguridad Alimentaria  
 y Nutrición  
 C/ Alcalá, 56  
 Madrid  
 Spain  
 Email: [maquilar@msssi.es](mailto:maquilar@msssi.es)

#### **SRI LANKA**

Mr Dolugala Watte Jinadasa  
 Minister (Commercial), Deputy Permanent  
 Representative of Sri Lanka to FAO,  
 Sri Lanka Embassy  
 Via Adige 2  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0039- 6- 69342017  
 Email: [minister.comslemrome@gmail.com](mailto:minister.comslemrome@gmail.com)

Mr Wewala Appuhamilage Udam Poshitha Perera  
 Minister Counselor, Alternate Permanent  
 Representative to FAO  
 Sri Lanka Embassy  
 Via Adige 2  
 Rome  
 Italy  
 Tel: 0039- 6- 85545560  
 Email: [minister.comslemrome@gmail.com](mailto:minister.comslemrome@gmail.com)

#### **SUDAN - SOUDAN - SUDÁN**

Mrs Abla Malik Osman  
 Alternate Permanent Representative of Sudan to FAO  
 Embassy of Sudan  
 Via Panama 48  
 Roma  
 Italy  
 Email: [permreppoffice\\_sudanembassyrome@yahoo.it](mailto:permreppoffice_sudanembassyrome@yahoo.it)

#### **SURINAME**

Mrs Soenita Parbhoe  
 Economist  
 Planning and Development  
 Ministry of Agriculture Animal Husbandry and Fisheries  
 Letitia Vriesde Laan 8-10  
 Paramaribo  
 Suriname  
 Tel: 597-8521487  
 Email: [rosannasoen@yahoo.com](mailto:rosannasoen@yahoo.com)

#### **SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Dr Annica Sohlström  
 Director General  
 National Food Agency  
 Box 622  
 Uppsala  
 Sweden  
 Tel: +46 722349555  
 Email: [annica.sohlstrom@slv.se](mailto:annica.sohlstrom@slv.se)

Dr Fredrik Alfer  
 Swedish Deputy Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Sweden, Rome  
 Piazza Rio de Janeiro 3  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 3356404603  
 Email: [fredrik.alfer@gov.se](mailto:fredrik.alfer@gov.se)

Ms Svanhild Foldal  
 Senior Administrative Officer  
 Ministry of Enterprise and Innovation  
 The Swedish Government  
 Mäster Samuelsgatan 70  
 Stockholm  
 Sweden  
 Tel: +46 722206834 (cell)  
 Email: [svanhild.foldal@gov.se](mailto:svanhild.foldal@gov.se)

Mrs Carmina Ionescu  
 Codex Coordinator  
 National Food Agency  
 Box 622  
 Uppsala  
 Sweden  
 Tel: +46 709245601  
 Email: [carmina.ionescu@slv.se](mailto:carmina.ionescu@slv.se)



**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Dr Thomas Jemmi  
Ambassador  
Deputy Director General  
Head International Affairs  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
Bern  
Switzerland  
Email: [Thomas.Jemmi@blv.admin.ch](mailto:Thomas.Jemmi@blv.admin.ch)

Dr Himanshu Gupta  
Regulatory & Scientific Affairs  
Nestec SA  
Avenue Nestlé 55 Post Box  
Vevey  
Switzerland  
Email: [Himanshu.Gupta@nestle.com](mailto:Himanshu.Gupta@nestle.com)

Mr Martin Mueller  
Swiss Codex Contact Point  
Scientific Officer  
International Affairs  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
Bern  
Switzerland  
Email: [martin.mueller@blv.admin.ch](mailto:martin.mueller@blv.admin.ch)

Dr Hervé Nordmann  
Director  
Ajinomoto  
Scientific and Regulatory Affairs  
Ajinomoto Switzerland AG  
Apples  
Switzerland  
Tel: + 41 21 800 37 63  
Email: [herve.nordmann@asg.ajinomoto.com](mailto:herve.nordmann@asg.ajinomoto.com)

Mr François Pythoud  
Ambassador  
Permanent Representative of Switzerland to FAO,  
IFAD, WFP  
Via Aventina 32  
Rome  
Italy  
Email: [francois.pythoud@eda.admin.ch](mailto:francois.pythoud@eda.admin.ch)

Mrs Ursula Trüeb  
Representative  
Swiss Consumer Organizations  
Bözl 1  
Magden  
Switzerland  
Tel: +41 61 841 12 56  
Email: [ursula.trueb@vtxmail.ch](mailto:ursula.trueb@vtxmail.ch)

Mr Paul Zwiker  
Representative  
Swiss Consumer Organizations  
Post Box 45  
Bischofszell  
Switzerland  
Tel: + 41 71 420 06 44  
Email: [zwiker@bluewin.ch](mailto:zwiker@bluewin.ch)

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

Mr Pisan Pongsapitch  
Deputy Secretary General  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards  
50 Paholyothin Rd., Ladyao, Chatuchak,  
Bangkok  
Thailand  
Tel: +66 2561 3717  
Email: [pisan@acfs.go.th](mailto:pisan@acfs.go.th)

Ms Namaporn Attaviroj  
Standards Officer  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards (ACFS)  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
50 Phahonyothin Rd., Ladyao, Chathuchak  
Bangkok  
Thailand  
Tel: +66 2 561 2277 ext. 1422  
Email: [janamaporn@gmail.com](mailto:janamaporn@gmail.com)

Mr Paisarn Dunkum  
Deputy Secretary General  
Food and Drug Administration  
Ministry of Public Health  
Mueang Nonthaburi District  
Nonthaburi  
Thailand  
Tel: +6625907006  
Email: [paisarn@fda.moph.go.th](mailto:paisarn@fda.moph.go.th)

Dr Panisuan Jamnarnwej  
Honorary President  
Thai Frozen Foods Association  
150 Rajbopit Rd., Wat Rajbopit sub-District, Pranakhorn  
District  
Bangkok  
Thailand  
Tel: +6622355622  
Email: [panisuan@yahoo.com](mailto:panisuan@yahoo.com)

Ms Malee Jirawongsy  
(Acting) Expert in Food Standard  
Food and Drug Administration  
Ministry of Public Health  
Mueang Nonthaburi District  
Nonthaburi  
Thailand  
Tel: +6625907076  
Email: [fdamasy@fda.moph.go.th](mailto:fdamasy@fda.moph.go.th)

Ms Chanakarn Kanchanakun  
Trade and Technical Manager of Fruit and Vegetable  
Products  
Thai Food Processors' Association  
170/21-22 9th Floor Ocean Tower 1 Bldg., New  
Ratchadapisek Road, Klongtoey  
Bangkok  
Thailand  
Tel: 662 261 2684-6  
Email: [thaifood@thaifood.org](mailto:thaifood@thaifood.org)

Mr Charoen Kaowsuksai  
 Vice- Chairman of Food Processing Industry Club  
 The federation of Thai Industries  
 Queen Sirikit National Convention Center, Zone C, 4th  
 Floor, 60 New Rachadapisek Rd., Klongtoey  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: 662-9763088  
 Email: [charoen@cpram.co.th](mailto:charoen@cpram.co.th)

Mr Visit Limlurcha  
 President of Thai Food Processors' Association  
 Thai Food Processors' Association  
 170/21-22 9th Floor Ocean Tower 1 Bldg., Klongtoey  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: 662-2612684  
 Email: [thaifood@thaifood.org](mailto:thaifood@thaifood.org)

Mr Chaisiri Mahantachaisakul  
 Senior Expert  
 National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
 Standards  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 50 Phaholyothin Rd. Ladyao, Chatuchak  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: 66-2-5612277  
 Email: [chaisiri@acfs.go.th](mailto:chaisiri@acfs.go.th)

Ms Kingduean Somjit  
 Chief of Inspection Development Unit  
 Department of Fisheries  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 50 Phaholyothin Road., Ladyao Chatuchak  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: +6625580143  
 Email: [kingduean.s@dof.mail.go.th](mailto:kingduean.s@dof.mail.go.th)

Ms Naraya Tangsirirap  
 Veterinary Officer, Senior Professional Level  
 Department of Livestock Development  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 91 Moo 4, Tiwanond Rd., Muang  
 Patumthanee  
 Thailand  
 Tel: +6629679700 ext. 2135  
 Email: [ntangsirirap@gmail.com](mailto:ntangsirirap@gmail.com)

Prof Kraisd Tontisirin  
 Senior Advisor  
 National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
 Standards, Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 50 Phaholyothin Road, Lad Yao, Chatuchak  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: +66 (2) 561 2277  
 Email: [kraisid.tontisirin@gmail.com](mailto:kraisid.tontisirin@gmail.com)

## TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Mr Selman Ayaz  
 Head of Department  
 Food Establishments and Codex  
 Ministry of Food Agriculture and Livestock - General  
 Directorate of Food and Control  
 Eskişehir Yolu 9. Km Lodumlu  
 Ankara  
 Turkey  
 Tel: +903122587713  
 Email: [selman.ayaz@tarim.gov.tr](mailto:selman.ayaz@tarim.gov.tr)

Mr İlhami Sahin  
 Head of Division  
 Food Establishments and Codex  
 Ministry of Food Agriculture and Livestock-General  
 Directorate of Food and Control  
 Eskişehir yolu 9.Km Lodumlu  
 Ankara  
 Turkey  
 Tel: +903122587757  
 Email: [ilhami.sahin@tarim.gov.tr](mailto:ilhami.sahin@tarim.gov.tr)

## UGANDA - OUGANDA

Dr Jane Ruth Aceng  
 Minister of Health  
 Plot 6 Lourdel Road, Wandegeya P.O. Box 7272  
 Kampala  
 Uganda  
 Tel: +256 772 664690  
 Email: [janeaceng@gmail.com](mailto:janeaceng@gmail.com)

Mr Robert Sabiiti  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of Uganda  
 Viale Giulio Cesare 71, Scala B Int 9A, 9B  
 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 063225220/ +39 063207232  
 Email: [robertsabiiti47@gmail.com](mailto:robertsabiiti47@gmail.com)

Ms Irene Wanyenya  
 Deputy Food Desk Coordinator  
 Food Desk  
 National Drug Authority  
 Plot 46-48 Lumumba Avenue P.O. Box 23096  
 Kampala  
 Uganda  
 Tel: +256 712 478333  
 Email: [iwanyenya@nda.or.ug](mailto:iwanyenya@nda.or.ug)

Dr Sam Zaramba  
 Chairman  
 National Drug Authority  
 Plot 46-48 Lumumba Avenue P.O. Box 23096  
 Kampala  
 Uganda  
 Tel: +256 772 436990  
 Email: [zarambasam@yahoo.co.uk](mailto:zarambasam@yahoo.co.uk)

**UKRAINE - UCRANIA**

Prof Mykola Prodanchuk  
 Director  
 L.I. Medved's Research Center of Preventive  
 Toxicology, Food and Chemical Safety, Ministry of  
 Health  
 6, Heroiv Oborony str.  
 Kyiv  
 Ukraine  
 Tel: +380503107826, +380445269700  
 Email: [ecohyntox@gmail.com](mailto:ecohyntox@gmail.com)

Dr Olga Bobyleva  
 Deputy director  
 L.I. Medved's Research Center of Preventive  
 Toxicology, Food and Chemical Safety, Ministry of  
 Health  
 6, Heroiv Oborony str.  
 Kyiv  
 Ukraine  
 Tel: +380952828030, +380442597628  
 Email: [office@medved.kiev.ua](mailto:office@medved.kiev.ua)

Dr Nadiia Nedopytanska  
 Scientific secretary  
 L.I. Medved's Research Center of Preventive  
 Toxicology, Food and Chemical Safety, Ministry of  
 Health  
 6, Heroiv Oborony str.  
 Kyiv  
 Ukraine  
 Tel: +380952828030, +380442597628  
 Email: [utox@medved.kiev.ua](mailto:utox@medved.kiev.ua)

**UNITED ARAB EMIRATES - ÉMIRATS ARABES UNIS  
 - EMIRATOS ARABES UNIDOS**

Ms Khadija Qalandri  
 Standards Committees Coordinator  
 Standard Department  
 Emirates Authority for Standardization and Metrology  
 Email: [khadija@esma.gov.ae](mailto:khadija@esma.gov.ae)

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO**

Ms Pendi Najran  
 Senior Scientific Officer  
 Department for Environment, Food and Rural Affairs  
 Area 1A, Nobel House 17, Smith Square  
 London  
 United Kingdom  
 Tel: +44 (0)20 8026 3867  
 Email: [pendi.najran@defra.gsi.gov.uk](mailto:pendi.najran@defra.gsi.gov.uk)

Mr Mike O'Neill  
 Head of EU and International Strategy  
 Food Standards Agency  
 Aviation House 125  
 London  
 United Kingdom  
 Tel: + 44 (0) 20 72768664  
 Email: [Mike.Oneill@foodstandards.gsi.gov.uk](mailto:Mike.Oneill@foodstandards.gsi.gov.uk)

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA -  
 RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE -  
 REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Mrs Agnes Njau Mneney  
 Director of Testing, Calibration and Packaging Services  
 Directorate of Testing, Calibration and Packaging  
 Services  
 Tanzania Bureau of Standards  
 P O Box 9524  
 Dar-es-Salaam  
 United Republic of Tanzania  
 Tel: +255 754 562850  
 Email: [agnes.mneney@tbs.go.tz](mailto:agnes.mneney@tbs.go.tz)

Mr Ayoub Jones Mndeme  
 Agriculture Attaché  
 Embassy of United Republic of Tanzania  
 Viale Cortina d'Ampezzo 185  
 Roma  
 Italy  
 Email: [info@embassyoftanzaniarome.info](mailto:info@embassyoftanzaniarome.info)

Dr Claude Moshia  
 CEO & Chief SPS (Food Feed Safety & Quality)  
 Consultant  
 Private  
 Nderyingo Food Feed Consulting International (T)  
 P.O.Box 24850  
 Dar-es-Salaam  
 United Republic of Tanzania  
 Tel: +255 765 087 187/ 713 324495  
 Email: [cjmoshar@yahoo.co.uk](mailto:cjmoshar@yahoo.co.uk)

Mr Lazaro Henry Msasalaga  
 Head of Agriculture and Food Standards Section  
 Process Technology Standards  
 Tanzania Bureau of Standards  
 P.O. Box 9524  
 Dar-es-Salaam  
 United Republic of Tanzania  
 Tel: +255 22 2450206  
 Email: [codex@tbs.go.tz](mailto:codex@tbs.go.tz)

**UNITED STATES OF AMERICA -  
 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE -  
 ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Dr Jose Emilio Esteban  
 Executive Associate for Laboratory Services  
 Food Safety and Inspection Service, Office of Public  
 Health Science  
 United States Department of Agriculture  
 950 College Station Rd.  
 Athens, GA  
 United States of America  
 Tel: +1 (706) 546-3420  
 Email: [Emilio.esteban@fsis.usda.gov](mailto:Emilio.esteban@fsis.usda.gov)

Ms Mary Frances Lowe  
Manager, U.S. Codex  
U.S. Department of Agriculture  
U.S. Codex Office  
Room 4861 - South Building 1400 Independence  
Avenue  
Washington, D.C.  
United States of America  
Tel: +1 202 720 2057  
Email: [MaryFrances.Lowe@fsis.usda.gov](mailto:MaryFrances.Lowe@fsis.usda.gov)

Mr Kyd Brenner  
Senior Consultant  
DTB Associates LLP  
1700 Pennsylvania Avenue, NW Suite 200  
Washington, D.C.  
United States of America  
Tel: +1202-684-2508  
Email: [kbrenner@dtbassociates.com](mailto:kbrenner@dtbassociates.com)

Ms Camille Brewer  
Director, International Affairs Staff  
Health and Human Services  
U.S. Food and Drug Administration  
5100 Paint Branch Parkway, HFS-550  
College Park, MD  
United States of America  
Tel: +1 240-402-1723  
Email: [Camille.brewer@fda.hhs.gov](mailto:Camille.brewer@fda.hhs.gov)

Mr Travis Coberly  
Economic/Commercial Officer  
U.S. Department of State  
2201 C Street NW  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: +12026473059  
Email: [CoberlyT@state.gov](mailto:CoberlyT@state.gov)

Dr Kevin Greenlees  
Senior Advisor for Science and Policy, Chair, CCRVDF  
Center for Veterinary Medicine, HFV-100  
U.S. Food and Drug Administration  
7500 Standish Place  
Rockville, Maryland  
United States of America  
Tel: +1-240-402-0638  
Email: [kevin.greenlees@fda.hhs.gov](mailto:kevin.greenlees@fda.hhs.gov)

Mr Clay Hough  
Senior Group Vice President and General Counsel  
International Dairy Foods Association  
1250 H. St. NW., Suite 900  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: +1 (202) 737-4332  
Email: [chough@idfa.org](mailto:chough@idfa.org)

Ms Courtney Knupp  
Deputy Director of International Trade Policy  
Trade Department  
National Pork Producers Council  
122 C Street, NW., Suite 875  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: +1-202-347-3600  
Email: [knuppc@nppc.org](mailto:knuppc@nppc.org)

Mr Kenneth Lowery  
International Issues Analyst  
U.S. Codex Office  
1400 Independence Avenue SW Room 4861-South  
Building  
Washington DC  
United States of America  
Tel: +1 202 690 4042  
Email: [kenneth.lowery@fsis.usda.gov](mailto:kenneth.lowery@fsis.usda.gov)

Ms Cathy Mckinnell  
Director  
International Regulations and Standards Division  
Department of Agriculture  
Foreign Agriculture Services  
1400 Independence Ave., SW  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: 202-690-0929  
Email: [Cathy.McKinnell@usda.gov](mailto:Cathy.McKinnell@usda.gov)

Mrs Barbara McNiff  
Senior International Issues  
Food Safety and Inspection Service; Office of Codex  
U.S. Department of Agriculture  
1400 Independence Ave; SW  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: 202-690-4719  
Email: [Barbara.McNiff@fsis.usda.gov](mailto:Barbara.McNiff@fsis.usda.gov)

Mr Joel Newman  
President & CEO  
American Feed Industry Association  
2101 Wilson Blvd., Suite 916  
Arlington, VA  
United States of America  
Tel: +1 703-558-3562  
Email: [jnewman@afia.org](mailto:jnewman@afia.org)

Dr Kathryn Simmons  
Chief Veterinarian, NCBA  
DC Policy Office  
National Cattlemen's Beef Association  
1301 Pennsylvania Avenue., NW, Suite 300  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: +1-202-879-9131 (work)  
Email: [ksimmons@beef.org](mailto:ksimmons@beef.org)

Ms Caroline Smith Dewaal  
International Food Safety Policy Manager, International  
Affairs Staff  
Health and Human Services  
U.S. Food and Drug Administration  
5100 Paint Branch Parkway  
College Park, MD  
United States of America  
Tel: +1(240) 402-1242  
Email: [Caroline.DeWaal@fda.hhs.gov](mailto:Caroline.DeWaal@fda.hhs.gov)

Ms Karen Stuck  
Principal  
KDS Associates  
148 North Carolina Ave.  
Washington, DC  
United States of America  
Tel: +1-202-544-0395  
Email: [karenstuck@comcast.net](mailto:karenstuck@comcast.net)

#### URUGUAY

Mr Oscar Piñeyro  
Consejero  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Email: [negociaciones.organismos@mrree.gub.uy](mailto:negociaciones.organismos@mrree.gub.uy)

Ing Pedro Friedrich  
Punto de Contacto Codex para Uruguay  
Departamento de Evaluacion de la Conformidad  
Laboratorio Tecnológico del Uruguay  
Avda Italia 6201  
Montevideo  
Uruguay  
Email: [pfriedri@latu.org.uy](mailto:pfriedri@latu.org.uy)

Mr Leonardo Veiga  
Director de Defensa Comercial y Salvaguardias  
Ministerio de Industria, Energia y Minería  
Sarindi 620 CP 11000  
Montevideo  
Uruguay  
Tel: 28401234  
Email: [leonardo.veiga@dni.miem.gub.uy](mailto:leonardo.veiga@dni.miem.gub.uy)

#### VANUATU

Mr Timothy Tekon Tumukon  
Director  
Department of Biosecurity  
Private Mail Bag 9086  
Port Vila  
Vanuatu  
Tel: (678) 23519 or (678) 33580  
Email: [tumukon@vanuatu.gov.vu](mailto:tumukon@vanuatu.gov.vu)

#### VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) - VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) - VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)

Dr Elías Rafael Eljuri Abraham  
Embajador  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli 47  
Rome  
Italy  
Tel: 06 808 1407  
Email: [embavenefao@iol.it](mailto:embavenefao@iol.it)

Mr Porfirio Pestana De Barros  
Ministro Consejero  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli 47  
Rome  
Italy  
Tel: 068081407  
Email: [faoroma@embavenefao.org](mailto:faoroma@embavenefao.org)

Mr Luis Gerónimo Reyes Verde  
Primer Secretario  
Representación Permanente de la República  
Bolivariana de Venezuela ante la FAO  
Via G. Antonelli 47  
Rome  
Italy  
Tel: 068081407  
Email: [faoroma@embavenefao.org](mailto:faoroma@embavenefao.org)

#### VIET NAM

Mrs Nguyen Thi Minh Ha  
Deputy Head  
Vietnam Food Administration  
Ministry of Health - Vietnam Codex Office  
Lane 135 nui truc street, Ba Dinh District  
Hanoi  
Viet Nam  
Tel: 0904214230; 3 8464489 (Ext.307)  
Email: [codexvn@vfa.gov.vn](mailto:codexvn@vfa.gov.vn)

Mr Bui Sy Doanh  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
Plant of Protection Department  
149 Ho Dac Di Street  
Hanoi  
Viet Nam  
Email: [doanhbvtv@yahoo.com](mailto:doanhbvtv@yahoo.com)

Mrs Hoang Thanh Ha  
Officer  
Vietnam Food Administration  
Ministry of Health  
135 Lane, Nui Truc Street Ba Dinh District  
Hanoi  
Viet Nam  
Tel: 3 8 464489  
Email: [event0707@yahoo.com](mailto:event0707@yahoo.com)

Mr Pham Thanh Liem  
Deputy Head  
Standard and Analysis Management Division  
Vietnam Food Administration, Ministry of Health  
135 Lane, Nui Truc Street, Ba Dinh District  
Hanoi  
Viet Nam  
Tel: 3 8464489 (Ext. 5020)  
Email: [phamthanhliem1605@gmail.com](mailto:phamthanhliem1605@gmail.com)

Mrs Ma Thi Xuan Thu  
Head  
Vietnam Food Administration  
Ministry of Health  
135 Nui Truc Street, Ba Dinh District  
Hanoi  
Viet Nam  
Tel: 3 8464489 (Ext. 3020)  
Email: [codexvn@vfa.gov.vn](mailto:codexvn@vfa.gov.vn)

#### **ZAMBIA - ZAMBIE**

Mr Mulonda Mate  
Deputy Director Environmental Health and  
Occupational Health  
Disease Surveillance Control and Research  
Ministry of Health  
P.O. Box 30205  
Lusaka  
Zambia  
Tel: 260 977411988  
Email: [mate\\_ljst@yahoo.com](mailto:mate_ljst@yahoo.com)

Mr Koyoya Mashuwa  
Alternate Permanent Representative  
Embassy of Zambia  
Email: [kayoyamashuwa@googlemail.com](mailto:kayoyamashuwa@googlemail.com)

Mr Kayoya Masuhwa  
Alternate Permanent Representative  
Permanent Representative of Zambia  
Email: [kayoyamasuhwa@gmail.com](mailto:kayoyamasuhwa@gmail.com)

Ms Florence Ngala  
CEHO - FS  
Health  
PO Box 30205  
Lusaka  
Zambia  
Tel: 260 950813354  
Email: [ngalaflo@yahoo.co.uk](mailto:ngalaflo@yahoo.co.uk)

#### **ZIMBABWE**

Mr Godfrey Magwenzi  
Ambassador  
Embassy of Zimbabwe  
Email: [godfreycecil@yahoo.co.uk](mailto:godfreycecil@yahoo.co.uk)

Ms Placida Shuvai Chivandire  
Alternate Permanent Representative  
Embassy of Zimbabwe  
Email: [zimrome-wolit@tiscali.it](mailto:zimrome-wolit@tiscali.it)

Mr Shephard Gwenzi  
Ministry Counsellor  
Embassy of Zimbabwe  
Via Virgilio 8  
Rome  
Italy  
Email: [sgwenz@yahoo.com](mailto:sgwenz@yahoo.com)

#### **OBSERVERS OBSERVATEURS OBSERVADORES**

#### **UNITED NATIONS AND OTHER RELATED ORGANIZATIONS NATIONS UNIES ET AUTRES ORGANISATIONS APPARENTÉES NACIONES UNIDAS Y OTRAS ORGANIZACIONES AFINES**

#### **INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)**

Mr Zhihua Ye  
Section Head  
Food and Environmental Protection Section  
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear Techniques in Food  
and Agriculture  
Department of Nuclear Sciences and Applications  
International Atomic Energy Agency  
1400 Vienna  
Austria  
Tel: +43 1 2600-21638  
Email: [z.ye@iaea.org](mailto:z.ye@iaea.org)

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES  
ORGANIZACIONES GUBERNAMENTALES INTERNACIONALES**

**AFRICAN UNION (AU)**

Prof Ahmed El-sawalhy  
Director of AU-IBAR  
DREA  
African Union  
Kenidia Business Park Westlands Road  
Nairobi  
Kenya  
Tel: +254203674212  
Email: [ahmed.elsawalhy@au-ibar.org](mailto:ahmed.elsawalhy@au-ibar.org)

Prof Abdelfattah Mabrouk Amer  
Plant Health Officer  
DREA - AU-IAPSC  
African Union  
Interafrican Phytosanitary Council, IAPSC  
Yaoundé  
Cameroon  
Tel: (237) 77 65 31 38 & (237) 22 2  
Email: [abdelfattahsaleh@gmail.com](mailto:abdelfattahsaleh@gmail.com)

Dr Raphael Coly  
Coordinator Standards & Trade Secretariat  
DREA  
African Union  
Kenindia Buisness Park Westlands Road  
Nairobi  
Kenya  
Tel: +254739622183  
Email: [raphael.coly@au-ibar.org](mailto:raphael.coly@au-ibar.org)

Dr Jean Gerard Mezui M'ella  
Director AU-IAPSC  
DREA  
African Union  
AU-IAPSC Bastos  
Yaoundé  
Cameroon  
Tel: +23722211969  
Email: [jeangerardmezuimella@gmail.com](mailto:jeangerardmezuimella@gmail.com)

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)**

Dr Robert Gaynor Ahern  
Leader  
Agricultural Health and Food Safety  
IICA  
Vázquez de Coronado  
San José  
Costa Rica  
Tel: 506 2216 0222  
Email: [robert.ahern@iica.int](mailto:robert.ahern@iica.int)

Ms Lisa Harrynanan  
Agricultural Health & Food Safety Specialist  
AHFS  
Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture  
10 Austin Street  
St Augustine  
Trinidad and Tobago  
Tel: 868 7636513  
Email: [lisa.harrynanan@iica.int](mailto:lisa.harrynanan@iica.int)

**LEAGUE OF ARAB STATES (LAS)**

Mrs Shahira Wahbi  
Food Security Focal Point  
League of Arab States  
Secretary-General League of Arab States El Tahrir  
Square P.O. Box 11642  
Cairo  
Egypt  
Email: [shuhryar@yahoo.com](mailto:shuhryar@yahoo.com)

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE (OIE)**

Mrs Monique Eloit  
Director General  
World Organisation for Animal Health (OIE)  
12 rue de Prony  
Paris  
France  
Tel: 33-1 44 15 18 98  
Email: [m.eloit@oie.int](mailto:m.eloit@oie.int)

Dr Gillian Mylrea  
Deputy Head  
International Trade Department  
World Organisation for Animal Health (OIE)  
12 rue de Prony  
Paris  
France  
Tel: 00330144151867  
Email: [g.mylrea@oie.int](mailto:g.mylrea@oie.int)

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE MÉTROLOGIE LÉGALE (OIML)**

Mr Ian Dunmill  
Assistant Director  
International Organization of Legal Metrology (OIML)  
11 rue Turgot  
Paris  
France  
Tel: +33 1 4878 1282  
Email: [ian.dunmill@oiml.org](mailto:ian.dunmill@oiml.org)

**ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE  
SANIDAD AGROPECUARIA (OIRSA)**

Mr Figueroa Lauriano  
Director Regional de Inocuidad de Alimentos  
OIRSA  
Calle Ramon Beloso fijal pasaje Isolde Colonia Escalón  
San Salvador  
El Salvador  
Tel: 503 2209 9226  
Email: [lfigueroa@oirsa.org](mailto:lfigueroa@oirsa.org)

Mr Efrain Medina Guerra  
Executive Director  
International Regional Organization for Plant and  
Animal Health  
Email: [emedina@oirsa.org](mailto:emedina@oirsa.org)

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA VIGNE  
ET DU VIN (OIV)**

Dr Jean-Claude Ruf  
Scientific Coordinator  
OIV  
18, rue d'Aguesseau  
Paris  
France  
Tel: +33144948094  
Email: [jruf@oiv.int](mailto:jruf@oiv.int)

**WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)**

Ms Anneke Hamilton  
Economic Affairs Officer  
Agriculture and Commodities Division  
World Trade Organization  
Centre William Rappard 154 rue de Lausanne  
Geneva  
Switzerland  
Tel: +41 22 739 6566  
Email: [anneke.hamilton@wto.org](mailto:anneke.hamilton@wto.org)

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES  
ORGANIZACIONES INTERNACIONALES NO GUBERNAMENTALES**

**ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LE  
DÉVELOPPEMENT DES GOMMES NATURELLES  
(AIDGUM)**

Mr Olivier Bove  
AIDGUM  
129 Chemin de Croisset  
Rouen  
France  
Email: [o.bove@aidgum.com](mailto:o.bove@aidgum.com)

**ASOCIACIÓN LATINOAMERICANA DE  
AVICULTURA (ALA)**

Dr J. Isidro Molfese  
Observer  
Asociación Latinoamericana de Avicultura  
Alberti 453 – 12 BL  
Mar del Plata  
Argentina  
Tel: 54 223 451-5915  
Email: [molfese@ciudad.com.ar](mailto:molfese@ciudad.com.ar)

**AMERICAN OIL CHEMISTS' SOCIETY (AOCS)**

Dr Elaine Krul  
Senior Technical Fellow  
DuPont Nutrition & Health  
4300 Duncan Avenue  
St Louis  
United States of America  
Tel: +1 314-704-1419  
Email: [Elaine.Krul@dupont.com](mailto:Elaine.Krul@dupont.com)

**ASSOCIATION OF EUROPEAN COELIAC  
SOCIETIES (AOECS)**

Mrs Hertha Deutsch  
Codex and Regulatory Affairs AOECS  
Anton-Baumgartner-Strasse 44/C5/2302  
Vienna  
Austria  
Tel: +43/1 66 71 887  
Email: [hertha.deutsch@gmx.at](mailto:hertha.deutsch@gmx.at)



**CONSUMERS INTERNATIONAL (CI)**

Dr Michael Hansen  
Senior Scientist  
Consumer Reports, USA  
Consumers International  
101 Truman Avenue, Yonkers  
New York  
United States of America  
Email: [Hansmi@consumer.org](mailto:Hansmi@consumer.org)

**GLOBAL PULSE CONFEDERATION (CICILS)**

Mr Gordon Alan Kurbis  
Director, Market Access & Trade Policy  
Pulse Canada  
Winnipeg  
Canada  
Email: [gkurbis@pulsecanada.com](mailto:gkurbis@pulsecanada.com)

**COUNCIL FOR RESPONSIBLE NUTRITION (CRN)**

Dr James Griffiths  
Vice President  
Science & International Affairs CRN  
1828 L St., NW Ste. 510  
Washington  
United States of America  
Tel: 202-204-7662  
Email: [jgriffiths@crnusa.org](mailto:jgriffiths@crnusa.org)

Mr Harvey Kamil  
President & CFO  
CRN - NBTY, Inc.  
NBTY, Inc. 2100 Smithtown Avenue  
Ronkonkoma  
United States of America  
Tel: 631-200-2020  
Email: [hkamil@nbtty.com](mailto:hkamil@nbtty.com)

**FEDERATION OF EUROPEAN SPECIALTY FOOD INGREDIENTS INDUSTRIES (ELC)**

Dr Dirk Rainer Cremer  
ELC, Federation of European Specialty Food  
Ingredients Industries  
Email: [dirk.cremer@dsm.com](mailto:dirk.cremer@dsm.com)

**EUROPEAN VEGETABLE PROTEIN FEDERATION (EUVEPRO)**

Mr Huub Scheres  
DuPont Nutrition and Health  
EUVEPRO  
Email: [Huub.Scheres@dupont.com](mailto:Huib.Scheres@dupont.com)

Mr Hugo Yu  
DuPont Nutrition and Health  
EUVEPRO  
Email: [Hugo.Yu@dupont.com](mailto:Hugo.Yu@dupont.com)

**FOODDRINKEUROPE**

Mr Patrick Fox  
Manager  
Food Policy, Science and R&D  
FoodDrinkEurope  
Avenue des Nerviens 9-31  
Brussels  
Belgium  
Email: [p.fox@fooddrinkeurope.eu](mailto:p.fox@fooddrinkeurope.eu)

Mr Stewart Beggs  
Global Regulatory Affairs Manager  
Beverages  
Unilever  
Email: [Stewart.Beggs@unilever.com](mailto:Stewart.Beggs@unilever.com)

Mrs Annie Loc'h  
Directeur Affaires Réglementaires  
FoodDrinkEurope  
Avenue des Nerviens 9-31  
Bruxelles  
Belgium  
Email: [annie.loch@danone.com](mailto:annie.loch@danone.com)

Mrs Sabine Seggelke  
Corporate public affairs Director  
FoodDrinkEurope  
Avenue des Nerviens 9-31  
Bruxelles  
Belgium  
Email: [sabine.seggelke@dsm.com](mailto:sabine.seggelke@dsm.com)

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)**

Mr Kazuo Onitake  
Head of Unit  
Safety Policy Service  
Japanese Consumers' Co-operative Union  
CO-OP Plaza, 3-29-8, Shibuya, Shibuya-ku  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81 3-5778-8109  
Email: [kazuo.onitake@jccu.coop](mailto:kazuo.onitake@jccu.coop)

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATIONS (ICBA)**

Ms Paivi Julkunen  
Chair, ICBA Committee for Codex  
International Council of Beverages Associations  
1101 16th Street NW  
Washington, D.C.  
United States of America  
Email: [pjulkunen@coca-cola.com](mailto:pjulkunen@coca-cola.com)

Mr Ilton Azevedo  
LATAM Advisor  
International Council of Beverages Associations  
1101 16th Street NW  
Washington, D.C.  
United States of America  
Email: [jazevedo@coca-cola.com](mailto:jazevedo@coca-cola.com)

**INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY  
MANUFACTURERS ASSOCIATIONS (ICGMA)**

Mr Richard White  
Director, Codex and International Standards Policy  
Grocery Manufacturers Association  
1350 I Street Suite 300  
Washington, DC  
United States of America  
Email: [rwhite@gmaonline.org](mailto:rwhite@gmaonline.org)

Mr Eric Steiner  
Elanco  
555 12th St NW  
Washington  
United States of America  
Email: [eric.steiner@elanco.com](mailto:eric.steiner@elanco.com)

Dr Fabrizio Suarez  
Medical Director  
Abbott Laboratories  
Abbott Nutrition  
3300 Stelzer Road D-105685, RP3-2  
Columbus, OH  
United States of America  
Email: [fabrizio.suarez@abbott.com](mailto:fabrizio.suarez@abbott.com)

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF/FIL)**

Mr John Allan  
Vice President of Regulatory Affairs & International  
Standards  
International Dairy Foods Association  
1250 H St. NW, Suite 900  
Washington, D.C.  
United States of America  
Email: [jallan@idfa.org](mailto:jallan@idfa.org)

Mr Eric Grande  
Regulatory Affairs Director  
Groupe LACTALIS  
Email: [Eric.GRANDE@lactalis.fr](mailto:Eric.GRANDE@lactalis.fr)

Mr Michael Hickey  
Delegate  
Irish National Committee of IDF  
Derryreigh, Creggane, Charleville  
Co. Cork  
Ireland  
Email: [mfhickey@oceanfree.net](mailto:mfhickey@oceanfree.net)

Ms Jennifer Huet  
Protect Manager  
FIL-IDF FRANCE/CNIEL  
IDF/FIL  
42 rue de Châteaudun  
Paris  
France  
Tel: +33 1 49 70 71 08  
Email: [jhuet@cniel.com](mailto:jhuet@cniel.com)

Ms Laurence Rycken  
Technical Manager  
International Dairy Federation  
Boulevard Auguste Reyers 70B  
Brussels  
Belgium  
Email: [lrycken@fil-idf.org](mailto:lrycken@fil-idf.org)

Dr Nicolaas Van Belzen  
Director General  
International Dairy Federation  
Boulevard Auguste Reyers 70B  
Brussels  
Belgium  
Email: [nvanbelzen@fil-idf.org](mailto:nvanbelzen@fil-idf.org)

**INTERNATIONAL FEED INDUSTRY FEDERATION  
(IFIF)**

Mrs Alexandra De Athayde  
Executive Director  
International Feed Industry Federation (IFIF)  
P.O. Box 1340  
Wiehl  
Germany  
Tel: +49 170 470 4838  
Email: [alexandra.athayde@ifif.org](mailto:alexandra.athayde@ifif.org)

**INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)**

Dr Karen Hulebak  
Principal, Resolution Strategy LLC  
Institute of Food Technologists  
Resolution Strategy, LLC 6822 Poindexter Road  
Louisa, VA 23093  
Louisa  
United States of America  
Tel: 1(540)967-5663  
Email: [Karen.hulebak@gmail.com](mailto:Karen.hulebak@gmail.com)

Dr Janet Collins  
Institute of Food Technologists  
CropLife America 1156 15th St., N.W. Suite 400  
Washington, DC  
United States of America  
Email: [jcollins@croplifeamerica.org](mailto:jcollins@croplifeamerica.org)

**INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE JUICE  
ASSOCIATION (IFU)**

Mr John Collins  
Executive Director  
IFU (International Fruit and Vegetable Juice  
Association)  
57 Royal Sands  
Weston-Super-Mare  
United Kingdom  
Tel: +447850910989  
Email: [john@ifu-fruitjuice.com](mailto:john@ifu-fruitjuice.com)

**INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)**

Dr Juan José Grigera Naón  
Member of the Board  
International Meat Secretariat  
Vicente López 2272  
Buenos Aires  
Argentina  
Email: [grigeran@agro.uba.ar](mailto:grigeran@agro.uba.ar)

**INTERNATIONAL ORGANIZATION OF THE FLAVOR INDUSTRY (IOFI)**

Dr Thierry Cachet  
Regulatory & Advocacy Director  
International Organization of the Flavour Industry  
Avenue des Arts 6  
Brussels  
Belgium  
Tel: +3222142052  
Email: [tcachet@iofi.org](mailto:tcachet@iofi.org)

**INTERNATIONAL PROBIOTICS ASSOCIATION (IPA)**

Mr Shinji Hashimoto  
International Probiotics Association  
Email: [Shinji-hashimoto@yakult.co.jp](mailto:Shinji-hashimoto@yakult.co.jp)

Mrs Yuki Morita  
International Probiotics Association  
Email: [ymorita2003@yahoo.com](mailto:ymorita2003@yahoo.com)

Mr David Pineda Ereno  
International Probiotics Association  
Email: [dpinedaer@gmail.com](mailto:dpinedaer@gmail.com)

Mr Sanae Ueno  
International Probiotics Association  
Email: [s-ueno@yakult.co.id](mailto:s-ueno@yakult.co.id)

**THE INTERNATIONAL POULTRY COUNCIL (IPC)**

Mr Richard Fritz  
International Poultry Council  
United States of America  
Email: [rfritz@globalagritrends.com](mailto:rfritz@globalagritrends.com)

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION (ISO)**

Mrs Sandrine Espeillac  
Secretary of ISO/TC 34  
Chemin de Blandonnet 8  
Vernier, Geneva  
Switzerland  
Tel: +33 1 41 62 86 02  
Email: [sandrine.espeillac@afnor.org](mailto:sandrine.espeillac@afnor.org)

Mr Paul Mennecier  
Chair for ISO/TC 34  
ISO  
Email: [paul.mennecier@agriculture.gouv.fr](mailto:paul.mennecier@agriculture.gouv.fr)

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE**

Dr Anne Mackenzie  
Head of Standards and Regulatory Issues  
HarvestPlus  
IFPRI  
6442 Aston Rd RR 2 Manotick ON K4M 1B3  
Canada  
Tel: +1-613-692-0211  
Email: [a.mackenzie@cgiar.org](mailto:a.mackenzie@cgiar.org)

**NATIONAL HEALTH FEDERATION (NHF)**

Mr Scott Tips  
National Health Federation  
PO Box 688  
Monrovia  
United States of America  
Tel: 16263572181  
Email: [scott@rivieramail.com](mailto:scott@rivieramail.com)

Mr David Noakes  
National Health Federation  
PO Box 688  
Monrovia  
United States of America  
Tel: +1 626 357 2181  
Email: [dn@help.vg](mailto:dn@help.vg)

**OENOLOGICAL PRODUCTS AND PRACTICES INTERNATIONAL ASSOCIATION (OENOPPIA)**

Mrs Elisabetta Romeo-Vareille  
OENOPPIA  
21-23, rue Croulebarbe  
Paris  
France  
Tel: +33143378804  
Email: [e.romeo@uiv.it](mailto:e.romeo@uiv.it)

**UNITED STATES PHARMACOPEIAL CONVENTION (USP)**

Dr Henry Chin  
Chair  
Expert Panel on Food Adulteration  
US Pharmacopeia  
12601 Twinbrook Parkway  
Rockville, MD  
United States of America  
Email: [hbchin48@gmail.com](mailto:hbchin48@gmail.com)

**WORLD SUGAR RESEARCH ORGANIZATION (WSRO)**

Dr Roberta Re  
Director General  
World Sugar Research Organisation  
Milton Hall Ely Road Milton  
Cambridge  
United Kingdom  
Tel: 01223 928060  
Email: [rre@wsro.org](mailto:rre@wsro.org)

**YOGHURT AND LIVE FERMENTED MILKS  
INTERNATIONAL ASSOCIATION. (YLFA)**

Dr Bart Degeest  
Ave d'Auderghem 22-28  
B- 1040 Brussels  
Belgium  
Email: [badegees@vub.ac.be](mailto:badegees@vub.ac.be)

Ms Marjon Wolters  
Ave d'Auderghem 22-28  
B- 1040 Brussels  
Belgium  
Email: [marjon.wolters@gmail.com](mailto:marjon.wolters@gmail.com)

**HEALTH FOR ANIMALS (HEALTHFORANIMALS)**

Dr Alexander Boettner  
Exec. Dir. Regulatory Affairs  
MSD Animal Health Innovation GmbH  
Zur Propstei 55270  
Schwabenheim  
Germany  
Tel: +49 (6130) 948 190  
Email: [alexander.boettner@msd.de](mailto:alexander.boettner@msd.de) Mr Carel Du  
Marchie Sarvaas  
Executive Director  
168 Avenue de Tervueren  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32-2-541 0112  
Email: [carel@healthforanimals.org](mailto:carel@healthforanimals.org)

Dr Olivier Espeisse  
Directeur Général - Vétérinaire Responsable  
Elanco Sante Animale  
IFAH  
13, rue Pagès  
Suresnes Cedex  
France  
Tel: +33 1 55 49 35 35  
Email: [espeisse\\_olivier@lilly.com](mailto:espeisse_olivier@lilly.com)

Ms Laurie Hueneke  
Executive Director Global Public Policy  
MERCK  
Madison  
United States of America  
Tel: +1 202-441-4452  
Email: [Laurie.hueneke@merck.com](mailto:Laurie.hueneke@merck.com)

Mr Sevcik Jesse  
HealthforAnimals  
555 12th Street NW, Suite 650  
Washington, D.C.  
United States of America  
Email: [jsevcik@elanco.com](mailto:jsevcik@elanco.com)

Dr Ingrid Maciel Pedrote  
HealthforAnimals  
Ave de Tervueren 168  
Brussels  
Belgium  
Email: [ingrid.pedrote@gmail.com](mailto:ingrid.pedrote@gmail.com)

**FAO PERSONNEL  
PERSONNEL DE LA FAO  
PERSONAL DE LA FAO**

Ms Renata Clarke  
Head Food Safety and Quality Unit  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 52010  
Email: [Renata.Clarke@fao.org](mailto:Renata.Clarke@fao.org)

Dr Juan Lubroth  
Chief Veterinary Officer  
Animal Health Service  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 54184  
Email: [Juan.Lubroth@fao.org](mailto:Juan.Lubroth@fao.org)

Dr Warren Lee  
Senior Nutrition Officer & Group Leader  
Nutrition and Food Systems Division (ESN)  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 54077  
Email: [warren.lee@fao.org](mailto:warren.lee@fao.org)

Mr Markus Lipp  
Senior Food Safety and Quality Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 57053283  
Email: [markus.lipp@fao.org](mailto:markus.lipp@fao.org)

Mrs Fatima Hachem  
Senior Nutrition Officer  
Food and Agriculture Organization of the UN  
11, El Eslah El Zirai St.  
Cairo  
Egypt  
Email: [fatima.hachem@fao.org](mailto:fatima.hachem@fao.org)

Dr Eleonora Dupouy  
Food Safety and Consumer Protection Officer  
Regional Office for Europe and Central Asia  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Benczur utca 34  
Budapest  
Hungary  
Tel: (+361) 814-1251  
Email: [Eleonora.Dupouy@fao.org](mailto:Eleonora.Dupouy@fao.org)

Ms Sarah Cahill  
Food Safety Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 54593  
Email: [sarah.cahill@fao.org](mailto:sarah.cahill@fao.org)

Ms Mary Kenny  
Food Safety Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53653  
Email: [Mary.Kenny@fao.org](mailto:Mary.Kenny@fao.org)

Mr Dirk Schulz  
Food Safety Assessment Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 52842  
Email: [dirk.schulz@fao.org](mailto:dirk.schulz@fao.org)

Ms Catherine Bessy  
Food Safety Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53679  
Email: [catherine.bessy@fao.org](mailto:catherine.bessy@fao.org)

Ms Masami Takeuchi  
Food Safety Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53076  
Email: [Masami.Takeuchi@fao.org](mailto:Masami.Takeuchi@fao.org)

Mr Vittorio Fattori  
Food Safety Officer  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 54593  
Email: [vittorio.fattori@fao.org](mailto:vittorio.fattori@fao.org)

Ms Maria Xipsiti  
Nutrition Officer  
Nutrition and Food Systems Division  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 56060  
Email: [maria.xipsiti@fao.org](mailto:maria.xipsiti@fao.org)

Mrs Esther Garrido Gamarro  
Food safety and quality officer Products, Trade and  
Marketing Branch (FIAM)  
Fisheries and Aquaculture Policy and Resources  
Division  
The Fisheries and Aquaculture Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 56712  
Email: [Esther.GarridoGamarro@fao.org](mailto:Esther.GarridoGamarro@fao.org)

Ms Cornelia Boesch  
Dr. sc. techn. ETH  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 55854  
Email: [Cornelia.Boesch@fao.org](mailto:Cornelia.Boesch@fao.org)

Mr Mehad Omer  
Consultant  
Agriculture and Consumer Protection Department  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53308  
Email: [MehadYusuf.Omer@fao.org](mailto:MehadYusuf.Omer@fao.org)

**LEGAL COUNSEL**  
**CONSEILLER JURIDIQUE**  
**ASESOR JURÍDICO**

Mr Ilja Betlem  
Legal Officer  
Legal Office  
Food and Agriculture Organization (FAO)  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome  
ITALY  
Tel: +39 06 570 52778  
Email: [ilja.betlem@fao.org](mailto:ilja.betlem@fao.org)

**WHO PERSONNEL  
PERSONNEL DE L'OMS  
PERSONAL DE LA OMS**

Dr Raymond Bruce Aylward  
Executive Director a.i.  
Outbreaks and Health Emergencies  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 4419  
Email: [aylwardb@who.int](mailto:aylwardb@who.int)

Dr Kazuaki Miyagishima  
Director  
Department of Food Safety and Zoonoses  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 2773  
Email: [miyagishimak@who.int](mailto:miyagishimak@who.int)

Dr Awa Aidara-kane  
Coordinator  
Department of Foodborne and Zoonotic Diseases  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva27  
Switzerland  
Tel: +41 22 79 12403  
Email: [aidarakanea@who.int](mailto:aidarakanea@who.int)

Dr Hilde Kruse  
Programme Manager Food Safety  
WHO Regional Office for Europe  
Marmorvej 51  
Copenhagen  
Denmark  
Tel: 4529440506  
Email: [kruseh@who.int](mailto:kruseh@who.int)

Mrs Françoise Fontannaz-aujoulat  
Technical Officer  
Food Safety, Zoonoses and Foodborne Diseases  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 3697  
Email: [fontannazf@who.int](mailto:fontannazf@who.int)

Dr Rei Nakagawa  
Technical officer  
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)  
World Health Organization (WHO)  
20 Avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 3640  
Email: [nakagawar@who.int](mailto:nakagawar@who.int)

Mrs Amy Louise Cawthorne  
Epidemiologist  
Food Safety, Zoonoses and Foodborne Diseases  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41792044121  
Email: [cawthornea@who.int](mailto:cawthornea@who.int)

Mrs Catherine Mulholland  
Administrator, FAO/WHO Codex Trust Fund  
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: 41 22 791 3080  
Email: [mulhollandc@who.int](mailto:mulhollandc@who.int)

Dr Chizuru Nishida  
Coordinator  
Nutrition Policy and Scientific Advice  
World Health Organization (WHO)  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41227913317/+41792493549  
Email: [nishidac@who.int](mailto:nishidac@who.int)

Dr Angelika Tritscher  
Coordinator  
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS)  
World Health organization (WHO)  
20, Avenue Appia  
Geneva  
Switzerland  
Tel: +41 22 7913569  
Email: [tritschera@who.int](mailto:tritschera@who.int)

Ms Andrea Barrios Villarreal  
FAO/WHO Consultant  
Geneva  
Switzerland  
Email: [abarriosvillarreal@gmail.com](mailto:abarriosvillarreal@gmail.com)

**CODEX SECRETARIAT  
SECRETARIAT DU CODEX  
SECRETARÍA DEL CODEX**

Mr Tom Heilandt  
Secretary, Codex Alimentarius  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 4384  
Email: [tom.heilandt@fao.org](mailto:tom.heilandt@fao.org)

Ms Annamaria Bruno  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 56254  
Email: [annamaria.bruno@fao.org](mailto:annamaria.bruno@fao.org)

Mr Sebastian Hielm  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 54821  
Email: [sebastian.hielm@fao.org](mailto:sebastian.hielm@fao.org)

Ms Gracia Brisco  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: + 39 06 570 52700  
Email: [gracia.brisco@fao.org](mailto:gracia.brisco@fao.org)

Mrs Verna Carolissen-mackay  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 55629  
Email: [verna.carolissen@fao.org](mailto:verna.carolissen@fao.org)

Mr Patrick Sekitoleko  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 56626  
Email: [patrick.sekitoleko@fao.org](mailto:patrick.sekitoleko@fao.org)

Ms Lingping Zhang  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53218  
Email: [lingping.zhang@fao.org](mailto:lingping.zhang@fao.org)

Ms Takako Yano  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 55868  
Email: [takako.yano@fao.org](mailto:takako.yano@fao.org)

Mr Kyoungmo Kang  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 4796  
Email: [kyoungmo.kang@fao.org](mailto:kyoungmo.kang@fao.org)

Mr David Massey  
Special Advisor  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 3465  
Email: [david.massey@fao.org](mailto:david.massey@fao.org)



Mr Roberto Sciotti  
Codex Information Management Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 56141  
Email: [roberto.sciotti@fao.org](mailto:roberto.sciotti@fao.org)

Mrs Donatella Mori  
IT Business Analyst (Information Systems)  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 56820  
Email: [donatella.mori@fao.org](mailto:donatella.mori@fao.org)

Mrs Anne Beutling  
Associate Professional Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53528  
Email: [anne.beutling@fao.org](mailto:anne.beutling@fao.org)

Mrs Jocelyne Farruggia  
Administrative Assistant  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 54601  
Email: [jocelyne.farruggia@fao.org](mailto:jocelyne.farruggia@fao.org)

Ms Ilaria Tarquinio  
Administrative Assistant  
Secretariat, Codex Alimentarius Commission  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla 1  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 5425  
Email: [ilaria.tarquinio@fao.org](mailto:ilaria.tarquinio@fao.org)

Ms Mercedes Casellas  
Spanish Proofreader  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53331  
Email: [mercedes.casellas@fao.org](mailto:mercedes.casellas@fao.org)

Mrs Florence Martin De Martino  
French Proofreader  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 55732  
Email: [florence.martin@fao.org](mailto:florence.martin@fao.org)

Mr Peter Di Tommaso  
Documents clerk  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 55584  
Email: [peter.ditommaso@fao.org](mailto:peter.ditommaso@fao.org)

Mr Giuseppe Di Chiera  
Consultant  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 52533  
Email: [giuseppe.dichiera@fao.org](mailto:giuseppe.dichiera@fao.org)

Mr Mirko Montuori  
Communication and Information Consultant  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the UN  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: 06 570 53806  
Email: [mirko.montuori@fao.org](mailto:mirko.montuori@fao.org)

**Annexe II****AMENDEMENTS RELATIFS AU MANUEL DE PROCÉDURE**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence</b>	<b>État d'avancement</b>
CCMAS/CCGP	Amendements relatifs au Manuel de procédure	REP 16/MAS Annexe II	Adopté

**Annexe III****LISTES DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS**

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° de travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Code d'usages pour la préparation de sauce de poisson	REP16/FFP Annexe III	N03-2013	Adopté
Code d'usages pour la transformation des produits frais et surgelés à base de coquilles Saint-Jacques ou de pétoncles crus	REP16/FFP Annexe IV	-	Adopté
Code d'usages pour le poisson et les produits de la pêche (section relative au caviar d'esturgeon)	REP16/FFP Annexe V	N16-2011	Adopté
Plans d'échantillonnage figurant dans la <i>Norme pour les ormeaux vivants et pour les ormeaux crus et frais réfrigérés ou congelés destinés à la consommation directe ou à un traitement ultérieur</i> (CODEX STAN 312-2013), dans la <i>Norme pour le poisson fumé, le poisson aromatisé à la fumée et le poisson fumé-séché</i> (CODEX STAN 311-2013) et dans la <i>Norme pour les produits frais et surgelés à base de coquilles Saint-Jacques ou de pétoncles crus</i> (CODEX STAN 315-2014).	REP16/FFP par. 8	-	Adopté
Modification des dispositions relatives aux additifs alimentaires qui figurent dans les normes sur les poissons et les produits de la pêche	REP16/FFP Annexe VI	-	Adopté avec modification (voir par. 26)
Modification de la section 7.4 (Estimation de la proportion de poisson) de la <i>Norme pour les bâtonnets, les portions et les filets de poisson surgelés – panés ou enrobés de pâte à frire</i> (CODEX STAN 166-1989)	REP16/FFP Annexe VII	-	Adopté
Modification de la section 11 (Transformation du poisson salé et du poisson salé séché) du <i>Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche</i> (CAC/RCP 52-2003)	REP16/FFP Annexe VIII	-	Adopté
Directives concernant la maîtrise des <i>Salmonella</i> spp. non typhiques dans la viande de bœuf et la viande de porc	REP16/FH Annexe II	N02-2014	Adopté
Directives concernant l'application des principes généraux d'hygiène alimentaire à la lutte contre les parasites d'origine alimentaire	REP16/FH Annexe III	N03-2014	Adopté

Normes et textes apparentés	Référence	N° de travail	État d'avancement
<b>Annexe I</b> «Exemples de critères microbiologiques à appliquer aux aliments à faible teneur en eau lorsque leur application est jugée nécessaire conformément aux Principes et Directives pour l'établissement et l'application de critères microbiologiques relatifs aux aliments (CAC/GL 21-1997)» et <b>Annexe II</b> «Orientations pour la mise en place des programmes de surveillance de l'environnement pour <i>Salmonella</i> spp. et pour d'autres entérobactéries dans les zones de transformation d'aliments à faible teneur en eau» au <i>Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments à faible teneur en eau</i> (CAC/RCP 75-2015)	REP16/FH Annexe IV	N06-2013	Adopté
<b>Annexe III</b> «Épices et plantes aromatiques séchées» au <i>Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments à faible teneur en eau</i> (CAC/RCP 75-2015)	REP16/FH Annexe IV		Adopté
Valeurs nutritionnelles de référence supplémentaires ou révisées aux fins d'étiquetage dans les <i>Directives concernant l'étiquetage nutritionnel</i> (CAC/GL 2-1985)	REP16/NFSDU Annexe II, première partie	N06-2008	Adopté, à l'exception de la vitamine E (voir par. 44)
Modification de l'annexe des <i>Directives concernant l'étiquetage nutritionnel</i> (CAC/GL 2-1985): ajout d'une définition des organismes scientifiques compétents reconnus (OSCR)	REP16/NFSDU Annexe II, deuxième partie	-	Adopté
Modification de la section 10 (Méthodes d'analyse et d'échantillonnage) de la <i>Norme pour les préparations destinées aux nourrissons et les préparations données à des fins médicales spéciales aux nourrissons</i> (CODEX STAN 72-1981)	REP16/NFSDU Annexe V, deuxième partie	-	Adopté
Principes et directives sur l'échange d'informations entre pays importateurs et exportateurs à l'appui du commerce des produits alimentaires	REP16/FICS Annexe II	N01-2015	Adopté
Révision des <i>Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments</i> (CAC/GL 19-1995)	REP16/FICS Annexe IV	N03-2015	Adopté
Révision des <i>Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation</i> (CAC/GL 25-1997)	REP16/FICS Annexe V	N04-2015	Adopté
Méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CODEX STAN 234-1999)	REP16/MAS Annexe II	Activité en cours	Adopté (voir par. 47)
Spécifications relatives à l'identité et à la pureté des additifs alimentaires	REP16/FA Annexe III, partie A	Activité en cours	Adopté

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° de travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Révision de la catégorie d'aliment 01.1 «Lait et boissons lactées» (intitulée désormais «Lait liquide et produits laitiers») de la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i> et modifications qui en découlent	REP16/FA Annexe XII	N14-2015	Adopté
Dispositions relatives aux additifs alimentaires dans la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i>	REP16/FA Annexe VII, parties A à F	Activité en cours	Adopté
Modification du Système international de numérotation des additifs alimentaires (CAC/GL 36-1989)	REP16/FA Annexe XIII	Activité en cours	Adopté
Révision des sections 4.1.c et 5.1.c de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des additifs alimentaires vendus en tant que tels</i> (CODEX STAN 107-1981)	REP16/FA Annexe XV	N15-2015	Adopté
Section révisée sur les additifs alimentaires dans la <i>Norme pour le beurre de cacao</i> (CODEX STAN 86-1981), la <i>Norme pour le chocolat et les produits à base de chocolat</i> (CODEX STAN 87-1981), la <i>Norme pour le cacao en pâte (liqueur de cacao/chocolat) et le tourteau de cacao</i> (CODEX STAN 141-1983) et la <i>Norme pour les cacaos en poudre et les mélanges secs de cacao et de sucres</i> (CODEX STAN 105-1981)	REP16/FA Annexe V	Activité en cours	Adopté
Dispositions révisées relatives aux additifs alimentaires de la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i> à la suite de l'alignement des quatre normes pour le chocolat et les produits à base de chocolat et des normes de produits recensés par le Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)	REP16/FA Annexe VII, parties G et H	Activité en cours	Adopté
Modification de la <i>Norme pour les matières grasses laitières à tartiner</i> (CODEX STAN 253-2006)	REP16/FA par. 153	-	Adopté
Limite maximale pour l'arsenic inorganique dans le riz décortiqué ( <i>Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale</i> )	REP16/CF Annexe II	N12-2011	Adopté
Limites maximales pour le plomb dans les jus de fruits et les nectars prêts à boire (insertion des fruits de la passion); les fruits en conserve (insertion des baies et autres petits fruits); les légumes en conserve (insertion des légumes feuillus en conserve et des légumineuses en conserve); les concombres (cornichons) marinés (LM inférieure) et les olives de table (LM inférieure)	REP16/CF Annexe III	N04-2012	Adopté (voir par. 74)
Version révisée du <i>Code d'usages en matière de prévention et réduction de la contamination des céréales par les mycotoxines</i> (CAC/RCP 51-2003)	REP16/CF Annexe IV	N13-2014	Adopté

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° de travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Annexes sur la zéaralénone, les fumonisines, l'ochratoxine A, les trichotécènes et les aflatoxines au <i>Code d'usages en matière de prévention et réduction de la contamination des céréales par les mycotoxines</i> (CAC/RCP 51-2003)	REP16/CF Annexe IV	N13-2014	Adopté
Limites maximales de résidus pour les pesticides	REP16/PR Annexe II	Activité en cours	Adopté

**Annexe IV****LISTE DES PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS À L'ÉTAPE 5**

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>N° de travail</b>	<b>Référence</b>	<b>État d'avancement</b>
Norme sur le cumin	REP16/SCH Annexe III	N05-2014	Adopté
Norme sur le thym	REP16/SCH Annexe IV	N07-2014	Adopté
Norme sur les aubergines	REP16/FFV Annexe III	N10-2014	Adopté (voir par. 21)
Norme sur l'ail	REP16/FFV Annexe IV	N09-2014	Adopté
Norme sur le kiwi	REP16/FFV Annexe V	N11-2014	Adopté
Valeurs nutritionnelles de référence pour la vitamine E aux fins d'étiquetage dans les <i>Directives concernant l'étiquetage nutritionnel</i> (CAC/GL 2-1985)	REP16/NFSDU Annexe II, première partie	N06-2008	Adopté (voir par. 44)
Orientations pour le suivi de la performance des systèmes nationaux de contrôle des aliments	REP16/FICS Annexe III	N03-2015	Adopté
Limites maximales pour le plomb dans les confitures, gelées et marmelades et pour les tomates en conserve ( <i>Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale</i> )	REP16/CF Annexe III	N04-2012	Adopté (voir par. 74)
Révision de la <i>Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale</i> (groupes de produits visés: groupe 020 – graminées de céréales)	REP16/PR Annexe X	N11-2004 N09-2006	Adopté
Directives sur les critères de performance spécifiques pour les méthodes d'analyse visant à déterminer les résidus de pesticides dans les aliments	REP16/PR Annexe XI	N09-2013	Adopté
Révision de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: datage</i>	REP16/FL Annexe II	N10-2013	Adopté
Norme sur les poudres de perméats laitiers	CX/CAC 16/39/4 Add.2 Annexe 1	N16-2015	Adopté

**Annexe V****LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS RÉVOQUÉS**

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>
<i>Code d'usages en matière d'hygiène pour les épices et les herbes aromatiques séchées (CAC/RCP 42-1995)</i>	REP16/FH par. 40a
Normes pour le silicate d'aluminium (SIN 559) et le silicate d'aluminium calcique (SIN 556)	REP16/FA Annexe III, partie B
Dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les normes de produits ou dans la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i>	REP16/FA Annexes VI et VIII
Révocation des limites maximales pour le plomb dans la <i>Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale</i> (framboises en conserve, fraises en conserve, haricots verts et haricots beurre en conserve, petits pois en conserve, concombres [cornichons] marinés et olives de table)	REP16/CF Annexe III
Limites maximales de résidus pour les pesticides	REP16/PR Annexe III



**Annexe VI****LISTE DES NOUVEAUX TRAVAUX APPROUVÉS**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence et document de projet</b>	<b>N° de travail</b>
CCFFV	Norme sur la datte fraîche	REP16/FFV CX/CAC 16/39/7, annexe I	N01-2016
CCFH	Orientations pour la maîtrise de la formation d'histamine dans le <i>Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche</i> (CAC/RCP 52-2003) et plans d'échantillonnage pour l'histamine figurant dans les normes pour les poissons et les produits de la pêche	REP16/FFP CX/CAC 16/39/7, annexe II	N02-2016
CCFH	Révision des <i>Principes généraux d'hygiène alimentaire</i> (CAC/RCP 1-1969) et de l'annexe relative au système HACCP	REP16/FH Annexe V	N03-2016
CCFH	Révision du <i>Code d'usages en matière d'hygiène pour les fruits et légumes frais</i> (CAC/RCP 53-2003)	REP16/FH Annexe VI	N04-2016
CCNFSDU	Directives concernant les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi	REP16/NFSDU Annexe IV	N05-2016
CCFL	Orientations pour l'étiquetage des récipients pour aliments non destinés à la vente au détail	REP16/FL Annexe III	N06-2016
CCAFRICA	Norme régionale sur la viande séchée	REP15/CCEXEC CX/CAC 16/39/7 Add.1, annexe 1	N07-2016

**Annexe VII****LISTE DES TRAVAUX INTERROMPUS**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence</b>
CCFFP	Annexes 1 à 11 au <i>Code d'usages pour les poissons et les produits de la pêche</i> (CAC/RCP 52-2003)	REP16/FFP par. 66b
CCFA	Dispositions relatives aux additifs alimentaires de la <i>Norme générale pour les additifs alimentaires</i>	REP16/FA Annexe X
CCPR	Limites maximales de résidus pour les pesticides	REP16/PR Annexe VI

**Annexe VIII****MANDAT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL DU CODEX SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS****Objectifs**

Donner des indications fondées sur des données scientifiques pour la gestion de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire, en tenant dûment compte du Plan d'action mondial de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour combattre la résistance aux antimicrobiens, en particulier de ses objectifs 3 et 4, ainsi que des travaux menés et des normes élaborées par les organismes internationaux compétents, notamment la FAO, l'OMS et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), et de l'approche «Une seule santé», afin de fournir aux Membres l'éclairage nécessaire à une gestion cohérente de la résistance aux antimicrobiens tout au long de la filière alimentaire.

**Mission**

- i) Examiner et réviser, le cas échéant, le *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens* (CAC/RCP 61-2005) afin que celui-ci porte sur l'ensemble de la filière alimentaire, conformément au mandat du Codex.
- ii) Envisager d'élaborer des directives concernant la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens, en tenant compte des indications données par le Groupe consultatif de l'OMS sur la surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens et des documents pertinents de l'OIE.

**Calendrier des travaux**

Le Groupe spécial disposera de trois sessions (quatre au maximum), à compter de 2017, pour achever ses travaux.

**Annexe IX**

**PRÉSIDENTE DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX**  
**créés en vertu de l'Article XI.1 b) i)**

<b>Code</b>	<b>Organe subsidiaire</b>	<b>Membre responsable</b>	<b>Statut</b>
CX 703	Comité sur le lait et les produits laitiers	Nouvelle-Zélande	Actif <sup>91</sup>
CX 708	Comité sur les produits cacaoés et le chocolat	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 709	Comité sur les graisses et les huiles	Malaisie	Actif
CX 710	Comité sur les sucres	Colombie	Actif <sup>1</sup>
CX 711	Comité sur les additifs alimentaires	Chine	Actif
CX 712	Comité sur l'hygiène alimentaire	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 713	Comité sur les fruits et légumes traités	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 714	Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires	Canada	Actif
CX 715	Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage	Hongrie	Actif
CX 716	Comité sur les principes généraux	France	Actif
CX 718	Comité sur les résidus de pesticides	Chine	Actif
CX 719	Comité sur les eaux minérales naturelles	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 720	Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime	Allemagne	Actif
CX 722	Comité sur le poisson et les produits de la pêche	Norvège	Ajourné <i>sine die</i>
CX 723	Comité sur l'hygiène de la viande	Nouvelle-Zélande	Ajourné <i>sine die</i>
CX 728	Comité sur les protéines végétales	Canada	Ajourné <i>sine die</i>
CX 729	Comité sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses	États-Unis d'Amérique	Actif <sup>1</sup>
CX 730	Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 731	Comité sur les fruits et légumes frais	Mexique	Actif
CX 733	Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	Australie	Actif
CX 735	Comité sur les contaminants dans les aliments	Pays-Bas	Actif
CX 736	Comité sur les épices et les herbes culinaires	Inde	Actif
CX 804	Groupe intergouvernemental spécial sur la résistance aux antimicrobiens	République de Corée	Actif

<sup>91</sup> Le Comité travaille par correspondance.